

APERÇU DES BESOINS HUMANITAIRES NIGER

CYCLE DE
PROGRAMME HUMANITAIRE
2022
PUBLIÉ EN FÉVRIER 2022



À propos

Ce document est consolidé par OCHA pour le compte de l'Équipe humanitaire pays et des partenaires. Il présente une compréhension commune de la crise, notamment les besoins humanitaires les plus pressants et le nombre estimé de personnes ayant besoin d'assistance. Il constitue une base factuelle aidant à informer la planification stratégique conjointe de la réponse.

PHOTO DE COUVERTURE

Une réfugiée Malienne à Ouallam dans la région de Tillabéri, Crédit OCHA

Les désignations employées et la présentation des éléments dans le présent rapport ne signifient pas l'expression de quelque opinion que ce soit de la Partie du Secrétariat des Nations Unies concernant le statut juridique d'un pays, d'un territoire, d'une ville ou d'une zone ou de leurs autorités ou concernant la délimitation de ses frontières ou de ses limites.

Pour les plus récentes mises à jour



OCHA coordonne l'action humanitaire pour garantir que les personnes affectées par une crise reçoivent l'assistance et la protection dont elles ont besoin. OCHA s'efforce de surmonter les obstacles empêchant l'assistance humanitaire de joindre les personnes affectées par des crises et est chef de file dans la mobilisation de l'assistance et de ressources pour le compte du système humanitaire.

www.unocha.org/niger

twitter.com/OCHA_Niger?lang=fr

Humanitarian RESPONSE

La réponse humanitaire est destinée à être le site Web central des outils et des services de Gestion de l'information permettant l'échange d'informations entre les clusters et les membres de l'IASC intervenant dans une crise.

www.humanitarianresponse.info/fr/operations/niger



Humanitarian InSight aide les décideurs en leur donnant accès à des données humanitaires essentielles. Il donne les dernières informations vérifiées les plus récentes sur les besoins et la dispense de la réponse humanitaire ainsi que les contributions financières.

www.hum-insight.com



Le FTS (Financial Tracking Service) géré par OCHA, est le premier fournisseur de données continuellement mises à jour sur le financement humanitaire dans le monde et un contributeur majeur à la prise de décision stratégique en faisant ressortir les lacunes et les priorités et en contribuant ainsi à l'efficacité et à l'efficience d'une assistance humanitaire fondée sur des principes.

fts.unocha.org

Table des matières

04 **Résumé des besoins humanitaires et des principales conclusions**

10 **Partie 1 : Impact de la crise et conditions humanitaires**

- 11 1.1 Contexte de la crise
- 17 1.2 Chocs et impact de la crise
- 38 1.3 Portée de l'analyse
- 40 1.4 Conditions humanitaires et gravité des besoins
- 52 1.5 Nombre de personnes dans le besoin

55 **Partie 2 : Analyse des risques et suivi de la situation et des besoins**

- 56 2.1 Analyse des risques
- 68 2.2 Suivi de la situation et des besoins

71 **Partie 3 : Analyse sectorielle**


- 77 3.1 Abris et Bien Non alimentaires
- 81 3.2 Eau, Hygiène & Assainissement
- 83 3.3 Éducation
- 87 3.4 Nutrition
- 90 3.5 Protection
- 95 3.6 Santé
- 98 3.7 Sécurité alimentaire

101 **Partie 4 Annexes**


- 102 4.1 Sources de données
- 106 4.2 Methodologie
- 109 4.3 Lacunes et limitations des informations
- 112 4.4 Acronymes
- 114 4.5 Notes finales

Résumé des besoins humanitaires et des principales conclusions

Situation actuelle (2021)

PERS. DANS LE BESOIN	TENDANCE (2015-2021)	FEMMES	ENFANTS	AVEC UN HANDICAP
3,8M		51%	55%	4,2%

Situation projetée (2022)

PERS. DANS LE BESOIN	TENDANCE (2015-2022)	FEMMES	ENFANTS	AVEC UN HANDICAP
3,7M		50,3%	55%	4,2%



NAMARI GOUNGOU /TILLABÉRI, NIGER

Personnes déplacées d'Anzourou fuyant les violences, installées dans l'arène de lutte de Tillabéry ; mai 2021.

Crédit : OCHA/Laura Fultang

Sévérité des besoins : actuellement

MINIMALE	STRESS	SÉVÈRE	EXTRÊME	CATASTROPHIQUE
362k	248k	1,3M	712k	24k

Sévérité des besoins : projection (2022)

MINIMALE	STRESS	SÉVÈRE	EXTRÊME	CATASTROPHIQUE
1M	700k	2,9M	700k	41k

PIN par groupe de population

GROUPE DE POPULATION	PERS. DANS LE BESOIN
Personnes non déplacées	3,2M
Personnes déplacées internes	265k
Réfugiés	220k

Par genre

GENRE	PERS. DANS LE BESOIN	% PIN
Hommes	1,8M	49,7%
Femmes	1,8M	50,3%

Par âge

GROUPES	PERS. DANS LE BESOIN	% PIN
Enfants (0 - 5 ans)	842k	22%
Enfants (6 - 17 ans)	1,2M	33%
Adultes (18 - 59)	1,5M	41%
Personnes âgées (59+)	150k	4%

Avec un handicap

GROUPES	PERS. DANS LE BESOIN	% PIN
Personnes vivant avec un handicap	153k	4,2%

Estimation du nombre de personnes dans le besoin

POPULATION TOTALE EN 2022 (PROJECTION INS)



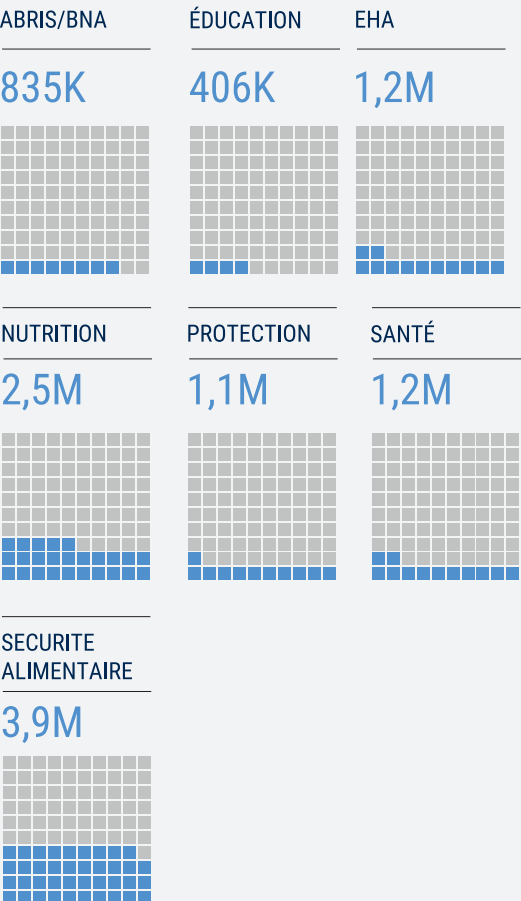
POPULATION AFFECTÉE EN 2022



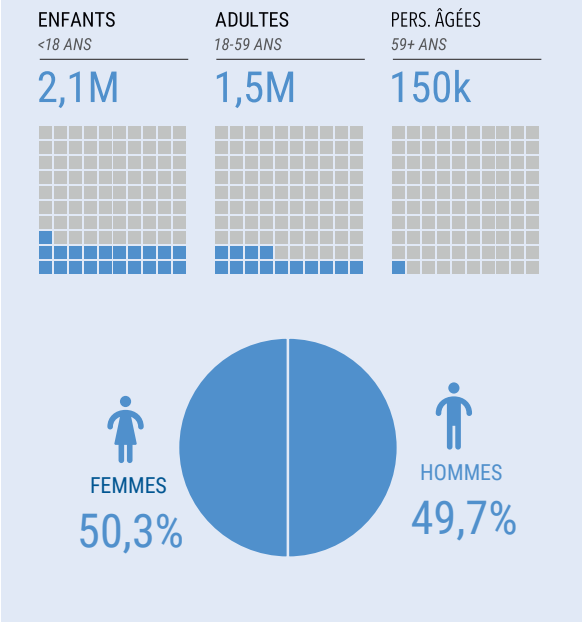
PERSONNES DANS LE BESOIN (PIN)



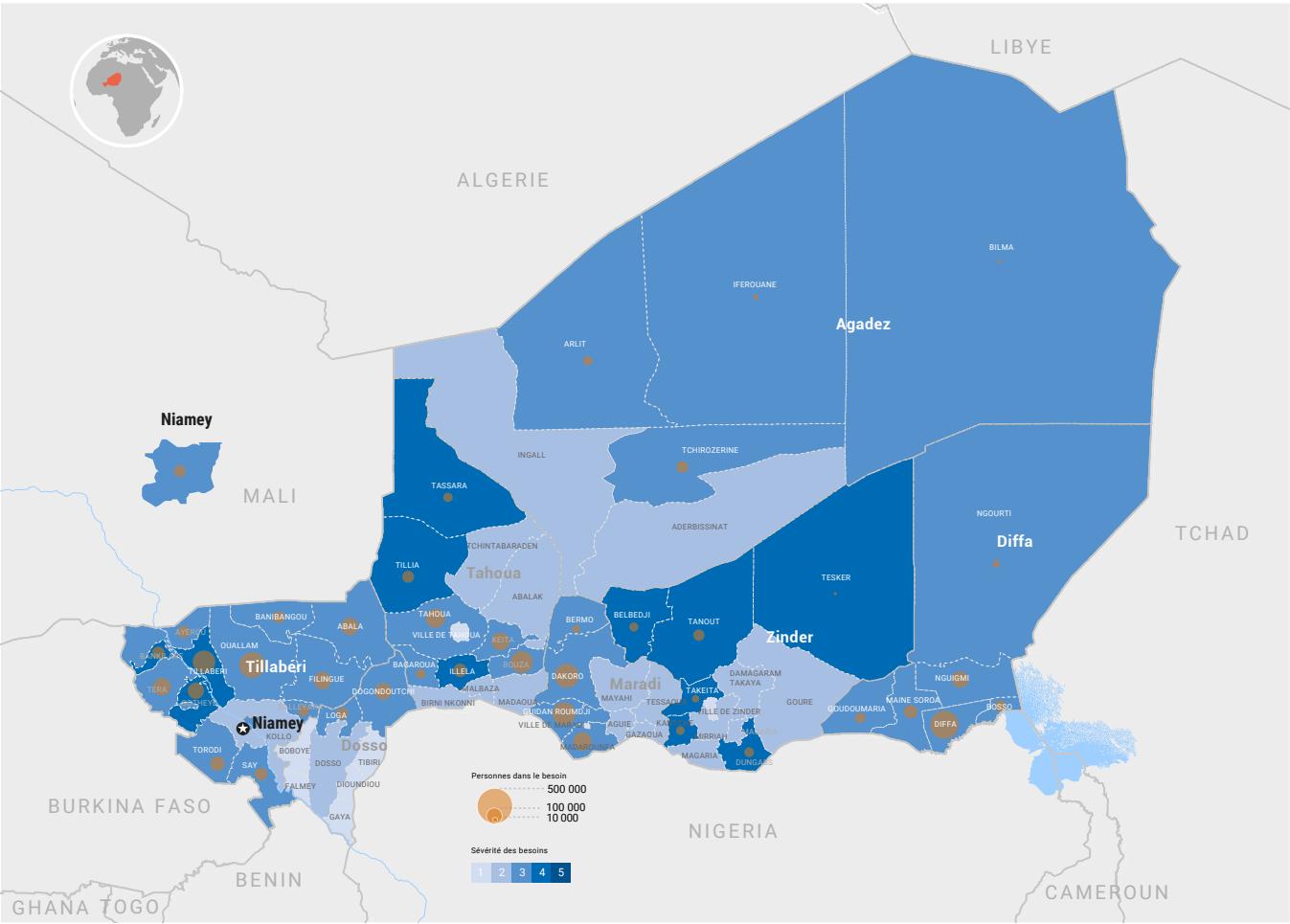
PAR SECTEUR



PAR ÂGE & SEXE



Sévérité intersectorielle des conditions humanitaires et nombre de personnes dans le besoin

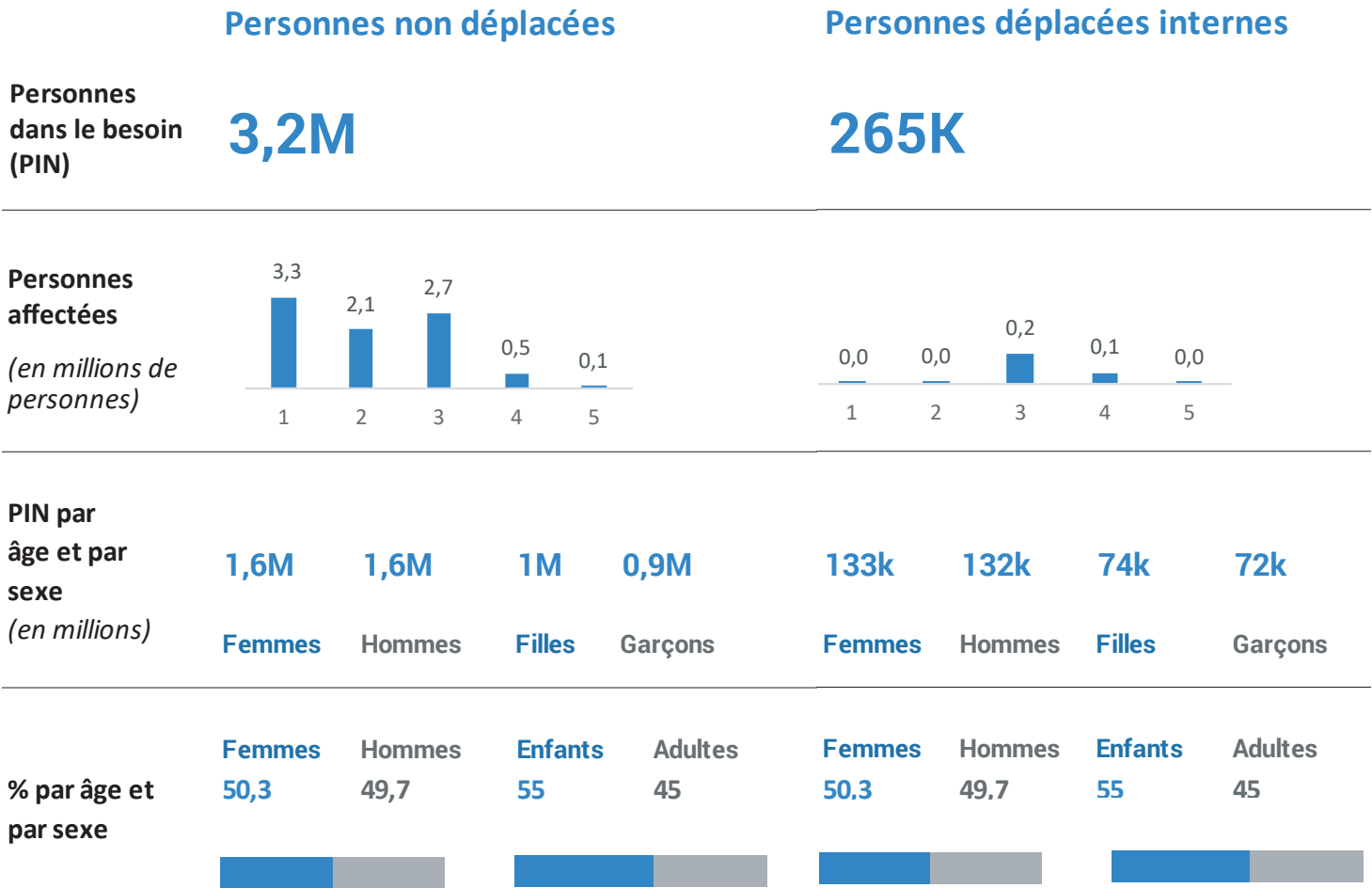


Nombre de personnes dans le besoin par région (PIN)

k : Milliers de personnes
M : Millions de personnes

RÉGION	POPULATION TOTALE	PIN	PAR GENRE FEMMES/HOMMES (51%/49%)	NON DÉPLACÉS	PDI	RÉFUGIÉS
Agadez	669 k	103 k	50 k/ 53 k	103k		745
Diffa	815 k	606 k	303 k/ 303 k	414 k	71 k	121 k
Dosso	2,9 M	169 k	86 k/ 83 k	169 k		
Maradi	4,9 M	589 k	304,4 k/ 284,4 k	517 k	15 k	57 k
Niamey	1,4 M	56 k	29 k/ 27 k	11 k	40 k	5 k
Tahoua	4,8 M	658 k	330 k/ 328k	617 k	41 k	
Tillabéri	3,9 M	1,3 M	654 k/ 644 k	1,2 M	99 k	37 k
Zinder	5,1 M	175 k	88 k/ 87 k	175 k		

Sévérité des conditions humanitaires et nombre de personnes dans le besoin (seuils de sévérités 1 à 5)



Source : Evaluation MSNA 2021, Cadre harmonisé Novembre 2021, Enquete SMART 2021, Partenaires humanitaires

Légende

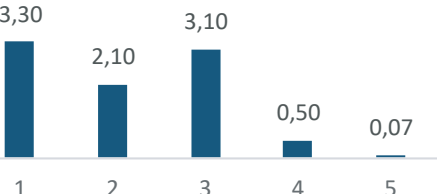
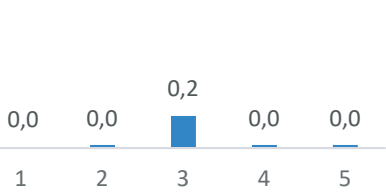
Personnes dans le besoin (PIN): personnes dans le besoin les plus vulnérables se trouvant dans les seuils de sévérité 3 à 5 (PIN)
Personnes affectées: ces chiffres incluent les personnes dans le besoin en sévérité 1 à 5. Pour déterminer le PIN, ce sont les personnes les plus vulnérables, soient celles qui se retrouvent dans les seuils de sévérité 3, 4 et 5 qui sont considérées.
Nombre par âge et par sexe: nombre de personnes dans le besoin (PIN) désagrégué par âge et sexe.
% par âge et sexe: pourcentage de personnes dans le besoin (PIN) réparti par sexe et catégorie d'âge

Réfugiés

220K

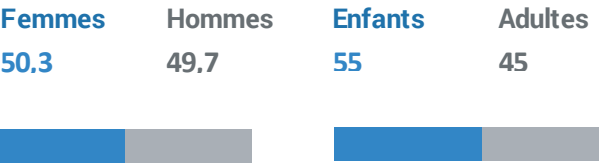
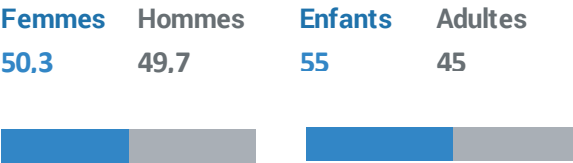
Total PIN

3,7M



111k	110k	62k	60k
Femmes	Hommes	Filles	Garçons

1,8M	1,8M	1M	0,9M
Femmes	Hommes	Filles	Garçons



Partie 1

Impact de la crise et conditions humanitaires

KIRKISSOYE/NIAMEY, NIGER

Hama Sorka, pêcheur, sinistré des inondations de 2020 sur les ruines de sa maison à Kirkissoye, Niamey ; juillet 2021.

Crédit : OCHA/Michelle Cattani



1.1

Contexte de la crise

Le Niger est confronté à plusieurs urgences qui défient ses capacités de réponse. La crise humanitaire persistante s'aggrave en raison notamment de la crise sécuritaire. Cette dernière est exacerbée par les vulnérabilités socio-économiques préexistantes et l'instabilité croissante dans les pays voisins, ce qui entraîne un afflux de milliers de réfugiés, de migrants et de déplacés internes ainsi qu'une détérioration de l'accès déjà limité aux services sociaux de base. La population – principalement les enfants et les femmes – est confrontée à la malnutrition, à l'insécurité alimentaire, aux épidémies récurrentes, aux inondations cycliques, à la sécheresse, aux déplacements forcés...

Profils politique

La situation politique au Niger a été marquée par l'organisation des élections municipales, législatives et présidentielles en 2020-2021. L'élection présidentielle marque l'avènement de la première alternance démocratique au Niger depuis son indépendance. Le président actuel a été élu au second tour des élections de février 2021 avec 55,67 pour cent des suffrages¹. Il est le premier président à succéder de façon démocratique à son prédécesseur. Il est élu au suffrage universel direct pour un mandat de cinq (5) ans, renouvelable une seule fois.

Les grands défis du nouveau Gouvernement sont l'insécurité liée aux attaques des groupes armés non étatiques (GANE) dans les zones frontalières avec le Mali, le Burkina Faso et celle du Bassin du Lac Tchad. A ceux-ci s'ajoute le défi économique et social d'une population jeune et en forte croissance. Le Niger a un taux de croissance démographique annuelle de 3,9 per cent², ce qui en fait le plus élevé au monde. Le nouveau Président a placé l'éducation, et notamment la scolarisation des jeunes filles, au

cœur de ses priorités. Le gouvernement a adopté sa Déclaration de Politique Générale le 13 mai 2021 autour de 7 grands axes : sécurité et quiétude sociales, bonne gouvernance et consolidation des institutions républicaines, développement du capital humain, modernisation du monde rural, développement des infrastructures économiques, exploitation des potentialités économiques, solidarité et inclusion socio-économique des catégories en situation de vulnérabilité.

Ces élections ont été marquées par plus de candidatures féminines aux législatives, régionales et municipales³. A titre illustratif, 50 femmes ont été élues au Parlement à l'issue des élections de 2020 soit une représentation de 28,9 pour cent contre 16,96 pour cent à celles de 2016, respectant ainsi la loi sur le quota de 25 pour cent, entrée en vigueur en 2002.

Nonobstant les efforts consentis par les différents gouvernements successifs pour la promotion des droits de la femme et de leur participation politique, la participation des femmes au Gouvernement reste faible. Au sein du gouvernement actuel, on compte 5 femmes ministres sur les 33 membres du gouvernement (soit 15 pour cent)⁴.

L'inclusion des femmes et des jeunes dans la vie publique et politique, pour mieux refléter le profil démographique du pays, reste encore un défi important.

Profil sécuritaire

L'insécurité dans les pays voisins et les défis sécuritaires internes ont augmenté le nombre de personnes en situation de déplacement (réfugiés, déplacés, retournés, etc.) ayant besoin d'une aide humanitaire au Niger.



NAMARI GOUNGOU /TILLABÉRI, NIGER

PDI Anzourou arrivée sur le site de Tillabéri ; mai 2021.
Crédit : OCHA/Laura Fultang

La situation sécuritaire reste marquée par la persistance et l'amplification des activités des GANE dans le Sahel, principalement dans la zone des trois frontières (Burkina Faso, Mali, Niger) et le bassin du Lac Tchad. La situation reste également marquée par de graves violations des droits humains tels que des enlèvements à l'est du pays et des attaques sporadiques et meurtrières, souvent ciblées, contre des populations dans la zone des trois frontières (Tillabéri et Tahoua) ainsi que dans la région de Diffa et Maradi⁵. Les conflits intercommunautaires contribuent aussi à la dégradation du climat sécuritaire. Au 30 septembre 2021, le cluster protection note un total de 3 298 incidents de protection dans les 4 régions concernées, pour plus de 10 484 victimes. On dénombre 1 285 cas à Diffa (extorsions de biens, taxations illégales, agressions physiques ainsi qu'une forte hausse des enlèvements), 519 cas à Tillabéri (présence d'EEI, enlèvements, assassinats et extorsions de biens en hausse), 1 047 cas à Tahoua (agressions

physiques, meurtres, vols et pillages), et 447 cas à Maradi (agressions physiques, les vols, pillages et enlèvements)⁶.

L'impact immédiat et visible de la dégradation de la situation sécuritaire sur les populations est le déplacement forcé des populations. Le gouvernement du Niger estimait à 346 511 le nombre total de déplacés internes, et à 240,527 le nombre de réfugiés⁷.

Le pays continue de subir la violence de groupes armés non étatiques sur trois fronts principaux :

- **Au nord-ouest** la situation sécuritaire, le long de la frontière entre **le Mali et le Burkina Faso**, s'est considérablement détériorée au cours de cette année 2021 avec la multiplication des attaques des groupes armés de plus en plus violentes sur les civils malgré l'instauration et la prorogation continue de l'état d'urgence et le renforcement

du dispositif sécuritaire par le gouvernement⁸. La présence active GANE dans des localités est à l'origine de cette détérioration, particulièrement dans le nord et le nord-est des communes de Makalondi, Inatès, Tondikiwindi et de Banibangou, dans le sud de Abala et dans l'Anzourou. Les populations vivant le long de ces frontières subissent de graves violations des droits humains tels que des assassinats ciblés, des agressions physiques, d'extorsions des fonds, de vol de bétails et d'incendies des réserves alimentaires des communautés, des écoles et des centres de santé, la décapitalisation (biens et de bétails), etc. Selon des sources sécuritaires et les activités de monitoring effectuées sur cette bande frontalière plus de 100 attaques, incursions, enlèvement de personnes, assassinats ont visé des populations depuis le début de janvier à septembre 2020. Ces attaques ont occasionné des enlèvements de personnes, assassinats, d'au moins 65 civils, dont la plupart des leaders communautaires et/ou personnes influentes, le déplacement interne par petit groupe de ménage dans les communes de (Djagourou, Makalondi, Torodi...)⁹.

- **Au sud-est : dans la région de Diffa**, la situation sécuritaire continue de se détériorer et reste essentiellement marquée par les incursions répétées des GANE dans les localités. Entre janvier et juin 2021, neuf attaques conduites par des GANE ont ciblé des positions des forces de défense et de sécurité (FDS) respectivement à Diffa, Mainé-Soroa et Bosso, signe d'une dégradation de la situation sécuritaire le long de la frontière. Pour rappel, l'état d'urgence dans la région est en vigueur depuis février 2015, suite aux attaques simultanées des groupes armés non étatiques sur les villes de Diffa et de Bosso.
- **Au sud du pays dans la région de Maradi**, la situation se dégrade également à la frontière du Nigéria des Etats de Sokoto, Katsina et Zamfara où les violations des droits commises par les GANE ont évolué notamment dans les départements de Guidan Roumdji et de Madarounfa d'un mode opératoire d'enlèvements et vols de bétails à des incursions plus violentes avec agressions

physiques, assassinats des civils¹⁰. Au premier semestre 2021, un total de 287 incidents de protection a été enregistré, principalement dans les communes de Safo, Gabi, Sarkin Yamma et Tibiri. De nombreux mouvements pendulaires de réfugiés nigériens sont constatés depuis les communes de Sabon Birni et Isa (Etat de Sokoto), au Nigéria vers Guidan Roumdji, Guidan Sori, Gabi, et Chadakori au Niger¹¹. Cette détérioration de la situation sécuritaire continue de pousser des personnes à se déplacer à l'intérieur de leur propre pays, au 30 septembre 2021 plus de 73 000¹² personnes sont déplacées dans la région (15 900 PDI et 57 000 réfugiés).

Profil socioculturel et démographique

Le Niger avec un indice de développement humain (IDH) très faible est classé dans la catégorie « développement humain faible » et au 189e rang parmi 189 pays¹³.

La population du Niger est estimée en 2021 à 24,2 millions d'habitants avec un taux de croissance démographique de 3,8 pour cent¹⁴.

Le 4^e recensement général de la population et de l'habitat de 2012 a rapporté une population handicapée estimée à 4,2 pour cent (2,11 pour cent de femmes et 2,06 pour cent d'hommes)¹⁵ avec une forte prévalence à Niamey (6,4 pour cent) et Zinder (5,3 pour cent). Les régions présentant une faible proportion de personnes handicapées sont Diffa (2,5 pour cent) et Agadez (2,6 pour cent)¹⁶.

L'enquête multisectorielle (MSNA), réalisée en 2021, informe que 9,4 pour cent des ménages nigériens ont au moins une personne avec un handicap et rencontre des difficultés pour mener des activités précises, la prévalence nationale varie selon les catégories : difficultés à marcher (4 pour cent), difficultés à mener des activités pour prendre soin de soi-même (1,2 pour cent), difficultés à voir (3,4 pour cent), difficultés à entendre (1,9 pour cent) et difficultés à parler (0,1 pour cent)¹⁷.

La population âgée de moins de 18 ans représente 58,2 pour cent¹⁸ de la population totale en 2020 et celle potentiellement active (15-64 ans) est estimée à 47,54 pour cent. Une population très jeune avec un taux de fécondité élevé (6,82 enfants par femme)¹⁹ qui peut s'expliquer par plusieurs facteurs : un fort taux de mariages précoces (l'âge moyen au premier mariage est de 15 ans le plus bas du Sahel; 76,3 pour cent des filles âgées de 20 à 24 ans se marient avant l'âge de 18 ans et 28 pour cent avant 15 ans), un faible recours aux méthodes contraceptives modernes (12 pour cent), et une scolarisation relativement faible des filles (seuls 23 pour cent des jeunes filles âgées de 15-24 ans sont alphabétisées)²⁰.

D'après l'évaluation multisectorielle des besoins au Niger (MSNA), effectué de juin à août 2021, la taille moyenne d'un ménage est d'environ 8 personnes, avec des variations significatives par régions, allant de 7 personnes en moyenne dans la région de Diffa, à plus de 9 dans la région de Maradi.

La densité moyenne de la population est ainsi passée de 8,95 à 19,04 habitants au kilomètre carré entre 2000 et 2021²¹. Cette croissance rapide de la population et la forte pression démographique qui l'accompagne entraînent une compétition pour l'accès aux ressources déjà limitées.

La tendance à une forte croissance démographique est espérée. Ainsi, en 2030, la population du Niger dépassera 34 millions d'habitants et en 2050, elle dépassera 68 millions d'habitants²².

Profil économique

Le Niger a une économie peu diversifiée, dépendante de l'agriculture pour 40 pour cent de son produit intérieur brut (PIB). Le niveau d'extrême pauvreté en 2020 à 42,9 pour cent²³ concerne plus de 10 millions de personnes.

Son taux de croissance économique est structurellement faible au regard de la croissance démographique du pays (3,8 pour cent). Avec une population estimée à 24 millions d'habitants en 2021, la croissance du PIB par tête n'est en effet que

de 1,9 pour cent²⁴. Selon le dernier classement du développement humain du PNUD, les indicateurs sociaux du Niger sont très faibles²⁵ : (i) l'espérance de vie à la naissance est de 60,4 ans et l'âge médian est de 14,9 ans ; (ii) la durée moyenne de scolarisation est de 2 ans. Environ 17 pour cent de la population auraient accès à l'électricité (un taux estimé à 1 pour cent en zone rurale) et moins de 45 pour cent à l'eau potable. La prévalence de la pauvreté est assez forte, avec un taux de 44 pour cent²⁶.

Les tensions budgétaires sont caractérisées à la fois par la difficulté de recouvrer les recettes et les besoins liés à la sécurité dans un environnement régional instable (le Niger consacre en 2021 plus de 17 pour cent de son budget aux dépenses militaires et de sécurité²⁷). L'encours de la dette reste stable, étant passé de 42 pour cent du produit intérieur brut en 2019 à 43 pour cent en 2020. L'uranium et le pétrole constituent les deux principales ressources naturelles du pays²⁸.

Le Niger a pu gérer les aspects sanitaires de la COVID-19, mais la pandémie a ralenti le dynamisme économique dont le pays a fait preuve ces dernières années. Le PIB réel a augmenté de 1,2 pour cent en 2020, après avoir progressé de 5,9 pour cent en 2019 et de 7 pour cent en 2018²⁹. Le revenu par habitant a baissé de 0,3 pour cent, entraînant une augmentation de 1,3 pour cent de la proportion de la population vivant avec moins de 1,9 dollar américain, soit environ 400 000³⁰ nouveaux pauvres en 2020. Les problèmes de sécurité liés aux activités des groupes armés et la fermeture des frontières ont nui à la croissance du pays. Du côté de l'offre, les secteurs des services et des industries extractives ont été les plus touchés par la crise sanitaire. Du côté de la demande, la consommation et les investissements étrangers ont fortement diminué. En raison des ruptures d'approvisionnement, le taux d'inflation s'est établi à 2,8 pour cent en 2020, contre une baisse de 2,5 pour cent en 2019. Le déficit budgétaire a encore augmenté pour atteindre 5,7 pour cent du PIB en 2020. En effet, la crise de la COVID-19 a déclenché une augmentation des dépenses de santé, et les recettes fiscales déjà faibles ont diminué. Le déficit de la balance des opérations courantes a augmenté à 12 pour cent du

PIB en 2020, contre un niveau déjà élevé de 12,5 pour cent du PIB en 2019, principalement en raison de la baisse des recettes d'exportation³¹.

Cependant selon les analyses de la Banque Mondiale, les perspectives économiques favorables en 2021 pourraient permettre un rebond de la croissance à 5,1 pour cent, et le taux du PIB réel devrait atteindre 6,2 pour cent³² en 2022 et environ 10 pour cent à partir de 2023 avec l'achèvement de l'oléoduc et la mise en service des exportations de pétrole.

Cadres juridiques et politiques

Le Pays poursuit, dans le cadre de la gouvernance juridique et judiciaire, la mise en œuvre de la Politique Nationale de Justice et des Droits Humains assortie d'un plan d'action décennal de mise en œuvre pour la période 2016 – 2025. Le pays a fait également de relatifs progrès en matière de Droits Humains, de Droits International Humanitaire et du droit des réfugiés à travers la ratification de plusieurs instruments juridiques (traités, conventions...) régionaux, sous régionaux et internationaux y afférents³³. Au niveau national, il existe le cadre normatif et institutionnel nigérien relatif à la protection et à l'assistance aux personnes déplacées à l'intérieur du Niger de décembre 2018 pour l'application de la convention de Kampala sur les PDI et la ratification de la Convention sur le droit des réfugiés.

En 2020, le Niger est classé 28e pays africain en termes de « gouvernance globale » dans l'édition 2020 de l'Indice Mo Ibrahim de la Gouvernance en Afrique (IIAG). Le rapport relève qu'au cours de la dernière décennie, le pays a connu des améliorations dans la catégorie « développement humain » suivie dans une moindre mesure par la catégorie « fondements des opportunités économiques ». Cependant, selon le rapport le Niger a aussi connu une détérioration de ses scores dans les catégories « participation, droits et inclusion » et « sécurité et état de droit »³⁴.

Infrastructures et technologies

Malgré les efforts d'investissement dans les infrastructures, des insuffisances majeures persistent

quant à la qualité des services sociaux de base et aux taux de couverture ainsi qu'à la qualité des routes et à la faible couverture routière du pays.

La couverture sanitaire du Niger est de 48,31 pour cent soit 1,9 million de personnes ayant un accès au paquet minimum d'activités du centre de santé intégré par district sanitaire. Les régions de Zinder et Diffa ont les plus faibles taux de couverture avec respectivement 39,01 pour cent et 42,59 pour cent³⁵.

Concernant l'éducation, selon le rapport d'enquête auprès des inspections primaires, à la fin de 2020, il a été enregistré un total de 18 276 écoles primaires sur l'ensemble du territoire. Sur ce total, environ 6 547 écoles sont dotées de latrine et 3 256 de points d'eau. Pour le secondaire, 4 166 écoles ont été enregistrées au Niger avec 1 904 latrines³⁶.

S'agissant des infrastructures hydrauliques, 36 086 points d'eau modernes ont été enregistrés à travers le pays soit un taux de couverture de 69,12 pour cent³⁷. Outre les points d'eau modernes, d'autres sources d'eau améliorée sont accessibles.

L'électricité qui aujourd'hui est essentielle pour le bon fonctionnement de tout système d'un pays reste un défi majeur pour le Niger. En effet, la majorité des Nigériens n'ont pas accès à un réseau électrique aussi bien en zone urbaine qu'en zone rurale.

De 2016 à 2020, le nombre d'abonnés à un téléphone mobile et fixe a connu une croissance continue passant d'environ 7,7 millions d'abonnés à 12,4 millions soit une augmentation de 61 pour cent³⁸.

L'accès global à l'Internet a connu une progression de 5,57 pour cent (24,53 pour cent en 2019 et 30,10 pour cent en 2020) en valeur absolue par rapport à la situation de 2019. Cependant, il reste toujours faible face à une population estimée à plus de 23 millions d'habitants en 2020. Pour l'accès à l'Internet, environ vingt-neuf mille abonnés pour l'internet fixe et environ sept millions d'abonnés pour l'internet mobile, ont été rapportés dans le rapport annuel 2020 de l'ARCEP. Ces 7 millions de Nigériens ont accès à l'internet mobile via les technologies 2G, 3G et 4G. Par rapport à 2019, il est

constaté une croissance de 24,88 pour cent du nombre d'abonnés à l'Internet mobile. Le rythme de croissance de l'internet mobile est plus accéléré que celui de l'internet fixe. Ce qui est une tendance mondiale³⁹.

Le taux de pénétration mobile est en hausse il est passé de 45,5% en 2018 à 53 pour cent en 2020). Cependant, le taux de pénétration fixe a connu une baisse de 56 pour cent pour la même période⁴⁰.

Cette croissance observée provient des efforts fournis par l'ARCEP dans le contrôle des services offerts par les compagnies de téléphonie pour satisfaire les besoins de la population.

Environnement

Le Niger est un vaste pays situé au cœur du sahel doté d'un climat chaud et sec. Il fait face depuis quelques années à des crises alimentaires aiguës qui sont aggravées par les effets du changement climatique. Les effets les plus visibles du changement climatique au Niger se traduisent par la sécheresse et une diminution et mauvaise répartition des précipitations. Selon la MSNA de 2021, 79% des ménages ayant au moins une activité agricole ont rapporté avoir subi une diminution des productions (pastorales et

agricoles) au cours des deux dernières années due à des aléas climatiques inhabituels. A cela, il faut ajouter l'avancée continue de la désertification et les tempêtes de sable qui, combinées au déboisement et aux températures extrêmes, ensevelissent les points d'eau habituels des éleveurs et des agriculteurs. Selon l'indice mondial des risques climatiques, le Niger est le 9e pays le plus touché au monde par les événements météorologiques extrêmes⁴¹.

Le changement climatique combiné à la croissance démographique affecte les productions agropastorales et le développement social économique du pays alors que l'agriculture et l'élevage sont les principales sources de revenus de la population.

Au Niger, la pression anthropique agit en synergie avec les facteurs climatiques sur la dégradation des terres. Il faut noter que chaque année 100 000 ha de terres cultivables sont perdus à cause de l'érosion des sols⁴².

Cependant, le pays regorge d'importantes potentialités en matière de diversité biologique incluant les différents écosystèmes, la diversité spécifique et la diversité génétique de la flore et de la faune. Cette diversité biologique comporte, environ 2 274 espèces de plantes et 3 200 espèces animales⁴³.



KIRKISSOYE/NIAMEY, NIGER

M. Belko Idi patauge dans des eaux stagnantes pour entrer dans sa maison. Kirkissoye, Niamey. septembre 2020. Crédit : OCHA/Abdoulaye Hamani



OUALLAM/TILLABÉRI, NIGER

Un groupe de réfugié Malien devant une maison effondrée à Ouallam ; juillet 2021.

Credit : APBE/Kiari Kanta

1.2 Chocs et impact de la crise

1.2.1 Chocs, causes et facteurs sous-jacents

Les principaux chocs qui affectent la population du Niger sont d'ordre sécuritaire, climatique et épidémique.

a. Les conflits sont parmi les principaux chocs qui affectent le Niger. Les principales causes sont : (i) l'incursion régulière des groupes armés non étatiques dans le territoire nigérien, du fait de la porosité des

frontières de certains pays avec le Niger, notamment la Libye, le Mali, le Burkina Faso, le Tchad et le Nigéria; (ii) les problèmes fonciers et d'accès aux ressources naturelles et hydrauliques ; (iii) la transhumance, à la base des violences entre éleveurs et agriculteurs et (iv) les catastrophes naturelles (climat, inondations), les crises alimentaires qui entraînent parfois des conséquences néfastes à la stabilité sécuritaire.

Tous ces facteurs d'insécurité sont exacerbés par des facteurs tant structurels (faible gouvernance, pauvreté, manque d'opportunités économiques, chômage, faible niveau d'instruction des jeunes et

une mauvaise utilisation des réseaux sociaux (qui facilite la manipulation et l'enrôlement des jeunes) que conjoncturels (tensions intercommunautaires, fermeture de certains débouchés migratoires). La porosité des frontières facilite la prolifération et le trafic des armes et de la drogue (surtout à Tahoua et Agadez).

Hormis les régions de Dosso, Niamey et Zinder, toutes les autres régions du pays font face à l'insécurité provoquée par les GANE.

b. Les aléas climatiques, en particulier les sécheresses, sont un des principaux facteurs de crise alimentaire et nutritionnelle au Niger. La fréquence et la magnitude des chocs climatiques sont fortement exacerbés par le changement climatique, qui est actuellement considéré comme l'une des menaces les plus graves posées au développement du Niger. Le changement climatique se traduit par la récurrence de phénomènes extrêmes comme les sécheresses et les inondations.

La Sécheresse : résultante d'un déficit pluviométrique, peut survenir dans toutes les zones agro écologiques du Niger du fait de la mauvaise répartition des pluies dans le temps. Dans certaines zones du Niger, la sécheresse est devenue un phénomène perpétuel. C'est le cas des zones situées le long de la limite nord des cultures (nord des régions de Maradi, Tahoua, Zinder, Tillabéri et Diffa)⁴⁴. Elle est souvent exacerbée par des feux de brousse qui déciment le pâturage et la flore privant le bétail de végétation indispensable à son alimentation.

En 2021, de nombreuses régions ont connu des pauses pluviométriques importantes au cours de la saison des pluies, ainsi qu'un arrêt précoce des pluies. Ceci a entraîné un déficit agricole et fourrager important (un déficit céréalier brut de 39% par rapport aux besoins des populations, et un déficit fourrager de plus de 40%)⁴⁵.

Les inondations : ce phénomène climatique, dont les causes immédiates sont les fréquences et intensités des pluies, les débordements des cours d'eau, l'occupation anarchique des espaces et les ruptures

d'aménagements⁴⁶, devient de plus en plus récurrent et d'ampleur sans cesse croissante.

Les inondations sont souvent observées au Niger entre juillet et septembre. En général, les régions les plus touchées sont Maradi (sud), Diffa, Tahoua, Tillabéri, Dosso et Niamey (ouest).

Au-delà des causes immédiates susmentionnées, certaines causes structurelles et sous-jacentes contribuent à aggraver ce phénomène climatique. Parmi les causes structurelles, il faut noter : la dégradation des terres, l'ensablement des cours d'eau, l'insuffisance de système de drainage, le non-respect du plan d'urbanisme, l'absence de plan d'assainissement et le faible respect des textes et règlements en vigueur dans le pays. Quant aux causes sous-jacentes, il s'agit essentiellement de la faible sensibilisation et information de la population, de la pauvreté et la méconnaissance des risques⁴⁷.

c. Épidémies et autres maladies endémiques : les épidémies prévalent régulièrement et souvent sur toute l'année avec quelquefois une coexistence de plusieurs épidémies.

L'insalubrité, la porosité des frontières, notamment avec le Nigéria, l'insuffisance d'accès à l'eau potable et à des services d'hygiène et d'assainissement ont été à la base d'une épidémie de choléra dès le 1er trimestre de l'année. La déclaration officielle de l'épidémie a été faite par le gouvernement nigérien le 8 août 2021. Au 22 septembre 2021, 6 régions sur les 8 étaient en épidémie (Maradi, Zinder, Tahoua, Tillabéri, Dosso et Niamey) avec 4 907 cas enregistrés, dont 31 décès (létalité de 3,1 pour cent) ; les régions les plus touchées étant Maradi, Tahoua et Zinder.

Le paludisme demeure une préoccupation qui affecte toutes les régions. Le nombre de cas de paludisme confirmés notifiés de janvier au 17 octobre 2021, est successivement de 2 022 072 cas en 2019, 2 690 034 cas en 2020 et 2 939 955 cas en 2021 soit une augmentation de près de 25 pour cent de cas de 2019 à 2021⁴⁸.

La COVID19, dont le 1er cas a été notifié sur le territoire 19 mars 2020, continue d'affecter les populations du Niger. Malgré un taux assez bas de contamination par rapport à d'autres pays, toutes les régions sont affectées. Ainsi, au 27 octobre, 6 300 cas, dont 211 décès, ont été enregistrés. Les régions les plus touchées sont Niamey (3 999 cas), Agadez (97 cas), Zinder (383 cas), Tahoua (351 cas) et Tillabéri (303 cas)⁴⁹.

Malgré la disponibilité des vaccins depuis le mois de mars 2021, la vaccination en vue d'obtenir l'immunité collective demeure un grand défi. Il est observé, comme dans beaucoup de pays, une grande réticence de la population à se faire vacciner. En effet, au 27 octobre 2021, moins de 10 pour cent de la population avait reçu la 1re dose de vaccin⁵⁰.

En dehors de ces principaux chocs, il y a lieu de citer les feux de brousse qui sont essentiellement observés près des sites de déplacement et provoqués par les populations et les épizooties qui affectent également de manière plus ou moins sévère le bétail. 67 cas de feu de brousse ont été enregistrés entre janvier et octobre et ont décimé plus de 359 690 ha de pâturage⁵¹.

1.2.2 Impact de la crise

La crise sécuritaire qui affecte le Niger et les pays frontaliers depuis près d'une décennie, couplée aux problèmes liés aux épidémies et aux aléas climatiques, a provoqué beaucoup de décès, le déplacement forcé de plus de 549 000 personnes au 30 septembre 2021 et des pénuries alimentaires sans précédent. Bien que le Niger soit dans la région, l'un des pays les moins touchés par la COVID-19, son économie a été fortement affectée. Selon le groupe de la Banque Africaine de Développement, Le PIB réel a augmenté de 1,2 pour cent en 2020, après avoir progressé de 5,9 pour cent en 2019 et de 7 pour cent en 2018. Les problèmes de sécurité liés aux activités terroristes et la fermeture des frontières ont nui à la croissance⁵². La dette publique du Niger a fortement augmenté entre 2014 et 2017, passant de 22,2 pour cent du PIB

à 39,6 pour cent du PIB, puis se stabilisant autour de 39 pour cent entre 2017 et 2019. Mais les effets de la pandémie ont fait grimper la dette publique à près de 50 pour cent du PIB en 2020, ce qui présente un risque modéré de surendettement⁵³.

L'impact de la pandémie a aggravé l'incidence de l'insécurité sur la production et amplifié le nombre de Nigériens qui basculent dans une très grande précarité. Comme dans le reste du monde, les mesures de prévention et d'atténuation de la pandémie de COVID-19 ont eu des conséquences négatives sur l'économie du Niger et ont mis brutalement un terme à trois années de croissance soutenue malgré les défis sécuritaires de ces dernières années. Selon le cadre harmonisé de mars 2021, 2,3 millions de personnes sont en insécurité alimentaire⁵⁴ et environ 457 000 enfants de 6 à 59 mois sont en état de malnutrition⁵⁵.

a. Impact sur les services + Analyse des marchés conflits

Le système sanitaire

Les effets de la crise au Niger affectent tous les services. Le système de santé n'est pas épargné. Au 30 Novembre 2021, 42 formations sanitaires ont dû rester fermées quelque temps dans la région de Diffa (40 cases de santé dans les départements de de Diffa, Bosso, Maine Soroa et Nguigmi et 2 CSI dans la commune de Kablewa) et 34 structures sanitaires à Tillabéri (31 cases de santé dans les communes d'Inatès, Banibangou, Ouro gueladjo, Diagourou etc, et 3 CSI dans les communes de Inates, Banibangou)⁵⁶.

Selon le MSNA 2021, du fait de l'absence d'établissement de santé fonctionnel à proximité, 30,6 pour cent des PDI dans le département de Tassara (Tahoua) n'ont pas accès aux soins de santé.

Selon la MSNA 2021, du fait de l'absence d'établissement de santé fonctionnel à proximité, 30,6 pour cent des PDI dans le département de Tassara (Tahoua) n'ont pas accès aux soins de santé.

Le système éducatif

Le système éducatif continue de payer un lourd tribut du fait de l'insécurité. Selon les données compilées annuelles et la base de données DSMEP 2021, au total, 653 écoles (contre 287 en 2020) ont été fermées en 2021. La région la plus touchée est la région de Tillabéri. Dans cette région, 281 écoles ont été obligées de fermer leurs portes en 2020. Au mois de novembre de cette année, le nombre est passé à 611 écoles.

La situation est d'autant plus alarmante, car les écoles ciblées sont les écoles primaires. En effet, en 2020, sur les 287 écoles fermées, 280 étaient des écoles primaires et en 2021, sur les 653 écoles, 409 sont des écoles primaires. Dans les régions de Maradi, Diffa et Tahoua, respectivement 12, 11 et 9 écoles ont été fermées, et toutes sont des écoles primaires⁵⁷.

Par ailleurs, 88 écoles, dans toutes les régions, ont été touchées par les incendies.

Nombre d'écoles fermées en 2020 et 2021 à cause de l'insécurité

REGION	PRÉSCOLAIRE		PRIMAIRE		SECONDAIRE		TOTAL	
	2020	2021	2020	2021	2020	2021	2020	2021
Tillabéri	ND	ND	312	564	7	15	319	579
Maradi	ND	ND	1	9	0	0	1	9
Diffa	ND	ND	3	9	0	0	3	9
Tahoua	ND	ND	4	19	0	0	4	19
Total	ND	ND	320	601	7	15	327	616

Source : Cluster Education

Selon l'étude de la Direction Géographique Afrique de l'Ouest, Direction Technique Social & Inclusion produit en 2020, portant sur la situation des filles handicapées, il est reconnu que la scolarisation des filles est un problème au Niger. En utilisant le prisme des analyses de genre et de l'approche sociale du handicap, il apparaît clairement que les filles handicapées ont une oppression spécifique déterminée par leur identité indissociable de fille et de personne handicapée. Cette condition se manifeste dans toutes les sphères, publiques et privées, et fait en sorte que les filles handicapées sont exposées à des inégalités spécifiques par rapport aux garçons handicapés ainsi qu'aux filles non handicapées dans l'accès à l'éducation, à la formation, aux soins de santé entre autres. Les filles handicapées sont davantage sujettes à l'isolement, la stigmatisation et la discrimination. Elles ont moins de chances de recevoir une éducation ou une formation professionnelle ou de trouver un emploi que les garçons handicapés ou les filles non handicapées, et elles sont plus exposées aux risques d'abus, y compris la violence sexuelle sous toutes ses

formes. Les femmes handicapées sont deux fois plus susceptibles, et les filles handicapées sont jusqu'à quatre fois plus susceptibles d'être touchées par la violence que leurs pairs non handicapés. Elles font partie des groupes les plus vulnérables et les plus marginalisés dans les sociétés africaines⁵⁸.

Les ouvrages d'eau

Selon le rapport sur les indicateurs de l'eau et de l'assainissement pour l'année 2020 publié en mai 2021 par le ministère de l'Hydraulique et de l'Assainissement (MHA) du Niger, même si le taux de couverture géographique en infrastructure hydraulique est acceptable (71,11 pour cent), le taux d'accès théorique des ménages est cependant relativement faible (50,94 pour cent), allant de 34,67 pour cent à Zinder à 64,88 pour cent à Dosso⁵⁹.

Malgré quelques avancées dans le milieu rural, le taux d'accès des ménages aux services de base d'eau potable en milieu rural est de 50,4 pour cent alors qu'il était de 20,95 pour cent en 2018. Cependant, on

observe une réduction de la proportion des ménages en milieu urbain qui est passée de 55,93 pour cent en 2018 à 45,4 pour cent au 31 décembre 2020⁶⁰.

Cette amélioration s'est également fait ressentir à travers les résultats de l'enquête d'évaluation des besoins multisectoriels (MSNA) de 2021 qui rapporte que 11,7 pour cent des ménages doivent encore compter plus de 30 minutes pour accéder à leur source d'eau principale (aller, attente et retour) contre 25 pour cent en 2020. Les proportions des ménages varient, en 2020, entre 2 et 30 pour cent alors qu'en 2021, elle varie entre 0,7 pour cent (Niamey) et 17,4 pour cent (Tillabéri). Hormis Tillabéri, les régions présentant les taux les plus élevés sont Tahoua (16,7 pour cent), Diffa (15,5 pour cent), Agadez et Zinder (14 pour cent). Ces données régionales cachent beaucoup de disparités⁶¹. En effet, dans la région d'Agadez, par exemple, même si la proportion des ménages qui font plus de 30 minutes pour accéder à la source d'eau principale est de 14 pour cent, au niveau des départements, cette proportion varie entre 0 pour cent (Bilma et Ifrouane) à 30 pour cent à Ingall. A Tahoua, la proportion régionale est de 16,7 pour cent alors que les proportions départementales varient entre 1,6 pour cent (Birni N'Konni) à 62,5 pour cent (Abalak)⁶².

Contrairement à 2020, où le groupe de population le plus affecté concernant l'accès à l'eau était les populations non déplacées, en 2021, ce sont les ménages des PDI qui doivent prendre plus de 30 minutes pour accéder à la source d'eau principale (25% des PDI vs. 11% des populations non déplacées)⁶³.

S'agissant du taux de panne des infrastructures hydrauliques, la région de Diffa est la plus affectée. Les conditions sécuritaires sont l'une des raisons qui justifient le taux de panne élevé dans cette région.

L'accès aux services d'assainissement demeure un grand défi au Niger en général et dans le milieu rural en particulier. Si en 2020, 26,6 pour cent des ménages en milieu urbain avaient accès au service de base d'assainissement, seulement 3,7 pour cent y avaient accès en milieu rural. 84,7 pour cent des ménages pratiquent la défécation à l'air libre en milieu rural contre 9,9 pour cent en milieu urbain⁶⁴.

Les régions les plus affectées par cette problématique sont Tillabéri (59,8 pour cent) notamment à Bankilaré (83,3 pour cent, Balleyara et Gothèye (77 pour cent) ; Dosso (53,1 pour cent) principalement à Loga où 82 pour cent des ménages enquêtés sont concernés ; Tahoua (48,4 pour cent), principalement à Abalak et Keita (72 pour cent) et Zinder (40,3 pour cent) principalement à Dungass (75,4 pour cent)⁶⁵.

Malgré le taux assez faible au niveau des autres régions, certains départements sont également très affectés par cette problématique. Le département de Bermo par exemple, présente une proportion de 82,3 pour cent de ménages qui pratiquent la défécation à l'air libre alors que la proportion de la région est de 30,46 pour cent. Ce sont les groupes de populations non déplacées (34,8 pour cent) et les PDI (39 pour cent) qui sont les plus affectés⁶⁶.

En 2020, la proportion des ménages utilisant des installations de lavage des mains à l'eau et au savon a connu une hausse de 2,1 points passant de 24,1 pour cent en 2019 à 26,2 pour cent au niveau national, mais seulement de 0,9 pour cent en milieu rural. Cette augmentation s'explique par les activités de sensibilisation et de distribution de kits dans le cadre de la pandémie du COVID 19⁶⁷.

L'habitat

Les conditions d'habitation des populations en déplacement demeurent précaires. Plus d'un tiers des déplacés internes et des réfugiés habitent dans des abris en paille. 11 pour cent de déplacés internes et 31 pour cent de réfugiés résident dans des abris d'urgence. Près de 2 pour cent des Nigériens retournés sur le territoire en provenance du Nigéria et PDI retournés, vivent à l'air libre tandis que 2,15 pour cent de cette catégorie vit dans des bâtiments publics. Malgré cette précarité, certaines populations en mouvement au Niger font preuve de solidarité. En effet, 3,7 pour cent de déplacés internes et 4 pour cent de réfugiés accueillent chez eux au moins un ménage déplacé⁶⁸.

Défis structurels : Ces facteurs spécifiques viennent s'ajouter aux défis structurels auxquels sont confrontés les marchés au Niger et dans les pays

voisins, notamment l'insuffisance de fonds propres des commerçants pour mener à bien leurs activités, le mauvais état des routes qui limite les flux internes des produits alimentaires, le manque d'encadrement des commerçants et transporteurs dans leur filière, l'insuffisance et la mauvaise qualité des structures de stockage magasins publics dans les marchés et les tracasseries routières en ce qui concerne les flux transfrontaliers⁶⁹.

Contraintes d'accès : L'insécurité liée aux activités des GANE continue de provoquer d'importants déplacements de population dans les régions de Tillabéri, Tahoua et Diffa, entraînant une perturbation des activités agricoles et de commercialisation dans les zones affectées. L'état d'urgence instauré dans ces régions a engendré plusieurs mesures restrictives, notamment la fermeture de plusieurs marchés hebdomadaires et des restrictions sur les transports par camion. Actuellement, 21 marchés ruraux restent fermés ou non fonctionnels, dont 14 dans les départements d'Abala, Ayorou, Banibangou et Ouallam (Tillabéri), 2 dans les départements de Bosso et Diffa (Diffa) et 5 dans les départements de Tassara et Tillia (Tahoua).

b. Impact sur la population

Les déplacements forcés constituent le problème majeur qui affecte les populations. L'insécurité observée dans les départements environnant les zones des trois frontières et le lac Tchad continue à provoquer des mouvements de population. Au 30 septembre 2021, environ 549 000 personnes étaient en situation de déplacement forcé dont 264 257 personnes déplacées internes (PDI), 249 765 réfugiés provenant essentiellement du Nigéria et du Mali. 35 445 nigériens qui avaient migré au Nigéria sont également retournés au Niger, notamment dans la région du Diffa et ce, toujours à cause de l'insécurité qui sévit au Nigéria⁷⁰.

Le nombre des personnes déplacées a presque doublé au cours des trois dernières années. Il était de 146 082 à la même période en 2019⁷¹. Les régions qui continuent à être les plus affectées par ces mouvements de population sont Diffa (5

départements du 6), Maradi (2 départements sur 8), Tahoua (2 départements sur 12) et Tillabéri (8 départements sur 13).

Le processus de retour des PDI organisé par les autorités nationales depuis le mois de mai 2021 à Tillabéri et en juin à Diffa, a favorisé le retour dans les localités d'origine de respectivement de 15 856⁷² et 40 138⁷³ personnes dans ces deux régions.

Si, en général, la principale cause des déplacements reste les conflits armés, à Niamey, ce sont les inondations qui sont à la base du déplacement des populations. En effet, le MAH/GC rapporte plus de 40 000 personnes déplacées depuis l'année dernière à Niamey à la suite des inondations qui avaient été provoquées par les pluies diluviennes. Ces personnes demeurent sur le site de Gamou qui avait été mis en place pour les accueillir.

Malgré un impact largement inférieur à celui de 2020, les pluies diluviennes ont continué de provoquer des mouvements de population en 2021. Au 20 septembre 2021, 31 181 ménages sinistrés, soit un peu plus de 238 000 personnes qui sont, pour la grande majorité, hébergées dans des familles d'accueil⁷⁴. Ce chiffre représente un peu moins de 50 pour cent de cas enregistrés en 2020 au cours de la même période.

Les conflits et l'insécurité s'accompagnent toujours d'une augmentation de violation des droits humains. Selon le cluster protection, le nombre d'incidents de protection s'est accru au cours des trois dernières années, passant de 1 498 en 2019 à 3 373 au 30 septembre 2021, soit une augmentation de plus de 125 pour cent⁷⁵. Entre juillet et septembre 2021, il a été rapporté par la Direction des Secours Humanitaires d'Urgences du MAH/CG, 1 035 incidents de protection pour les régions de Maradi, Tahoua et Tillabéri ; soit presque le double du second trimestre 2021 au cours duquel 624 incidents avaient été répertoriés.

Les principales violations enregistrées incluent les vols, extorsions de biens et pillages dans toutes les sous-régions, les agressions physiques à Tahoua (départements de Tassara, Tillia et Tahoua sont particulièrement affectés) et à Maradi (Gabi, Tribri et

Safo). A Diffa, ce sont principalement les enlèvements (N'Guigmi, Gueskerou et Kablewa), et à Tillabéri (Banibangou, Ouallam, Ayerou et Tillabéri), ce sont les assassinats/meurtres et enlèvements⁷⁶.

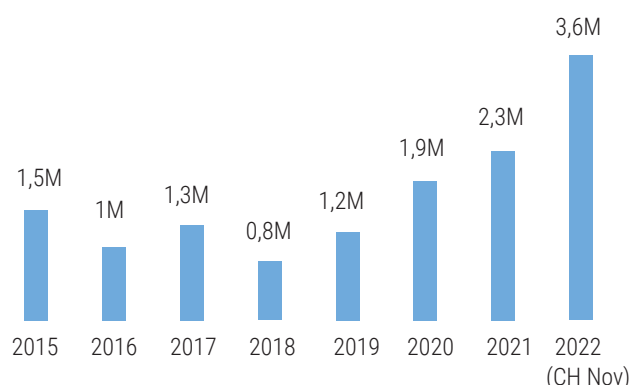
Du 1er janvier au septembre, le cluster protection, à travers le GBVIMS, a enregistré 3 383 cas de violences basées sur le genre (VBG) dans les 4 régions où la base de données est opérationnelle (Tahoua, Maradi, Tillabéri et Zinder), soit une augmentation de 3 pour cent par rapport à l'année dernière qui était de 3 261. Les régions ayant rapporté le plus de cas sont Maradi (856 cas) et Tillabéri (816 cas)⁷⁷.

Insécurité alimentaire et moyens d'existence :

La sécurité alimentaire et les moyens d'existence des ménages au Niger s'est sévèrement détériorée en 2021, du fait de la combinaison de plusieurs facteurs : la dégradation de la situation sécuritaire, entraînant des déplacements forcés et une dégradation des moyens d'existence et conditions économiques, ainsi que le contre-coups des inondations de 2020 qui ont endommagé la production agricole de 2021, les impacts socio-économiques persistants du COVID (notamment sur les échanges transfrontaliers et les transferts de fonds de migrants), et la flambée des marchés alimentaires. En 2022, cette situation sera fortement exacerbée par la mauvaise campagne agricole et pastorale de 2021, comme souligné par les résultats du Cadre Harmonisé de Novembre 2021 : pour la période Octobre à Décembre, 2,5 million de personnes sont en insécurité alimentaire (CH phase 3 ou 4), plus du double par rapport à la même période en 2020 (1,2 million)⁷⁸. Pour la période de soudure 2022 (Juin- Août), ce chiffre est projeté de passer à 3,6 millions de personnes, soit une augmentation de 57% par rapport à la même période en 2020.

Pour 2022, on s'attend donc à une soudure précoce et beaucoup plus marquée que d'habitude, étant donné que beaucoup de ménages ont déjà érodé leurs ressources et développé des stratégies d'adaptation négatives en 2021.

Nombre de personnes en crise (phase 3+), période Juin-Août, Cadre Harmonisé de Mars



Données issues du Cadre Harmonisé de Mars pour toutes les années sauf 2022, pour laquelle les données sont issues du Cadre Harmonisé de Novembre 2021.

Analyse des marchés alimentaires

Crise des prix en 2021 et perspectives pour 2022

Au Niger, l'offre des produits céréaliers sur les marchés provient en grande partie des importations commerciales à partir du marché régional (Nigéria, Bénin, Burkina Faso, Ghana, Togo, Mali)⁷⁹. Ceci s'ajoute à l'offre (plus faible) de céréales vendues sur les marchés par les commerçants et producteurs nigériens des zones de production des régions de Maradi, Zinder, Tahoua et Dosso. Les comportements des marchés alimentaires et les prix sont donc fortement influencés non seulement par la production agricole du Niger, mais également par la production agricole et les restrictions commerciales des pays voisins, en particulier le Nigéria.⁸⁰

Depuis fin 2020, on observe une hausse des prix nettement supérieure à la moyenne saisonnière dans l'ensemble des pays d'Afrique de l'Ouest. Au Niger, cette tendance s'est vraiment accentuée à partir de mai 2021. Pour le mil, des hausses de plus de 30 pour cent par rapport à la moyenne saisonnière ont été enregistrées entre juillet et août 2021 dans presque toutes les régions du pays. En 2020/21, la crise était principalement dû à la hausse des prix sur les marchés transfrontaliers du Nigéria et la baisse des exports vers le Niger (entre autres à cause de la diminution de la production au nord Nigéria à cause de l'insécurité et les achats institutionnels par le gouvernement du

Nigéria), l'impact de la COVID-19 sur le commerce transfrontalier, la dégradation de la situation sécuritaire au Niger et dans les pays voisins, des coûts élevés de transport, et les interdictions sur les exports de céréales imposées par certains pays de la région en 2021 (notamment le Burkina Faso et le Bénin)⁸¹.

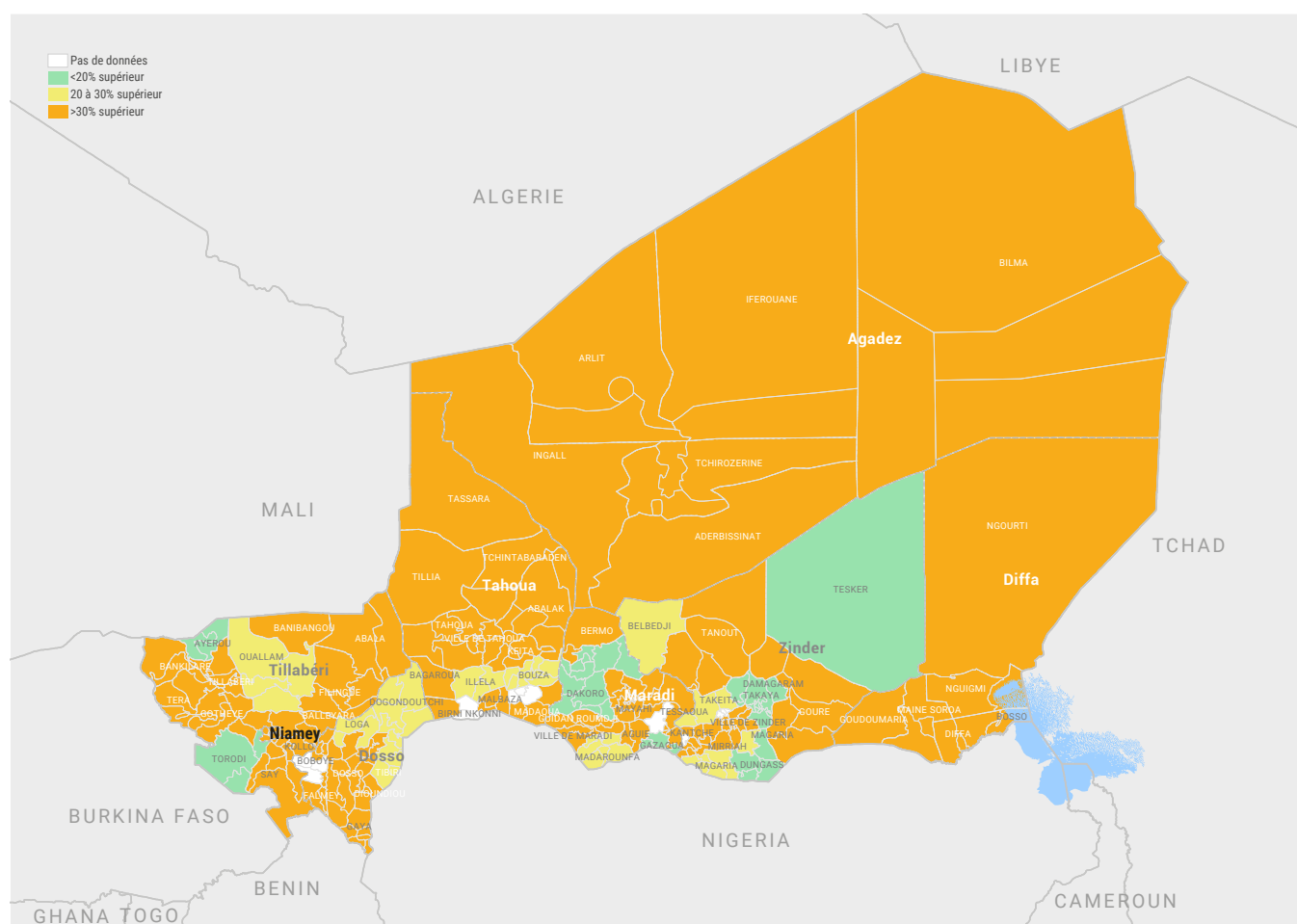
A ces facteurs s'ajoute, à partir de fin 2021, la mauvaise récolte de cette année. De Septembre à Novembre (période de récoltes), le prix moyen national du mil restait 20% plus élevé que la moyenne quinquennale. On s'attend donc à ce que la crise des prix observée en 2021 s'accroisse encore en 2022, du fait de la sécheresse cette année.

Les prix élevés affectent directement le pouvoir d'achat des ménages, et donc leur accès à une alimentation adéquate en termes de quantité et qualité. L'impact est particulièrement sévère sur les ménages agricoles

pauvres dont la propre production est insuffisante pour répondre à leurs besoins alimentaires, ainsi que les ménages pauvres urbains qui dépendent de manière disproportionnée des achats sur le marché. Beaucoup de ces ménages dépendent de l'assistance humanitaire pour couvrir, au moins en partie, leurs besoins alimentaires de base⁸².

Selon la MSNA 2021, l'achat de vivres sur les marchés représentent de loin la principale dépense des ménages, quelle que soit la catégorie enquêtée. En effet, les retournés (57 pour cent), les réfugiés (48 pour cent), les PDI (49 pour cent) et les populations non déplacées (40 pour cent) orientent environ 75 pour cent de leurs revenus aux dépenses alimentaires. Près de 30 pour cent des PDI orientés à peu près 100 pour cent de leurs revenus aux dépenses alimentaires⁸³.

Coût du panier alimentaire avec les prix d'Août 2021 comparé à la valeur de transfert cash en vigueur en 2021 (40 000 CFA/ ménage/ mois). Source : PAM et SIMA



La malnutrition

La situation nutritionnelle demeure préoccupante au Niger. Environ 457 200 enfants âgés de 6 à 59 mois sont exposés à une malnutrition aiguë sévère cette année. La prévalence de la Malnutrition Aiguë Globale (MAG) est de 12,5 pour cent au plan National. Cette prévalence place le pays dans une situation d'alerte conformément au seuil de classification de la malnutrition de 10 pour cent selon l'Organisation Mondiale de la Santé (OMS)⁸⁴. Une tendance quasi similaire apparaît entre les résultats de l'enquête SMART 2021 et ceux des années 2020 et, 2019, avec respectivement 12,7% et 10,7%. Les seuils de l'OMS indiquent que quatre régions (Agadez, Maradi, Tahoua et Zinder) sont dans une situation précaire et la région de Diffa dans une situation d'urgence.

La prévalence de la malnutrition aiguë sévère au niveau national est estimée à 2,7% contre 2,6% en 2020, 2,7% en 2019 et 3,2% en 2018. Certaines régions notamment, Agadez, Diffa, Maradi, Tahoua et Zinder se distinguent avec des prévalences de MAS supérieures à 2%.

S'agissant de la malnutrition chronique (MC), la prévalence est estimée à 43,5 pour cent au niveau national, soit une baisse de 1,6% par rapport à 2020, malgré cette diminution, elle demeure supérieure au seuil de classification de l'OMS (40%). Elle varie de 19,4% dans la ville de Niamey à 57,4% à Zinder. En considérant les seuils de l'OMS, une (1) région (Agadez) est dans une situation de précarité, deux (2) régions à savoir Dosso et Tillabéri dans une situation d'alerte (>30%) et les quatre (4) autres régions (Tahoua, Maradi, Diffa et Zinder) sont en situation d'urgence (>40%)⁸⁵.

La santé

Comparée à 2020, la situation sanitaire a tendance semble être à la détérioration. En effet, à la semaine 37 (au 22 septembre 2021), le système de surveillance des maladies à déclaration obligatoire du Ministère de la Santé a notifié 1 432 cas de méningite contre 248 à la même période en 2020, 9 968 cas de rougeole (contre 2 679 en 2020), 245 cas de coqueluche (contre 263 en 2020), 288 cas de paralysie flasque aiguë (contre 170 en 2020)⁸⁶.

Le paludisme demeure une préoccupation qui affecte toutes les régions surtout pendant la période hivernale. Plus de 2,9 millions de cas ont été enregistrés, du 1er janvier au 22 septembre de cette année, soit une augmentation de 0,7 million de cas comparés à la même période en 2020⁸⁷.

La principale barrière à l'accès aux soins demeure l'aspect financier. Plus de 30 pour cent des ménages dans toutes les catégories et toutes les régions sauf Maradi (25 pour cent) et Tahoua (22,5 pour cent), ont identifié l'impossibilité de payer le coût du traitement comme principale barrière. La problématique sécuritaire (0,18 pour cent) apparaît loin derrière le problème lié à la distance (7 pour cent)⁸⁸.

Comparé à 2020, la proportion des ménages qui fait plus de 60 min pour atteindre une structure sanitaire s'est améliorée en 2021. Elle est passée de 25 à 5 pour cent. Sans pouvoir faire une corrélation avec le constat précédent, il est également observé une amélioration du taux d'accouchement à la maison. Il est passé de 45 pour cent en 2020 à 26 pour cent en 2021 au niveau national⁸⁹. La région de Diffa (45 pour cent), principalement dans les départements de Bosso et Diffa (47 pour cent) ; la région de Zinder (43,5 pour cent), notamment dans les départements de Dungass (62 pour cent), Gouré (63 pour cent) et Magaria (65,7 pour cent) et la région de Tillabéri (35,4 pour cent), principalement dans les départements de Banibangou (54 pour cent), Bankilaré (52 pour cent) et Tillabéry (51 pour cent) dépassent la moyenne. Les ménages des retournés (61 pour cent) et des PDI (59 pour cent) sont les groupes de population les plus affectés par cette problématique⁹⁰.

L'éducation

Le secteur de l'éducation est l'un des secteurs les plus impactés par la crise sécuritaire au cours de ces dernières années. La fermeture des écoles enregistrée en 2021 a privé plus de 55 978 enfants d'un accès à l'éducation contre 23 905 en 2020, soit une augmentation de 57 pour cent. Les incendies rapportés dans toutes les régions ont affecté également plus de 18 590 enfants du primaire. Plusieurs écoles sont fermées depuis plus de deux ans, ce qui expose fortement les enfants en âge de scolarisation à des

problèmes de protection (mariage précoce, enrôlement dans les groupes armés, etc.) surtout dans un contexte où 56,3 pour cent des filles et 50,1 pour cent des garçons de 7 à 16 ans ne sont pas scolarisés.

En 2021, l'enquête multisectorielle d'évaluation des besoins a révélé qu'entre 25 (Niamey) et 38,4 pour cent (Tillabéri) des garçons de 6-12 n'étaient jamais allés à l'école. Pour les filles de cette tranche d'âge, la proportion varie de 16,4 pour cent (Agadez) et 43,3 pour cent (Tillabéri). Les groupes de population les plus affectés par cette problématique sont les PDI (plus de 43 pour cent pour les deux sexes) et les réfugiés (plus de 35 pour cent)⁹¹.

La proportion des ménages, dont les filles âgées de 6 à 12 ans qui ne vont plus à l'école depuis plus d'un an, varie de 17,2 pour cent (Tillabéri) à 4,7 pour cent (Diffa). Ce taux varie de 19,5 (Tillabéri) à 2,7 pour cent (Diffa) pour les garçons de la même tranche d'âge⁹². L'accès restreint aux écoles entrave les efforts visant à soutenir les enfants touchés par la violence armée. Dans certaines régions, jusqu'à 80 pour cent des enfants peuvent être victimes de traumatismes psychologiques, les empêchant de réaliser leur plein potentiel à l'âge adulte⁹³.

c. Impact sur l'accès humanitaire

Dans la région des trois frontières, entre le Burkina Faso, le Mali et le Niger, ainsi que celle de Diffa dans le Bassin du lac Tchad, l'accès demeure un défi pour la communauté humanitaire. Le contexte d'insécurité reste marqué par des attaques contre les civils, les tensions inter et intracommunautaires, et des incidents liés aux Engins Explosifs Improvisés (EEI).

La déclaration de l'état d'urgence depuis 2015 dans la région de Diffa et en 2017 dans la région de Tillabéri mais également dans d'autres régions ainsi que l'imposition des escortes sur tout le territoire à travers une note du gouvernement adressée à la communauté humanitaire le 2 septembre 2020 et révisée le 10 mai 2021 ont eu un impact considérable sur l'accès des

populations les plus reculées aux services sociaux de base. De plus, ils provoquent des effets induits tels que la réduction de la mobilité des personnes et des biens, la cherté des produits de première nécessité, la difficulté d'évacuation des malades, accentuant la vulnérabilité des populations.

Dans la région de Tahoua, les autorités nationales et régionales ont suspendu au mois de juin 2021, toute assistance humanitaire dans la ZAR et procédé à la fermeture de celle-ci privant des PDI de toute forme d'assistance. Ces dernières ont trouvé refuge dans les villages environnants, mais il est très difficile d'identifier les localisations exactes à cause de la mesure de suspension des activités humanitaires au bénéfice de ces PDI en situation de déplacement secondaire forcé⁹⁴.

Outre l'accès sécuritaire, l'accès physique est également un grand défi pour les acteurs humanitaires : avec la saison pluvieuse, plusieurs zones dans la région de Tillabéri (Say, Torodi, Anzourou, Amersingué, M'banga, Gorouol, Ballayara) y compris les marchés de la région deviennent inaccessibles (voies d'accès coupées), à cause des voies accidentées et/ou entrecoupées par des koris impraticables. De ce fait, les populations de ces zones ne peuvent pas accéder aux assistances fournies par les partenaires humanitaires ainsi qu'aux services sociaux de base tels les marchés, les centres de santé⁹⁵.

Afin d'identifier et évaluer les contraintes d'accès auxquelles sont confrontés les acteurs humanitaires dans l'ensemble du pays, un outil de suivi des contraintes d'accès a été mis en place en septembre 2021 par le groupe de travail Accès, impliquant la collaboration des partenaires à travers l'organisation de groupes de discussion spécifiques aux agences UN, ONG internationales ONG nationales. L'outil a permis de collecter des données sur la nature des contraintes d'accès humanitaire rencontrées entre les mois de janvier et juin 2021 dans les différentes communes des régions évaluées.

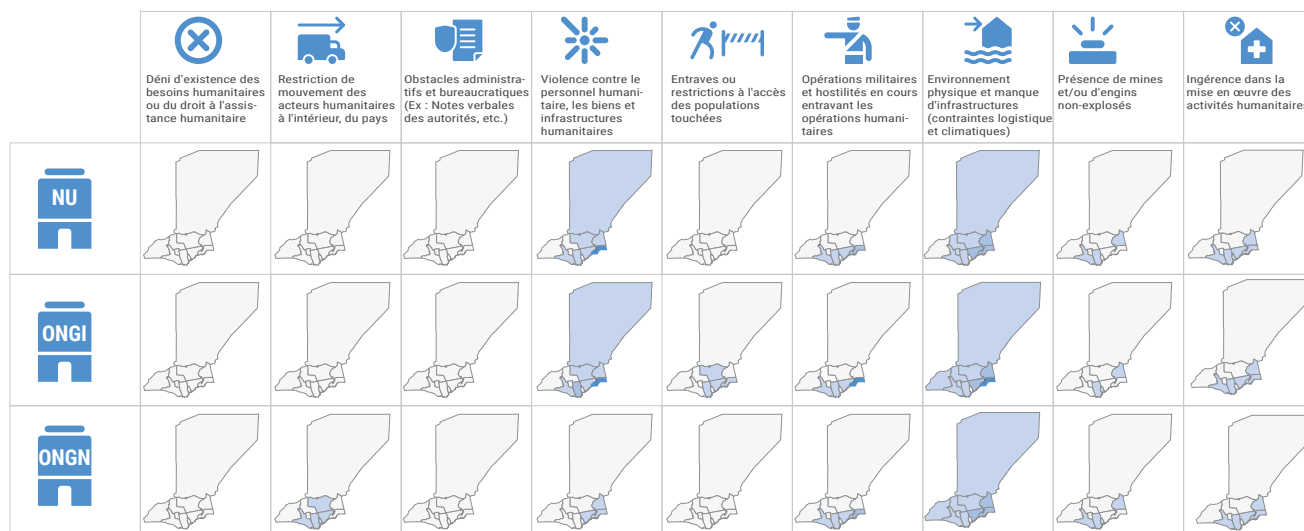
Analyse des contraintes d'accès dans la région de Diffa


NIGER

Aperçu des contraintes d'accès humanitaire

Janvier à juin 2021

Région de Diffa : sévérité des contraintes d'accès par type d'organisation et par commune



Sévérité des contraintes d'accès

Elevées (sévérité 3) Modérées (sévérité 2) Faibles (sévérité 1) Pas de contrainte Non évalué

Dans la région de Diffa, l'accès humanitaire reste limité dans certaines localités des communes rurales du fait de l'insécurité grandissante, des effets relatifs aux intempéries climatiques notamment les inondations et d'autres facteurs qui entravent l'accès des acteurs humanitaires aux personnes vulnérables et de ces dernières aux services sociaux de base.

Les résultats des données collectées ont fait ressortir que les trois contraintes les plus récurrentes qui affectent la région de Diffa sont liées :

- Aux opérations militaires et aux conflits entravant les activités humanitaires (notamment dans les communes de Bosso et Toumour)
- À l'environnement physique et au manque d'infrastructures (contraintes logistiques et climatiques) particulièrement dans les communes de Bosso, Gueskerou, Ngourti et Toumour
- À la présence de mines et/ou d'engins non explosés (dans les communes de Bosso, Chétimari, Toumour)

Analyse des contraintes d'accès dans la région de Tahoua

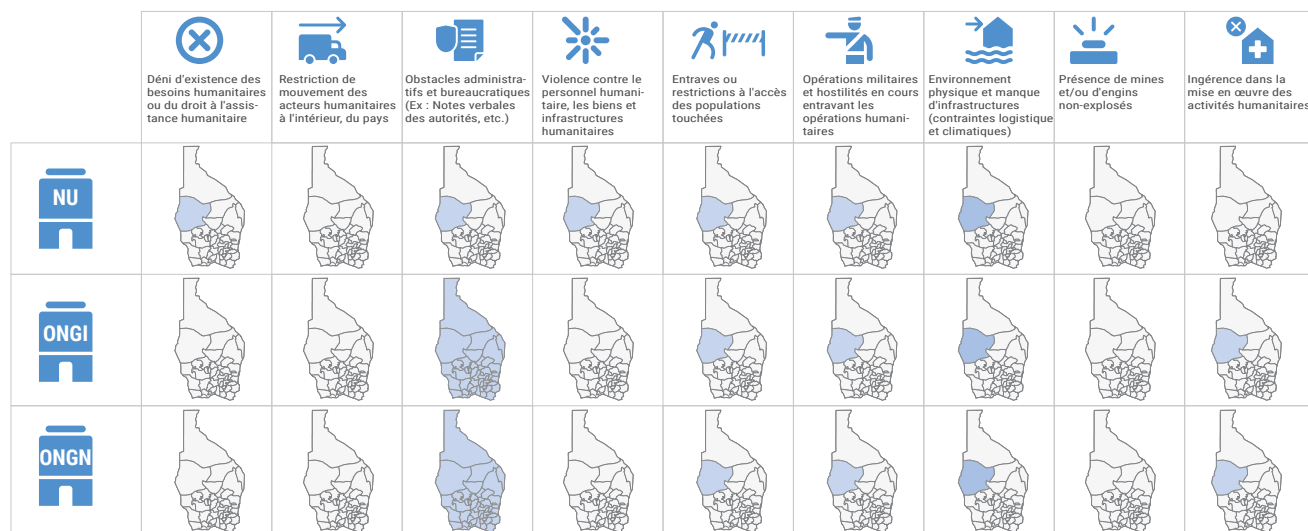


NIGER

Aperçu des contraintes d'accès humanitaire

Janvier à juin 2021

Région de Tahoua : sévérité des contraintes d'accès par type d'organisation et par commune



Sévérité des contraintes d'accès



La région de Tahoua n'est pas épargnée par l'insécurité observée dans certaines régions du Niger. On y enregistre notamment les violences sur le personnel et les biens des organisations humanitaires (vol, pillage, destruction), les assassinats et enlèvements répétés et les dispositions sécuritaires prises afin de réduire voire endiguer les incidents ; contraintes qui ont fortement affecté les activités humanitaires du fait de la non-accessibilité à certaines localités de la région.

Les résultats des données collectées ont fait ressortir que les 3 contraintes les plus récurrentes qui affectent la région de Tahoua se rapportent :

- Aux obstacles administratifs et bureaucratiques (par exemple : Notes verbales des autorités, etc.). Toutes les communes de la région à l'exception

de la ville de Tahoua subissent les effets de cette contrainte. Les acteurs les plus concernés sont les ONG internationales et nationales. Les impositions d'escortes armées à l'encontre des humanitaires à la suite de la note verbale du ministère des Affaires Etrangères en août 2020, suivie des restrictions administratives sont la principale contrainte administrative entravant l'accès humanitaire.

- Aux opérations militaires et aux conflits entravant les opérations humanitaires particulièrement dans la commune de Tillia.
- À l'environnement physique et au manque d'infrastructures (contraintes logistiques et climatiques) notamment dans la commune de Tillia.

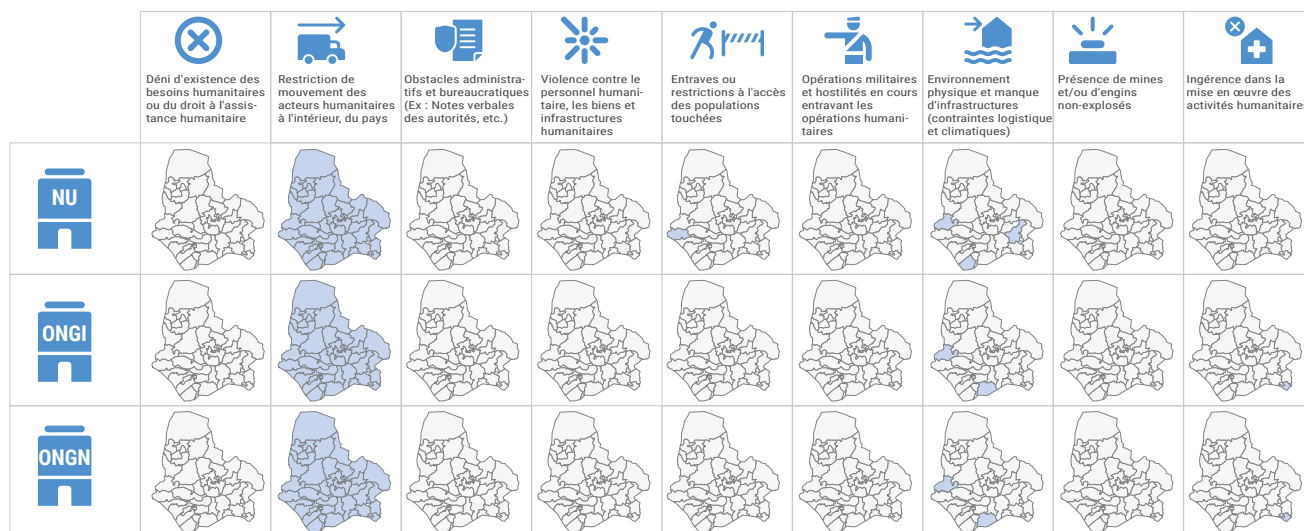
Analyse des contraintes d'accès dans la région de Maradi


NIGER

Aperçu des contraintes d'accès humanitaire

Janvier à juin 2021

Région de Maradi : sévérité des contraintes d'accès par type d'organisation et par commune



Sévérité des contraintes d'accès

Elevées (sévérité 3) Modérées (sévérité 2) Faibles (sévérité 1) Pas de contrainte Non évalué

L'insécurité et les incursions répétées des Groupes Armés Non-Étatiques (GANE) dans la région ont connu une baisse du fait du renforcement de la sécurité par les forces armées nigériennes. Certaines communes de la région ne sont pas pour autant épargnées par le problème de criminalité dont sont victimes les populations ainsi que les services sociaux de base. La région ne présente pas de contraintes majeures d'accès, toutefois, elle fait face à des restrictions de mouvements des acteurs humanitaires, imposées par les autorités régionales.

En effet, plusieurs cas d'entraves ou des restrictions d'accès des populations touchées par le conflit aux

services et à l'assistance ont été rapportés par les agences des Nations unies notamment dans les communes de Guidan Sori, de Gabi et de Tessaoua.

D'autre part, les inondations provoquées par les précipitations des pluies diluviennes ainsi que l'apparition des rivières saisonnières appelées koris sont autant de contraintes logistiques et climatiques.

Ainsi, certaines pistes rurales deviennent de plus en plus impraticables en raison des risques d'embourbement et la crue des eaux du Goulbi⁹⁶.

Analyse des contraintes d'accès dans la région de Tillabéri

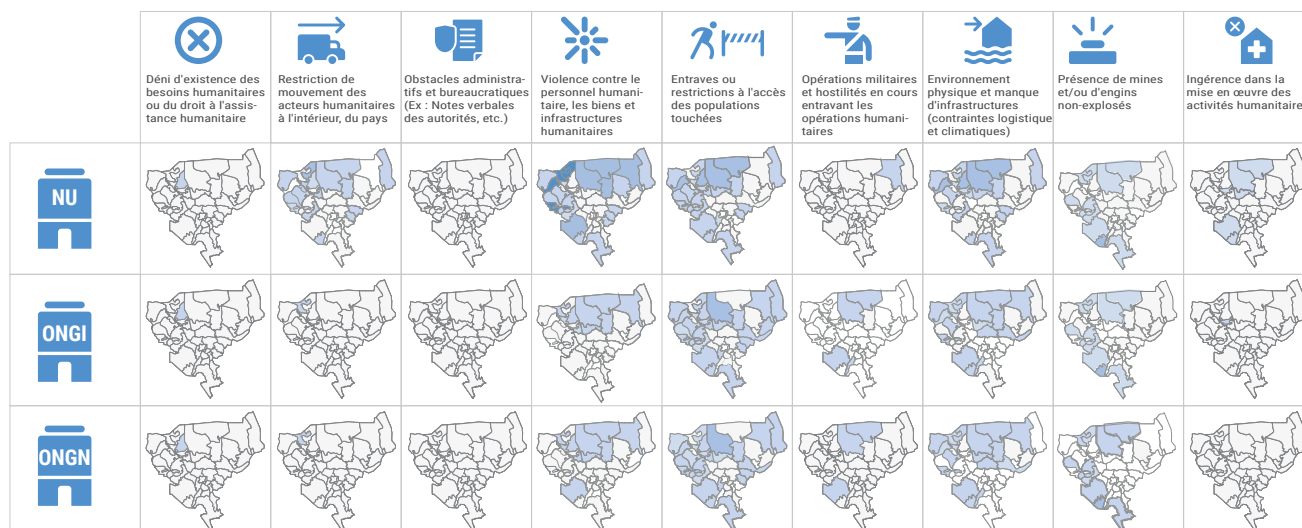


NIGER

Aperçu des contraintes d'accès humanitaire

Janvier à juin 2021

Région de Tillabéri: sévérité des contraintes d'accès par type d'organisation et par commune



Sévérité des contraintes d'accès



L'insécurité dans la zone des trois frontières (Mali, Burkina Faso et au Niger) et les incursions répétées de Groupes Armés Non-Étatiques (GANE) dans la région de Tillabéri impactent les conditions de vie des populations nigériennes. En effet, l'insécurité observée particulièrement dans cette région, notamment les violences sur le personnel et les biens des organisations humanitaires (vol, pillage, destruction), les assassinats et enlèvements répétés et les dispositions sécuritaires prises ont fortement affecté les activités humanitaires et conduit au ralentissement et à la suspension de certaines activités.

Les résultats des données collectées ont fait ressortir que les 3 contraintes les plus récurrentes qui affectent la région de Tillabéri se rapportent :

- Aux opérations militaires et aux conflits entravant les activités humanitaires (notamment dans les communes d'Abala, Banibangou, Dingazi, Makalondi et Torodi).

- À la violence contre le personnel humanitaire, les biens et infrastructures humanitaires. Les communes de Bankilaré, d'Ayorou et d'Inates sont les plus touchées.
- Aux restrictions de mouvement des acteurs humanitaires à l'intérieur du pays (circulation du personnel ou des marchandises dans le pays) : Toutes les communes y sont concernées.
- À l'environnement physique et manque d'infrastructures (contraintes logistiques et climatiques) particulièrement dans les communes de Bosso, Gueskerou, Ngourti et Toumour.
- À la présence de mines et/ou d'engins non explosés (principalement dans la commune de Hawandawaki).

Aussi, les opérations militaires et hostilités entre les forces armées nigériennes et les GANE entravent considérablement les activités humanitaires dans

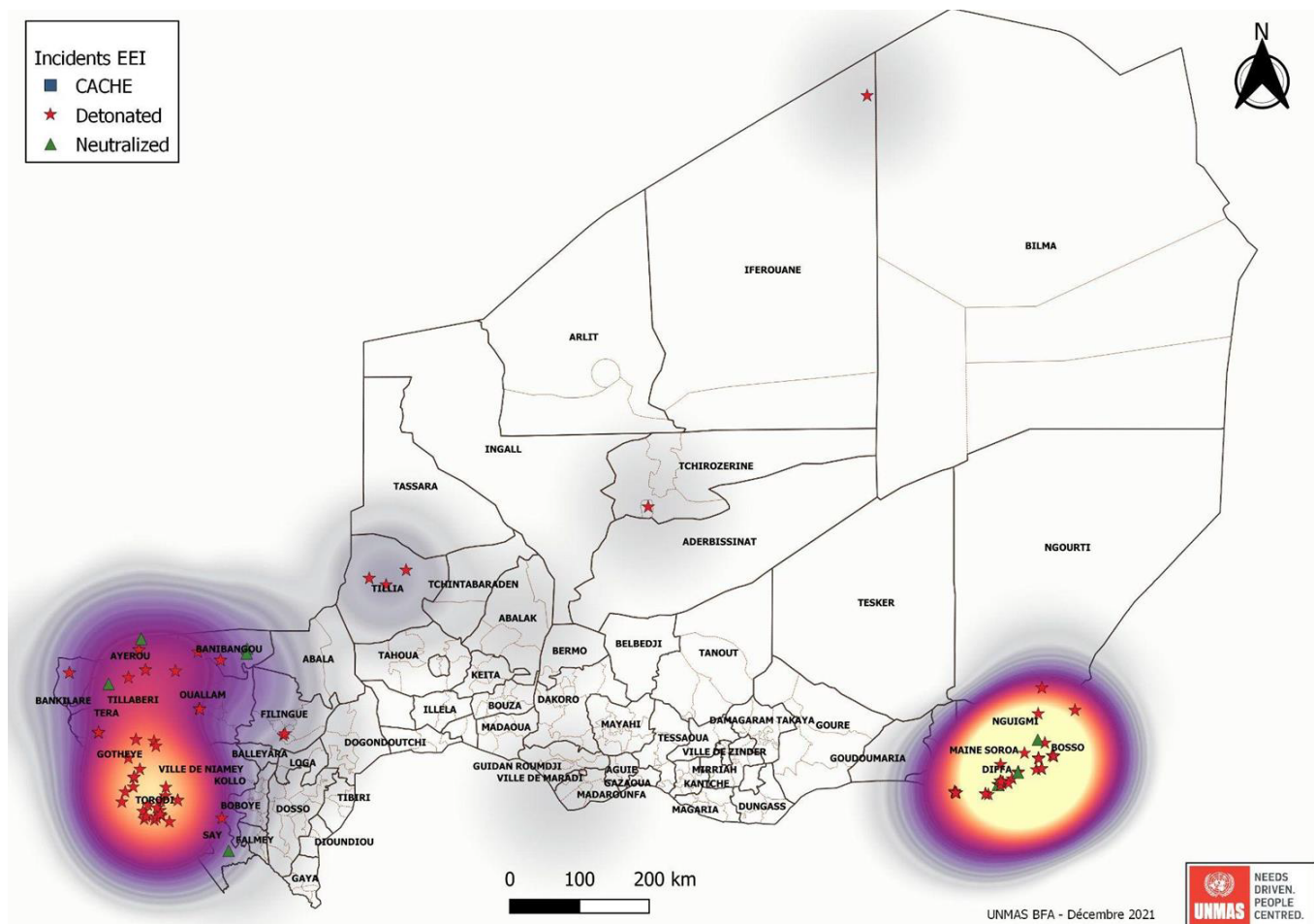
les localités de ces communes, tout comme les inondations provoquées par les précipitations des pluies diluviennes ainsi que l'apparition des koris.

La situation des engins explosifs improvisés (EEI) au Niger

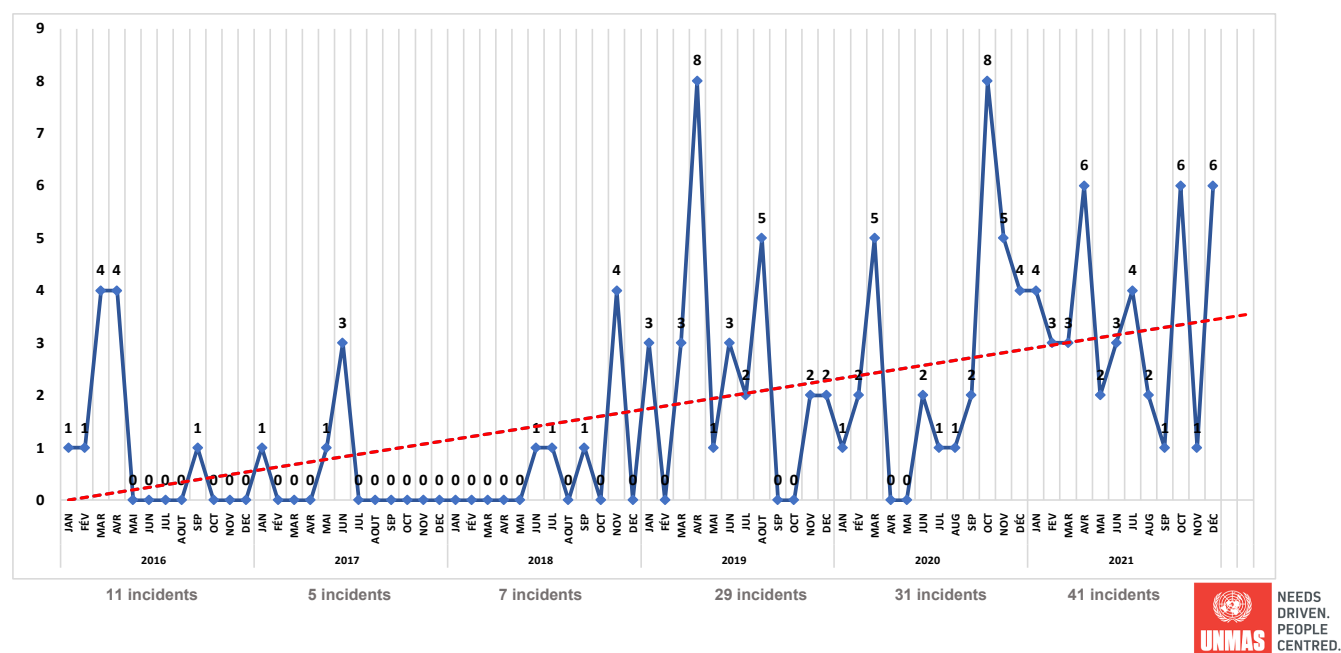
L'utilisation d'engins explosifs au Niger s'est accrue à la suite du conflit dans la région du Lac et celle des trois frontières entre le Mali, le Burkina Faso et le Niger. Les premiers incidents provoqués par les EEI datent du 9 février 2015 dans la région de Diffa et du 14 mai 2019 dans la région de Tillabéry à Tongo Tongo/Ouallam.

L'expertise et l'utilisation de tels engins sont plus anciennes sur le front de l'est du côté de la région de Diffa que dans la zone nigérienne des trois frontières⁹⁷. Si la nature de la contamination est similaire à Diffa et à Tillabéry, les deux contextes sont difficilement comparables quant à l'ampleur de la menace. Jusqu'à présent, les forces de défense et de sécurité (FDS) ont réussi à contenir la crise aux zones frontalières, mais les incidents enregistrés commencent à se rapprocher de l'intérieur du territoire⁹⁸. L'évolution de l'utilisation d'engins explosifs reste ainsi à surveiller, en fonction de l'évolution des contextes.

Incidents EEI/REG enregistrés – Niger (Jan. 2016 – Oct. 2021)⁹⁹



Volume mensuel des incidents explosifs (Jan. 2016 – Oct. 2021)



La Commission Nationale pour la Collecte et Contrôle des Armes Illégales (CNCCAI), qui est responsable de l'aspect humanitaire de l'action contre les engins explosifs, malgré son expérience considérable, n'a pas encore pleinement intégré les EEI dans sa stratégie, y compris dans ses activités d'éducation aux risques. En effet, dans les régions de Diffa et Tillabéry, à la question relative à la connaissance de la menace des EEI, 7 informateurs clés sur 11 interrogés assurent que leur communauté ne sait pas qu'il existe une menace liée à la présence d'engins explosifs (64 pour cent). Dans la région de Tillabéry uniquement, 100 pour cent

des interrogés assurent que la communauté ne sait pas qu'il existe une menace.¹⁰⁰

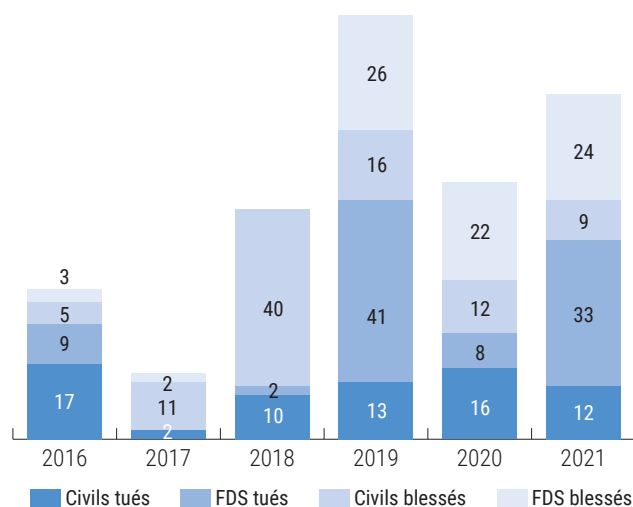
Bien que les EEI ciblent les FDS pour réduire leur mobilité, les civils sont tout autant touchés (170 FDS contre 163 civils¹⁰¹). L'utilisation de ces engins expose aussi les acteurs humanitaires et leurs partenaires et limite leur accès à certaines zones. L'abandon de certaines positions militaires sans dépollution engendre un risque supplémentaire pour les civils et les humanitaires.

TOUMOUR/DIFFA, NIGER

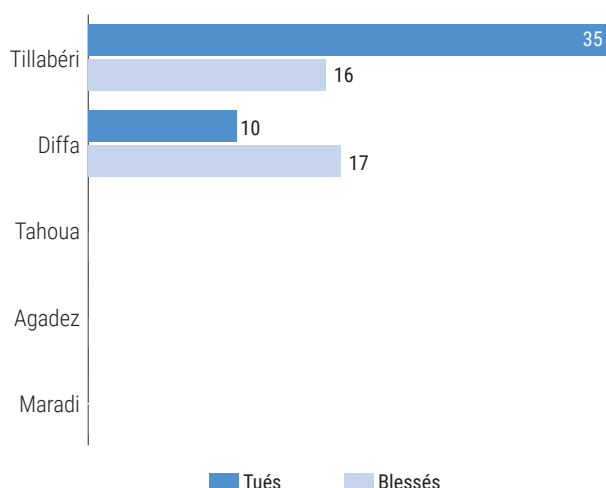
Site IDPs de Toumour ; mars 2016.
Crédit : OCHA/Mourtala Mahamane



Nombre et répartition des victimes par année (Jan. 2016 – Oct. 2021)



Nombre de victimes tuées et blessées par région (Jan. 2021 – Oct. 2021)



Les populations retournées de Maïné Soroa (18 pour cent) à Diffa, les déplacés internes de Banibangou (11 pour cent) à Tillabéri et les non déplacés du département de Birni N'Konni (6,6 pour cent) à Tahoua ont rapporté les « explosions de mines ou d'engins explosifs improvisés » comme type d'incidents de protection subi¹⁰². Dans la région de Tillabéri seulement, 529 871 personnes, dont des déplacés internes et des réfugiés¹⁰³, ont été identifiées comme vulnérables et la présence d'engins explosifs accroît la vulnérabilité de ces communautés. Bien que cette menace ait été identifiée et apparaît dans le plan humanitaire du Niger, les mesures d'atténuation des effets des EEI n'ont pas encore atteint le niveau nécessaire pour être efficaces.

Redevabilité

Type d'assistance humanitaire reçue : La grande proportion de l'assistance reçue par les populations affectées est l'assistance en vivres qui représente 60 pour cent de l'assistance reçue par les PDI et 46,4 pour cent de l'assistance reçue par les réfugiés. La prise en charge de la malnutrition représente 0,45 pour cent de l'assistance reçue par les PDI alors qu'elle représente 5,6 pour cent chez les réfugiés. Aucun support psychosocial n'a été fourni aux PDI alors que cette activité représente 4,7 pour cent de l'assistance fournie aux réfugiés. Après la nourriture (35 pour cent), la santé représente 30,7 pour cent de la proportion de l'assistance reçue par les ménages ayant une personne handicapée en leur sein.

Même s'il est noté une amélioration dans la consultation sur le type d'assistance souhaitée par rapport à 2020 (75 pour cent de ménages avaient déclaré ne pas avoir été consultés), il en ressort qu'encore près de 2/3 des ménages affectés ayant reçu l'assistance en 2021 (62 pour cent) ont déclaré ne pas avoir été consultés. Les ménages les plus concernés sont les ménages des populations non déplacées (63,8 pour cent)¹⁰⁴.

Niveau de satisfaction de l'assistance : Si en général la proportion des ménages ayant déclaré être satisfaits de l'assistance humanitaire reçue au cours des 30 jours précédant la collecte de donnée s'est améliorée en 2021 par rapport à 2020 (elle est passée de 79 pour cent à 86 pour cent), elle reste cependant plus faible parmi les ménages de PDI et de réfugiés qui ont bénéficié de l'assistance humanitaire. En effet, en 2021, le degré d'insatisfaction concerne 21,7 pour cent des ménages PDI (en particulier à Tahoua où 42,7 pour cent des PDI déclarent n'être pas du tout ou plutôt pas satisfaits) et 13,3 pour cent des ménages réfugiés (surtout à Tillabéri et Agadez où respectivement 29,2 pour cent et 26,4 pour cent des ménages réfugiés déclarent n'être pas du tout ou plutôt pas satisfaits).

Les principales raisons d'insatisfaction par rapport à l'aide reçue sont liées à la quantité insuffisante (72 pour cent) reçue et au fait que l'aide ne correspond pas vraiment aux besoins (26,7 pour cent).

De manière générale, les ménages dirigés par des femmes ont plus fréquemment signalé que l'assistance était inadéquate vis-à-vis des besoins (32,5 pour cent des ménages dirigés par des femmes contre 26 pour cent des ménages dirigés par des hommes), alors que les ménages dirigés par des hommes ont plus souvent manifesté une insatisfaction liée à l'insuffisance quantitative de l'aide (73 pour cent des ménages interrogés contre 65 pour cent des ménages dirigés par les femmes)¹⁰⁵. Ces tendances montrent que la quantité insuffisante reste le problème prioritaire pour les deux groupes.

Même si 88 pour cent des ménages bénéficiaires attestent ne pas rencontrer de difficultés pour accéder à l'assistance humanitaire, 4 pour cent estiment que la route jusqu'à la zone de distribution est difficile ou trop longue tandis que 2,5 pour cent estiment que la réception de l'aide les expose à du vandalisme.

43 pour cent des ménages des réfugiés et 38 pour cent des ménages des PDI estiment que les services/ assistances humanitaires n'ont pas vraiment été fournis de manière honnête (sans corruption ou comportement contraire à l'éthique et dans le respect des croyances et valeurs). Ce sentiment est particulièrement élevé chez les réfugiés de Niamey (37 pour cent) et Tillabéri (31 pour cent) et les PDI de Tahoua (36 pour cent) et Tillabéri (32 pour cent).

Besoins prioritaires : 78 pour cent des ménages ont rapporté avoir comme besoin prioritaire l'accès à la nourriture suivi par les besoins liés à la santé (61 pour cent des ménages), les moyens de subsistance/AGR (36 pour cent) et l'eau, l'hygiène et l'assainissement (34 pour cent). Par rapport à 2020, la proportion des ménages rapportant l'accès à la nourriture comme besoin prioritaire a diminué de 2 pour cent tandis que l'accès à la santé a augmenté de 10 pour cent. La proportion des ménages ayant rapporté les besoins en EHA a diminué de 8 pour cent.

Tout comme en 2020, les ménages résidents ont rapporté plus souvent le besoin en assistance dans le domaine de la santé tandis que les populations en déplacement (PDI, réfugiés et retournés) ont

également identifié les abris et les biens non alimentaires comme des besoins prioritaires¹⁰⁶.

Gestion de plaintes : un ménage sur deux rapporte ne pas avoir connaissance des mécanismes de gestion des plaintes. Parmi ceux qui rapportent avoir connaissance de ces mécanismes, 63 pour cent affirment les utiliser et seulement 3 pour cent (3% pour les non déplacés et moins de 1% pour chaque population déplacée) ont reconnu savoir correctement formuler des suggestions ou des plaintes en cas de problèmes liés à l'assistance humanitaire. 90 pour cent des utilisateurs sont non satisfaits de ces mécanisme. En ce qui concerne les raisons de l'inutilisation des mécanismes de gestion des plaintes parmi les ménages qui les connaissent, 11 pour cent évoquent des démarches compliquées et 6 pour cent disent n'avoir jamais reçu de retour/feedback.

Pour toutes les catégories de population, les trois mécanismes préférés de gestion de plaintes sont le face-à-face avec un travailleur humanitaire, le face-à-face avec un membre de la communauté et une ligne d'assistance téléphonique.» (MSNA 2021).

Canaux de communication préférés : Comparé à 2020, il en est ressorti que les informations sur l'accès à la nourriture demeurent une priorité (72 pour cent en 2021), mais que l'accès à la l'eau a perdu une place et est identifiée comme information importante à recevoir que par 35 pour cent contre 44 pour cent en 2020. Les informations sur l'accès à l'éducation arrivent en 6e position (18 pour cent) alors qu'il était en 4e position en 2020. L'accès aux informations sur les modalités pour accéder à l'aide humanitaire (32 pour cent) au travail (24 pour cent) a été identifié par plus de personnes en 2021 qu'en 2020. Les ménages déplacés (plus de 43 pour cent des ménages interrogés) et les réfugiés (plus de 46 pour cent des ménages interrogés) souhaitent recevoir des informations sur les abris et biens non alimentaires juste après les informations sur l'accès à la nourriture¹⁰⁷.

À signaler, les pourcentages élevés des ménages ayant rapporté le besoin de recevoir des informations sur la situation sécuritaire, notamment parmi les

communautés déplacées internes sont ceux de Tahoua (68,5 pour cent) et de Maradi (59 pour cent).

La majorité des ménages interrogés souhaitent recevoir les informations de la part des chefs de quartier (25 pour cent), par téléphone (22 pour cent), à travers les leaders traditionnels (17 pour cent, soit une diminution de 11 pour cent par rapport à 2020) ou les réunions communautaires (15 pour cent, soit une diminution de 7 pour cent par rapport à 2020). Cependant, pour les ménages des réfugiés interrogés, le moyen le plus approprié pour passer des messages demeure les réunions communautaires (26 pour cent). Dans la région de Niamey, la communication téléphonique est la modalité préférée pour 49 pour cent des ménages et contrairement à 2020, la communication par radio n'a été identifiée que par 5 pour cent de ménages (contre 20 pour cent en 2020).

Situation des personnes handicapées

De manière générale, dans des contextes de crise, les personnes handicapées sont d'autant plus vulnérables¹⁰⁸ et nécessitent une attention particulière. Le handicap comme le genre et l'âge doivent être considérés comme des facteurs de vulnérabilité à prendre en compte pour assurer une réponse adaptée aux besoins et aux capacités des personnes affectées. En plus, les personnes en situation de handicap sont l'objet de discriminations et de dénis, ce qui limite leur participation et leur accès aux services.

Au Niger, malgré une prévalence du handicap de 9,34 pour cent (REACH, MSNA, 2021) et plusieurs textes protégeant les personnes en situation de handicap, telle que la loi n°2019-62 du 10 décembre 2019 déterminant les principes fondamentaux relatifs à l'insertion des personnes en situation de handicap et son décret d'application daté du 12 juillet 2021¹⁰⁹, qui précise dans sa Section 5 « les dispositions relatives à la protection sociale et de l'action humanitaire en faveur des personnes handicapées », celles-ci rencontrent encore beaucoup de difficultés. Les résultats de l'étude des barrières réalisée en juillet 2021 par HI-Niger dans les régions de Diffa (Commune de Chétémari), Tillabéry (commune de Sakoiri) et Maradi (commune de Gabi) démontrent que 60,37 pour

cent des enquêtés ne participent pas aux activités au sein de leurs communautés¹¹⁰ et 57,41 pour cent n'accèdent pas au processus de prise de décision. Il en résulte un ciblage insuffisamment inclusif, car seulement 18,60 pour cent des personnes handicapées interrogées accèdent à l'assistance humanitaire.

Les principales barrières d'accès des personnes en situation de handicap à l'aide humanitaire sont :

- Le manque d'information, car la plupart d'entre elles sont en marge des mécanismes d'information. En effet, 67,65 pour cent des enquêtés affirment ne pas avoir accès aux mécanismes d'informations et de plaintes ;
- La discrimination des agents en charge de la distribution ou des membres de la communauté qui découragent les personnes en situation de handicap et les excluent systématiquement ;
- Le manque d'accessibilité physique des sites de distribution et
- L'inadaptation du moment et du lieu de la distribution.

Ces barrières à la fois endogènes et exogènes réduisent également l'accès à d'autres services de base. Ainsi, on retient ce qui suit :

- 52,56 pour cent des personnes handicapées n'ont pas accès aux services de santé à cause du manque de ressources, l'inadaptation de la prise en charge par les agents de santé, le manque d'accessibilité physique et l'éloignement des centres de santé.
- 61,74 pour cent ont des difficultés ou n'accèdent pas à l'éducation à cause du manque d'accès physique des écoles, des barrières financières, de l'éloignement et de l'inadaptation des méthodes pédagogiques.
- 39,63 pour cent des personnes en situation de handicap n'ont pas accès à l'eau potable à cause du manque des ressources financières, des

difficultés d'accès aux points d'eau, des difficultés physiques pour pomper l'eau, de l'éloignement des lieux de pompage.

- 41,24 pour cent des personnes en situation de handicap ont des difficultés ou n'accèdent pas de façon digne et sûre aux installations sanitaires à cause de l'hygiène des latrines, de la difficulté d'accès physique aux latrines, du manque d'intimité

Des besoins en matière d'accès aux services de réadaptation, de prise en charge psychosociale et d'abris adaptés ont aussi été mis en exergue par cette étude. Des tendances liées au fait que 43,67 pour cent des personnes handicapées interrogées affirment que leur handicap a un impact négatif sur leur ménage

et que la présence d'une personne en situation de handicap donne une mauvaise image du ménage (17,9 pour cent) ou fait que le ménage reçoit des menaces (6,79 pour cent) créent davantage de besoins en protection.

La prise en compte de ces besoins impose, d'une part, la levée des différentes barrières identifiées, d'autre part le renforcement de la participation des personnes handicapées ou de la représentativité de leurs organisations dans l'action humanitaire, sur le plan communautaire. La prise en compte des personnes en situation de handicap dans la réponse globale et la mise en place d'actions sectorielles spécifiques participeront à cette dynamique.



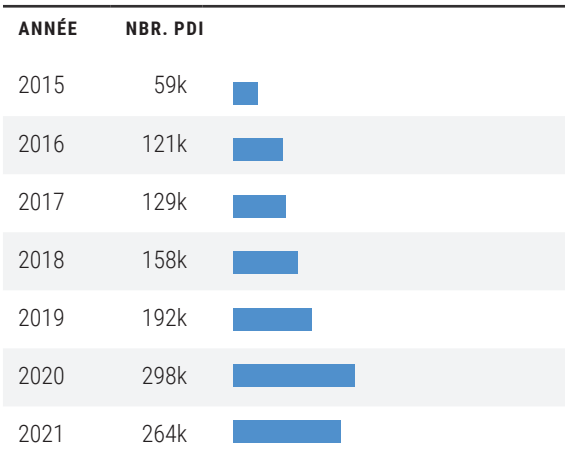
NAMARI GOUNGOU/TILLABÉRI, NIGER

PDI de Anzourou dans l'arène de lutte de Tillabéri ; mai 2021.

Credit : OCHA/Laura Fultang.

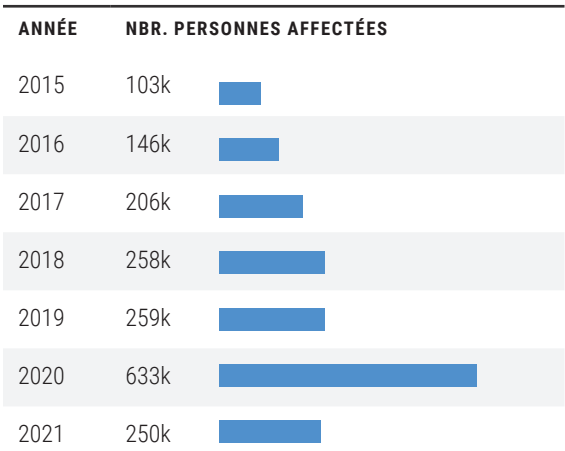
Evolution des personnes déplacées internes (PDI)

Milliers de personnes

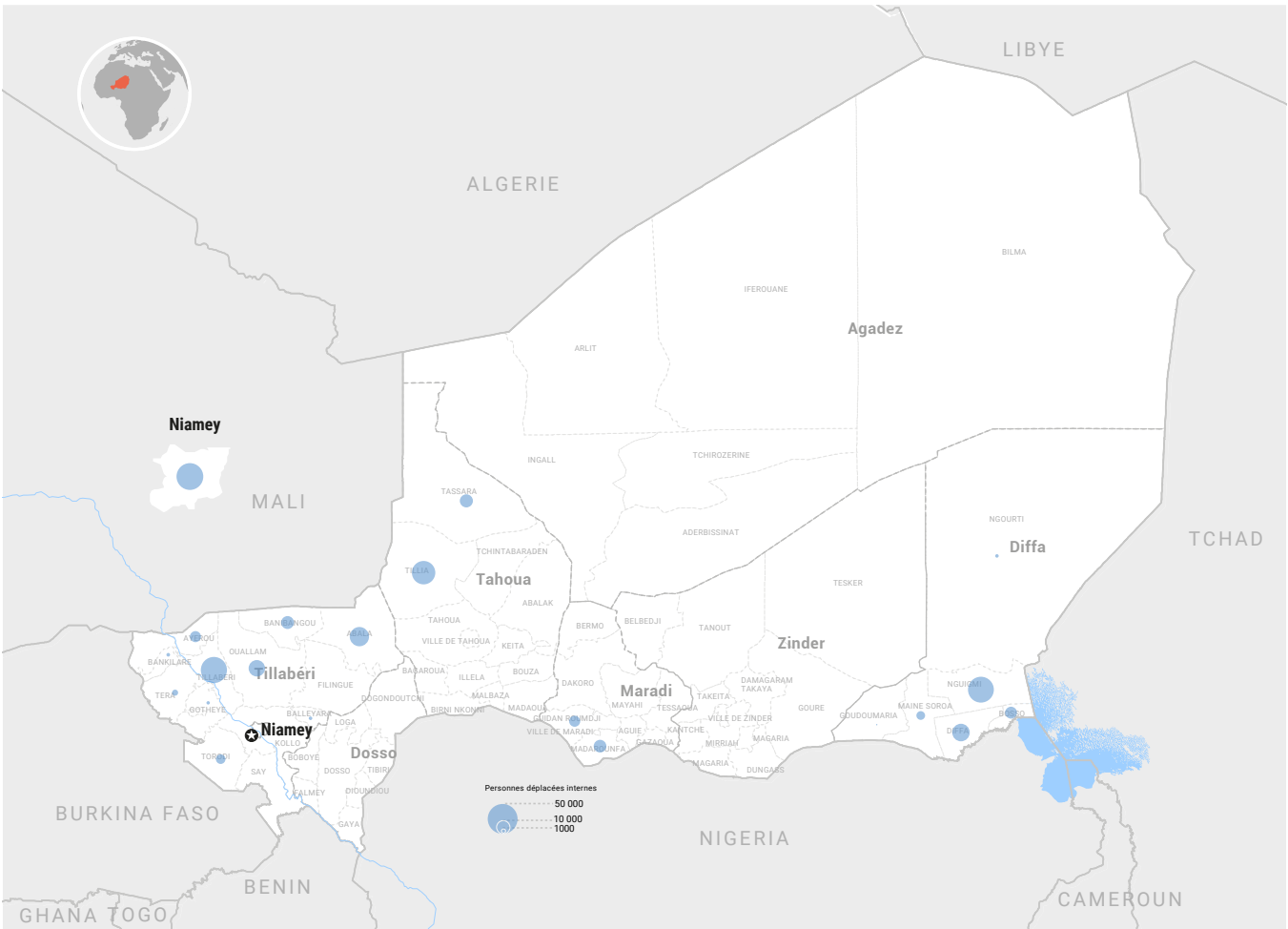


Évolution des personnes affectées par les inondations

Milliers de personnes



Personnes déplacées internes par département



Source : Ministère de l'Action Humanitaire et de la Gestion des Catastrophes (MAH/GC)
Comité National de collecte des données sur les PDI
Au 30/09/2021

1.3

Portée de l'analyse

L'analyse des besoins humanitaires concerne l'ensemble des régions du Niger. Les régions frontalières avec le Mali, le Burkina Faso et le Nigéria à savoir les régions de Diffa, Maradi, Tahoua et Tillabéri qui sont les plus affectées par les crises multidimensionnelles sont les zones prioritaires. En effet, c'est dans ces régions que la majeure partie des problématiques humanitaires et leurs impacts sont les plus élevés. Cette analyse est centrée autour des principaux facteurs essentiels de la crise humanitaire actuelle à savoir les groupes/ sous-groupes des personnes vulnérables les plus affectées dans les zones géographiques mentionnées. L'analyse de l'impact des chocs sur les populations a permis de ressortir trois groupes de populations les plus affectées : les personnes déplacées internes, les réfugiés et les populations non déplacées. La vulnérabilité de ces groupes de populations est principalement liée au fait qu'elles soient en situation de mouvement, à leur âge, à leur état physiologique, à leur statut socio-économique, aux conditions sécuritaires précaires, aux pesanteurs socioculturelles et à leur localisation. Ces différents facteurs affectent partiellement ou totalement leur capacité de résilience et par conséquent leur capacité à accéder aux services sociaux de base et à répondre à leurs besoins vitaux.

Les principaux chocs retenus pour l'analyse des besoins 2022 sont les conflits armés, la sécheresse et les inondations. Outre ces principaux chocs, il a été pris en compte dans l'impact de la crise : les épidémies, les épizooties, les conflits intercommunautaires, les feux de brousse.

Des ateliers régionaux, qui ont connu la participation des différentes parties prenantes (gouvernement, personnes affectées, acteurs humanitaires et acteurs étatiques), ont été organisés dans six régions du pays (Diffa, Maradi, Tahoua, Agadez, Tillabéri et

Zinder) afin de connaître l'évolution du contexte au niveau régional et les différents chocs qui affectent les groupes de populations et les départements. L'évaluation multisectorielle (MSNA) a permis de déterminer la sévérité des besoins des ménages par catégories de populations dans les 8 régions du pays. D'autres sources de données ont également été mises à contribution. Il s'agit notamment de l'enquête SMART de novembre 2021 et du cadre harmonisé de novembre 2021.

La méthodologie du JIAF (Analyse intersectorielle des besoins) proposée par le niveau global dans le cadre du processus de la planification humanitaire 2022 a été appliquée pour le calcul du nombre de personnes dans le besoin (PIN) et aussi pour l'analyse de la sévérité des besoins. Il s'agit du scénario A de la méthodologie du JIAF.

L'objectif principal du JIAF est de fournir aux équipes pays et aux partenaires humanitaires un cadre, des outils et des méthodes communs pour mener une analyse intersectorielle afin d'éclairer les décisions stratégiques, l'analyse de la réponse, la planification et le suivi de la réponse stratégique. Une approche d'analyse intersectorielle est essentielle pour garantir que le système humanitaire au sens large est en mesure de répondre efficacement aux besoins des communautés et des individus affectés avec des ressources limitées ciblées et de garantir un impact maximal.

Matrice de la portée de l'analyse

	Groupes prioritaires			
	Personnes déplacées internes	Réfugiés	Migrants	Personnes non déplacées
Agadez	Non	Oui	Oui	Oui
Diffa	Oui	Oui	Non	Oui
Dosso	Non	Non	Non	Oui
Maradi	Oui	Oui	Non	Oui
Niamey	Oui	Oui	Non	Oui
Tahoua	Oui	Oui	Non	Oui
Tillabéri	Oui	Oui	Non	Oui
Zinder	Non	Non	Oui	Oui



NAMARI GOUNGOU /TILLABÉRI, NIGER

PDI de Anzourou sur le site de Tillabéri ; mai 2021.

Credit : OCHA/Laura Fultang.

1.4

Conditions humanitaires, sévérité et personnes dans le besoin

Cette section analyse les conditions de bien-être physique et mental, du niveau de vie et des mécanismes d'adaptation pour les trois principaux groupes de population (personnes déplacées internes, population non déplacée et les réfugiés), et les causes sous-jacents de ces conditions humanitaires : insécurité alimentaire sévère, morbidité excessive, malnutrition aiguë, traumatismes physiques et psychosociaux, manque d'hygiène et d'assainissement,

manque d'eau potable, accès limité aux biens et services essentiels et les mécanismes d'adaptation négatifs. Ceux-ci ont été quantifiés à l'aide de 20 indicateurs, dont deux critiques à travers l'enquête d'évaluation des besoins multisectoriels (MSNA) réalisée entre juin et août 2021 qui a permis de faire ressortir les vulnérabilités particulières pour chaque groupe de population.

Groupes les plus vulnérables

Milliers de personnes (k)

Millions de personnes (M)

GROUPE VULNÉRABLE	PERS. DANS LE BESOIN	DONT : MINIM	STRESS	SÉVÈRE	EXTRÊME	CATASTRO-PHIQUE	FACTEURS ASSOCIÉS	LIEUX
Personnes non déplacées	8,6M	3,3M	2,1M	2,7M	452k	53k	Conflit	Agadez, Diffa, Dosso, Maradi, Niamey, Tahoua, Tillabéri, Zinder
Personnes déplacées internes	271k	7	6k	180k	78k	7k	Déplacement interne	Diffa, Maradi, Niamey, Tahoua, Tillabéri
Réfugiés	229k	0	9k	209k	6k	6k	Conflit	Agadez, Diffa, Maradi, Niamey, Tillabéri

GROUPES LES PLUS VULNÉRABLES

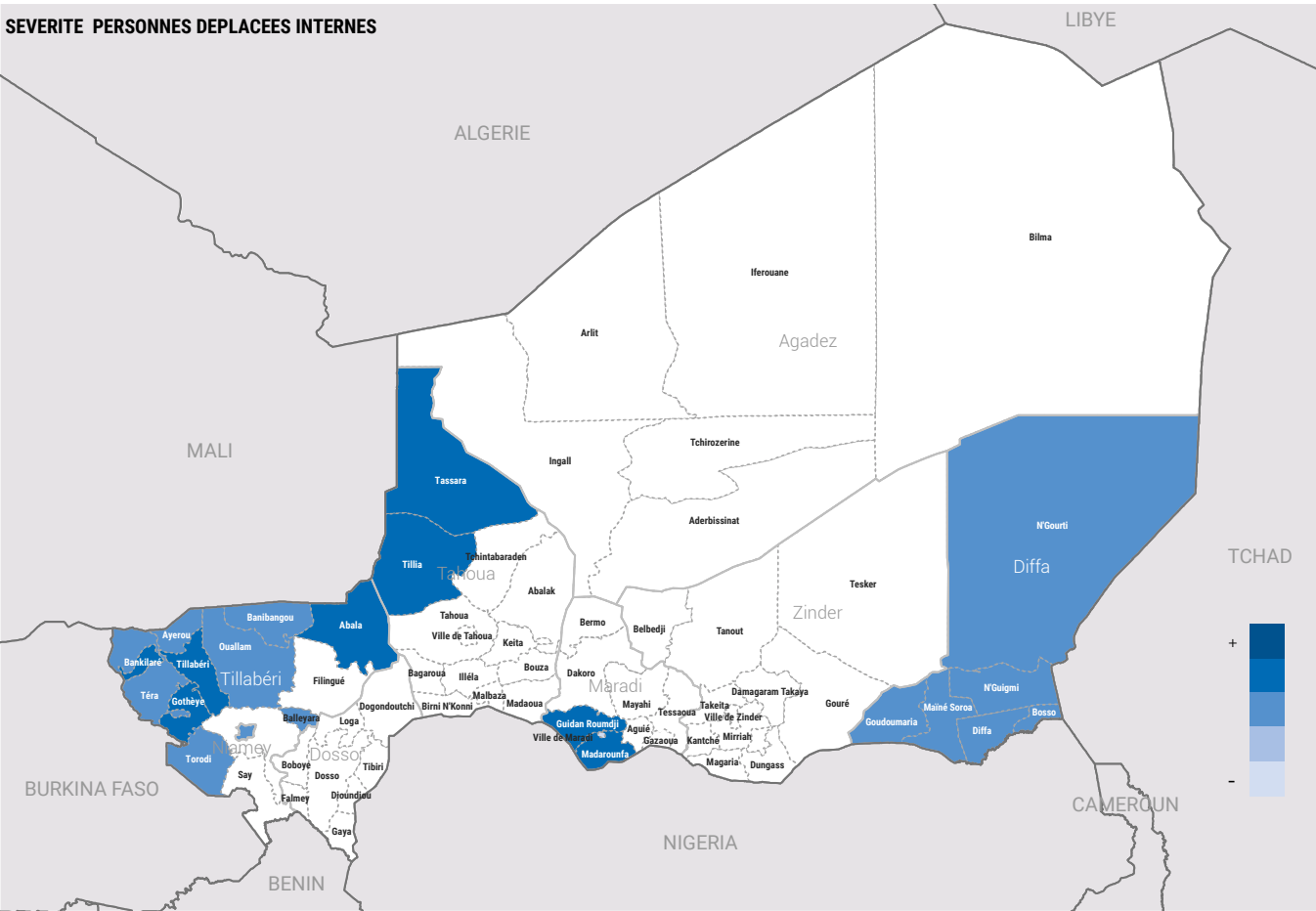
(en pourcentage)

GROUPE DE POPULATION	PAR SEXE		PAR ÂGE			
	FEMMES	HOMMES (%)	ENFANTS	ADULTES	PERS. ÂGÉES (%)	
Personnes non déplacées	50 50	<div><div></div></div>	55 41 4	<div><div></div></div>		
Personnes déplacées internes	50 50	<div><div></div></div>	55 41 4	<div><div></div></div>		
Réfugiés	50 50	<div><div></div></div>	55 41 4	<div><div></div></div>		

Personnes déplacées internes

POPULATION TOTALE (AFFECTÉE)	DONT : MINIMALE	STRESS	SÉVÈRE	EXTRÊME	CATASTROPHIQUE
271k	7	6k	180k	78k	7k

Sévérité des personnes déplacées internes par département



Source : Ministère de l'Action Humanitaire et de la Gestion des Catastrophes (MAH/GC)
Comité National de collecte des données sur les PDI

Conditions humanitaires : sévérité des besoins intersectoriels

Sur les 258 519 de personnes déplacées internes (PDI) dans le besoin, 58 pour cent ont des besoins intersectoriels sont « sévères » et résident dans douze départements sur dix-huit qui accueillent des déplacés. La sévérité est « extrême » chez les PDI présents dans

les départements de Guidan Roumdji et Madarounfa (région de Maradi), de Tassara et Tillia (région de Tahoua), de Abala, et Tillabéri (région de Tillabéri), soit environ 27 pour cent de l'ensemble des PDI. 625 personnes déplacées internes résidant dans les départements de Tillia, de Tassara (région de Tahoua), de Bankilare et de Balleyara (région de Tillabéri) ont

des besoins intersectoriels de niveau «catastrophique». 45 972 autres personnes déplacées ont des besoins intersectoriels au niveau « stress », particulièrement dans la région de Niamey où les déplacements ne sont pas liés à l'insécurité et aux conflits, mais aux inondations.

Causes et facteurs sous-jacents de la sévérité

Le statut de déplacement à lui seul n'équivaut pas à une vulnérabilité - par exemple, plus de 73 pour cent des PDI sont productifs, mais pauvres, et au moins 30 pour cent sont considérés comme autosuffisant¹¹¹. Il existe de nombreux autres facteurs transversaux qui déterminent la vulnérabilité, notamment l'âge, la durée du déplacement, le handicap, et le sexe même si le déplacement a un impact disproportionné sur les personnes vulnérables. C'est notamment le cas des enfants et les jeunes, qui représentent la majeure partie des populations déplacées internes.

Le déplacement reste le principal facteur sous-jacent associé à des contraintes humaines, sociales et physiques. Récurrentes et imprévisibles, les attaques des GANE forcent de nombreux ménages à se déplacer plusieurs fois. Les régions les plus affectées sont Tillabéri, Tahoua, Maradi et Diffa. Plus de 45 pour cent des PDI sont déplacés depuis plus de 2 ans¹¹². De façon globale, on observe une exacerbation de la vulnérabilité des PDI avec la perte des moyens de subsistance due aux déplacements forcés. La majorité des personnes déplacées vivent dans des départements vulnérables dont les populations souffrent profondément pauvreté et privation.

D'autres vulnérabilités des ménages déplacés proviennent de la structure familiale elle-même : près de 19 pour cent des ménages déplacés sont dirigés par des femmes chefs de ménage et 13,38 pour cent des chefs de ménage déplacés sont des veuves¹¹³. 9 pour cent des personnes déplacées déclarent avoir un membre de leur famille avec un handicap de mobilité ou sensorielle (auditif et visuel) et près de 15 pour cent des ménages déplacés interrogés ont déclaré des restrictions de mouvement au cours des trois mois, ce qui peut être un facteur majeur dans l'augmentation des vulnérabilités des ménages PDI¹¹⁴.

La séparation des ménages, l'incertitude et l'instabilité forcent les ménages à se concentrer sur les questions de survie quotidienne. Ce qui limite leur capacité à planifier leur vie et celle de leurs enfants pour un avenir meilleur dans le contexte actuel.

Niveau de vie

Les populations déplacées sont confrontées au manque de service de santé, à un accès limité à l'eau potable, à une alimentation et un abri adéquat. Le manque de ressources financières ne permet pas un accès aux services de santé de qualité qui pourraient se trouver dans la communauté. La pression exercée sur les sources d'eau de qualité peut engendrer des conflits avec les communautés hôtes et pousser les communautés à utiliser l'eau de source, ce qui peut augmenter le risque des maladies hydriques. Sur l'ensemble du territoire, plus de 37 pour cent des ménages PDI font face à des besoins humanitaires extrêmes (classe de sévérité 4) en abris et biens non alimentaires et environ plus 1 339 personnes dorment en plein air¹¹⁵. Les types d'habitats les plus utilisés par les PDI sont les habitats de paille et les tentes traditionnelles. A titre d'exemple, à Diffa, 72,5 pour cent des PDI dans le département de Dosso vivent dans des habitats en paille. À Tahoua, ce sont les tentes traditionnelles qui sont les plus utilisées dans les départements de Tillia (80 pour cent) et Tassara (74 pour cent) ainsi qu'à Tillabéri (64 pour cent)¹¹⁶. Ces habitats n'offrent pas une sécurité totale et exposent les habitants à des intempéries et risques de maladies avec plus des 2/3 des ménages¹¹⁷ rapportant que leurs habitats sont endommagés.

Pour ce qui est de l'eau de qualité, son accès dans les sites n'est pas au même niveau dans toutes les régions. Si la majorité (plus de 77 pour cent) des PDI s'approvisionnent en eau de qualité à travers les forages ou pompes à main, plus de 90 pour cent des PDI de Tillabéri (95,4 pour cent) et Téra (91,9 pour cent) dans la région de Tillabéri rencontrent des difficultés pour accéder à l'eau de qualité. Ainsi, on constate que 85,3 pour cent des ménages PDI de Tillabéri utilisent l'eau de surface comme principale source d'eau de boisson. Dans la région de Tahoua, tous les ménages PDI de Tassara ont déclaré rencontrer des difficultés

pour accéder à l'eau de qualité. En effet, 83,9 pour cent utilisent les puits non protégés comme source principale d'eau de boisson.

S'agissant de l'assainissement, le manque de latrines contribue à perpétuer la pratique de la défécation à l'air libre même chez les déplacés internes- plus de 39 pour cent des PDI¹¹⁸. À Tillabéri, dans les départements de Tillabéry, Téra et Ouallam, respectivement 99 pour cent, 90 pour cent et 71 & pour cent des ménages PDI pratiquent la défécation à l'air libre. On observe quasiment les mêmes proportions dans la région de Tahoua à Tillia (98 pour cent) et 96,8 pour cent à Tassara¹¹⁹. Cette situation avec le fait que très peu de ménages (entre 17,5 et 39 pour cent) ont accès à un dispositif de lavage des mains avec de l'eau et du savon, exposent ce groupe de population non seulement aux risques de choléra, mais également à la COVID-19.

En plus des vulnérabilités liées à l'environnement, la promiscuité dans laquelle elles vivent, l'accès réduit aux infrastructures de base qui les exposent à des risques de maladies, les PDI ont des problèmes d'accès aux soins de santé primaire ; 45 pour cent déclarent ne pas avoir la possibilité de payer les coûts de traitement¹²⁰. Cette situation concerne 76,9 pour cent des ménages PDI de Tillia (Tahoua).

Par ailleurs, l'accès aux structures sanitaires n'est pas aisé pour cette catégorie de population¹²¹. Alors que la majorité des populations non déplacées dans le département de Guidan roumdji (Maradi) et dans la région de Tahoua font entre 0 et 15 minutes pour arriver au centre de santé le plus proche, près de la moitié des PDI (49,5 pour cent) de Guidan Roumdji et 53,8 pour cent de Tillia (Tahoua) doivent marcher entre 31 et 60 minutes¹²². À Tassara (Tahoua), 57,4 pour cent des ménages parcourent des distances entre 61 et 120 minutes¹²³. L'accès à la maternité reste un challenge pour la majorité des femmes déplacées. C'est la principale cause pour laquelle 11 pour cent des femmes PDI de Bosso (Diffa) et 14 pour cent Goudoumaria (Diffa) ont accouché à la maison. Parmi ces dernières, 78 pour cent ont accouché sans assistance¹²⁴.

L'accès difficile et restreint à l'éducation expose les enfants déplacés à des risques de violation de leurs droits et limite leurs perspectives : l'insécurité, la distance, le fait que l'école ne soit pas perçue comme une priorité, le mode de vie nomade qui ne permet pas une fréquentation régulière des enfants à l'école pour certains, et le manque de moyen pour payer les frais scolaires font que la scolarisation de 37 pour cent des enfants PDI entre 6 et 12 ans est mise à mal¹²⁵. Plus de la moitié des filles et des garçons de 6-12 ans dans les ménages des PDI (51,6 pour cent et 51,4 pour cent) dans le département de Diffa ne sont jamais allées à l'école. Les garçons PDI de la même tranche d'âge dans le département de Bosso représentent 33 pour cent contre 24 pour cent pour les filles. A Madarounfa (Maradi), 44,4 pour cent des ménages PDI ont rapporté avoir des filles de 6-12 ans qui ne sont jamais allées à l'école contre 38 pour cent de garçons dans la même tranche d'âge. La situation est la même à Tillia (Tahoua) pour 70 pour cent de filles et 59 pour cent de garçons¹²⁶.

Pour la catégorie des filles de 13-17 ans, dans la région de Diffa, c'est dans le département de Bosso qu'on note la proportion la plus élevée des filles qui ne sont jamais allées à l'école (66,7 pour cent). Dans la région de Tillabéri, il est rapporté respectivement 72 et 64 pour cent à Tillabéry et Téra. Pour les garçons, les proportions les plus élevées sont observées dans les départements Téra (78,5 pour cent), Tillabéry (70 pour cent) et Tillia (59 pour cent)¹²⁷.

La conséquence de cette non-scolarisation des enfants se traduit par une proportion élevée d'enfants mariés (60 pour cent des ménages PDI qui ont déclaré avoir un enfant mineur vivant à l'extérieur du ménage ont évoqué le mariage) ou qui partent chercher du travail (35 pour cent)¹²⁸.

Par manque de champs ou d'espace de culture, les PDI recourent aux marchés pour s'approvisionner : l'achat reste la principale source d'approvisionnement en nourriture pour environ 68 pour cent¹²⁹ les PDI. Ce sont plus les PDI de Tahoua (91,4 pour cent) et de Niamey (83 pour cent) qui connaissent cette situation. Dans les autres régions, la proportion des ménages varie entre 69 pour cent (Maradi) et 61,6 pour cent (Diffa)¹³⁰.

b. Mécanismes d'adaptation

Peu de mécanismes d'adaptation s'offrent aux personnes déplacées même si pour bon nombre d'entre eux, fuir reste la première stratégie d'adaptation (plus de 79 pour cent des déplacements sont liés aux conflits et à l'insécurité¹³¹), situation qui amène plus de 8 pour cent d'entre eux à être fortement dépendant de l'aide humanitaire comme source principale de nourriture. Près de 59 pour cent des PDI disent recourir à des emprunts ou des ventes d'actif ou de biens pour comme stratégie de subsistance¹³².

Pour pallier le manque d'eau de qualité dont près de 46 pour cent n'ont pas accès¹³³, les ménages PDI adoptent des stratégies qui peuvent avoir une incidence sur leur santé. Par exemple, 60 pour cent des ménages PDI de Madarounfa (Maradi) utilisent de l'eau de moindre qualité pour les usages autre que la boisson (lavage, cuisine). A Tillia (Tahoua), 70 pour cent des ménages recourent à de l'eau des sources moins appréciées ou l'eau de surface pour les usages domestiques (lavage, cuisine)¹³⁴.

Plus de 57 pour cent des PDI déclarent faire du petit commerce, des travaux journaliers ou saisonniers pour pouvoir se procurer de la nourriture¹³⁵. Néanmoins cela varie d'une région à une autre. Plus de 40 pour cent des ménages PDI de Niamey pratiquent le petit commerce contre seulement 9,2 pour cent à Tahoua, 10,2 pour cent à Tillabéri et 11,5 pour cent à Maradi. Afin de faire face au manque de ressources, plus de la moitié des ménages PDI de Tahoua (52 pour cent) vendent leurs actifs ou biens¹³⁶. Dans les autres régions, la proportion varie entre 38,8 pour cent (Diffa) et 18,6 pour cent (Niamey)¹³⁷.

L'emprunt est également utilisé par plus 1/3 des ménages PDI (entre 37,9 pour cent et 34 pour cent) de Tahoua, Tillabéri et Niamey. Cette pratique est moins répandue à Diffa où seulement 12,8 pour cent utilisent cette stratégie.

Entre 30 pour cent (Niamey) et 15,9 pour cent (Maradi), des ménages ont choisi de réduire leurs dépenses non alimentaires comme stratégie. À Tahoua, seulement 1,4 pour cent des ménages utilisent cette stratégie.

Près de 1,2 pour cent des personnes déplacées, les ménages déclarent avoir recours à la mendicité, qui érode leur dignité¹³⁸. La mendicité est utilisée par 40 pour cent des ménages PDI à Maradi. Elle l'est moins dans les autres régions (entre 11,5 pour cent à Tillabéri et 3,7 pour cent à Diffa)¹³⁹.

Sans qu'il y ait de corrélation effective entre le niveau de vie et l'autorisation de laisser partir les enfants mineurs, on constate que 60 pour cent des ménages PDI ont autorisé un enfant mineur à se marier et 35 pour cent permettent à leur enfant de quitter la maison pour chercher du travail¹⁴⁰.

c. Bien-être physique et mental

Face à la précarité chronique, aux multiples déplacements, et un manque de mécanisme de filets sociaux, les personnes déplacées sont fragilisées et vulnérables aux impacts directs des chocs sur leur bien-être physique et mental. Les principales causes sont l'insécurité alimentaire et les effets combinés de la pauvreté et des répartitions erratiques des précipitations, inondations et conflits. Pour les personnes déplacées, ces conditions sont exacerbées par des moyens de subsistance limités, peu d'opportunités, et une dépendance vis-à-vis de l'aide humanitaire.

Les conditions de vie précaires dans lesquelles vivent les populations déplacées internes ont une incidence sur leur état de santé. Plus de 45 pour cent des ménages enquêtés ont confirmé qu'au moins un membre du ménage avait eu des problèmes de santé au cours des trois derniers mois précédant l'enquête¹⁴¹. À Maradi, cette proportion atteint 60 pour cent.

La protection reste une grande préoccupation pour de nombreuses familles PDI en particulier pour les filles et les femmes qui sont plus à risque de violence sexuelle. Les personnes déplacées vivent dans des communautés où les femmes et les filles évitent certains endroits. Près de 70 pour cent des femmes déclarent avoir peur d'aller chercher du bois de chauffe et près de 24 pour cent disent éviter les marchés par crainte pour leur sécurité, tandis que les mesures de base d'atténuation des risques de Violences Basées sur le Genre et les installations sanitaires restent rares.

En plus des aspects liés à la protection, selon l'âge et le sexe, d'autres facteurs s'ajoutent tels que l'exclusion scolaire et l'impact de l'exposition à la violence ou aux attaques. 29,42 pour cent ménages PDI estiment avoir subi des violences psychologiques, et 23,6 pour cent des ménages, des violences physiques¹⁴². Plus de 10 pour cent des enfants PDI présentent des signes de détresse psychologique au cours des 30 jours ayant précédé l'enquête MSNA. Malheureusement, moins de 1 pour cent de ménages ont déclaré être proches d'un service de prise en charge psychosociale¹⁴³.

Les mouvements de population se passent souvent de manière inattendue et brusque et occasionnent la perte de documents. Ainsi, plus de 60 pour cent des ménages affirment que certains membres n'ont pas de document d'identité en leur possession¹⁴⁴.

Environ 1 988 828 d'enfants de moins de 5 ans et 161 834 femmes enceintes et allaitantes souffrent de la malnutrition en 2021¹⁴⁵. Les enfants sous-alimentés sont plus vulnérables aux maladies courantes et infectieuses telles que le choléra, le paludisme, les maladies diarrhéiques, les infections respiratoires aiguës et la rougeole. L'insécurité alimentaire affecte la santé et le bien-être nutritionnel des personnes, et leur capacité à mener des activités génératrices de revenus.



GAMOU/NIAMEY, NIGER

Fati Yacouba, sinistrée des inondations de 2020, parée de ses plus beaux habits le jour de la fête de Tabaski, pose près de sa tente, dans le camp Gamou, Niamey ; juillet 2021.

Crédit : OCHA/Michelle Cattani



GAMOU/NIAMEY, NIGER

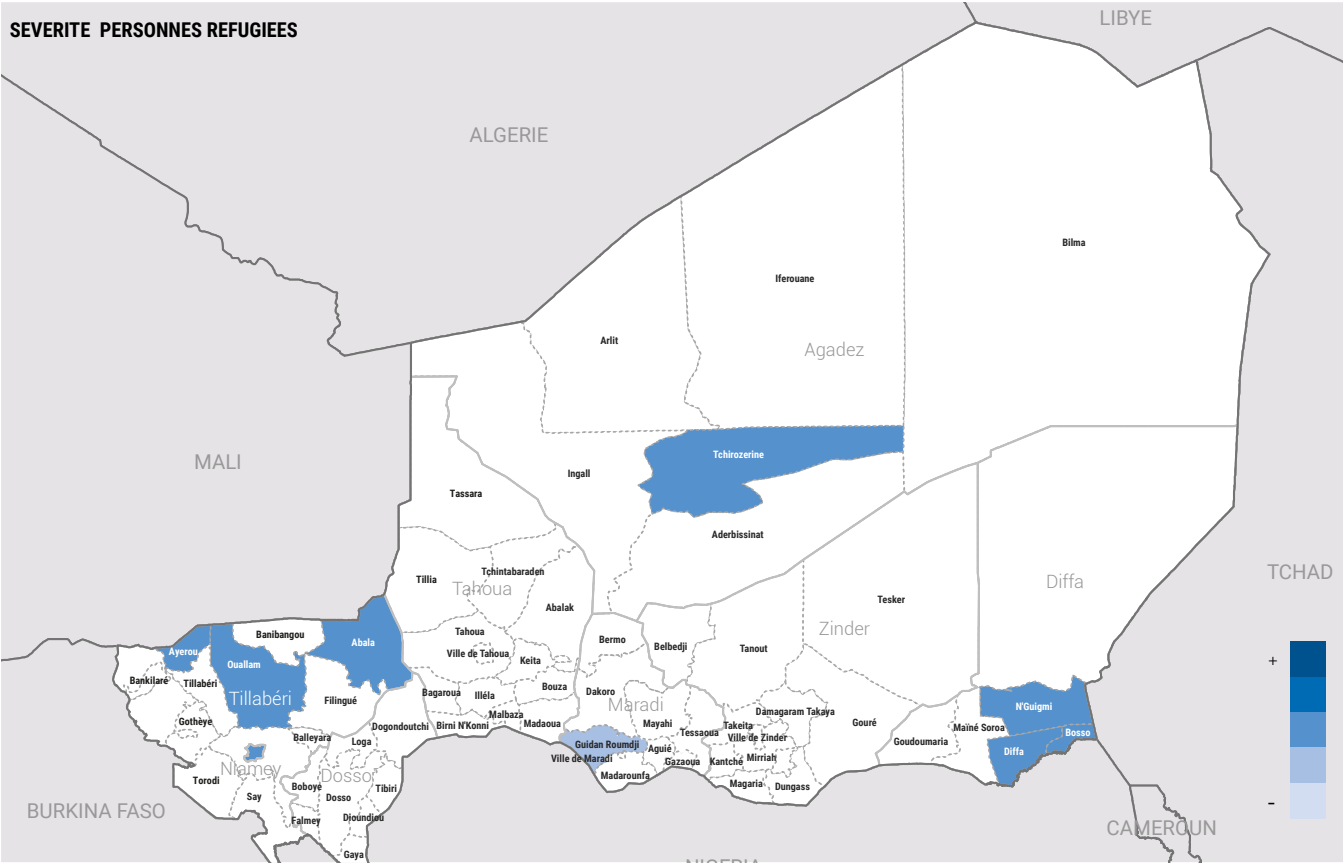
Vue d'un abri inondé dans le site des sinistrés du camp Gamou, Niamey ; juillet 2021.

Crédit : OCHA/Michelle Cattani

Réfugiés

POPULATION TOTALE (AFFECTEE)	DONT : MINIMALE	STRESS	SÉVÈRE	EXTRÊME	CATASTROPHIQUE
229k	0	9k	209k	6k	6k

Sévérité des réfugiés par département



Source : UNHCR

Conditions humanitaires : sévérité des besoins intersectoriels

Sur les 249 000 réfugiés enregistrés au Niger, les conflits armés dans les pays frontaliers du Niger sont la principale raison des déplacements (pour 94 pour cent des ménages), suivi des conflits communautaires. 80 pour cent des réfugiés au Niger le sont depuis plus de 2 ans. Les régions qui reçoivent des réfugiés sont Tahoua, Diffa, Maradi, Niamey, et Tillabéri. Les réfugiés dans tous les départements font face à des

besoins humanitaires intersectoriels sévères (classe de sévérité 3) en dehors de Niamey et de Tchirozerine (région d'Agadez).

Malgré un environnement global de protection des réfugiés et les demandeurs d'asile, favorable, ces groupes ont un besoin urgent d'aide humanitaire, avec beaucoup de difficultés à accéder aux ressources limitées et, dans certains cas, des services de base essentiels inexistant. Les réfugiés sont confrontés à de multiples et complexes besoins humanitaires

qui s'aggravent mutuellement et doivent être traités de façon holistique. Ayant quitté leurs pays d'origine, les réfugiés doivent faire face à la perte de leurs moyens de subsistance, mais également aux défis d'acceptation et d'insertion dans une nouvelle communauté. Les enfants doivent parfois suivre un cursus scolaire différent.

Causes et facteurs sous-jacents de la sévérité

Bien qu'il existe des différences selon la géographie et le groupe de population, les facteurs immédiats, souvent interdépendants, de la sévérité des besoins sont les effets connexes des conflits et violences physiques induits tels que le traumatisme mental, le déplacement, des problèmes de protection, la perte des revenus et des moyens de subsistance. A cela s'ajoute l'accès limité aux services sociaux de base, y compris l'assistance psychologique, l'eau potable, l'éducation et un large éventail de risques de protection et le manque de logements décents.

a. Niveau de vie

Bien que bénéficiant d'une assistance pour la plupart, les conditions de vie des réfugiés demeurent précaires et l'accès aux services sociaux de base reste un défi : la situation d'habitat des réfugiés n'est pas meilleure que celle des PDI dans certains départements. Plus de 1/3 déclarent habiter dans des maisons de paille (35,5 pour cent). À Guidan Roumdji (Maradi), 97 pour cent des ménages de réfugiés habitent dans des abris d'urgence. La pluie est à la base de la dégradation des abris selon 82,2 pour cent des ménages. Même s'ils sont logés, plus de 1/4 ménages de réfugiés (28,6 pour cent) habitent dans un abri prêté et 1/5 rapportent qu'ils vivent avec le risque d'être expulsés. La population des réfugiés est l'une des catégories de population qui a le plus accès à l'eau à travers un forage ou une pompe (77,8 pour cent dans l'ensemble). Cela peut être dû au fait que les réfugiés bénéficient d'une assistance soutenue à travers une prise en charge multisectorielle de leurs besoins. Cependant, 28 pour cent à Tillabéri consomment l'eau de surface. À Ouallam, la principale source d'eau pour 63,4 pour cent des ménages réfugiés est le camion-citerne.

Comme pour les PDI, l'achat de la nourriture reste la principale source d'approvisionnement sauf à Maradi où 45 pour cent des ménages réfugiés obtiennent la nourriture à travers l'assistance alimentaire.

Les enfants réfugiés ne sont pas à l'abri des problèmes de scolarisation : beaucoup de parents sont dans l'impossibilité de payer les frais scolaires de leurs enfants (53,8 pour cent pour les filles et 51 pour cent pour les garçons) et certains pensent que l'absence prolongée hors d'un établissement scolaire ne permet plus aux enfants de retourner à l'école. Ce qui pourrait justifier le fait que, plus l'âge avance, moins les enfants fréquentent l'école. Le taux des filles ne fréquentant pas l'école est de 52 à 60 pour cent pour les filles de 6-12 ans et 13-17 à Diffa, de 59 à 63,5 pour cent à Maradi ; et de 39 à 57,5 pour cent à Tillabéri. Pour les garçons des mêmes tranches d'âge, il est passé de 56 à 64,5 pour cent à Diffa¹⁴⁶. On remarque une réduction à Maradi et à Tillabéri, respectivement de 53 à 47,6 pour cent et de 54,5 à 47,3 pour cent. Dans le département de Ouallam (Tillabéri), 72 pour cent des filles de 6-12 des ménages des réfugiés ne sont jamais allés à l'école contre 61,5 pour cent de garçons de la même tranche d'âge.

b. Mécanismes d'adaptation

Une lutte quotidienne pour la survie : les ménages des réfugiés doivent faire face à la perte des moyens de subsistance, l'absence de moyens pour relancer leurs activités. Pour pallier le manque d'eau de qualité, 90,6 pour cent des réfugiés dans le département de N'Guigmi (Diffa) utilisent moins d'eau de qualité pour les autres usages (lavage, cuisine). Dans le département d'Abala (Tillabéri), 80 pour cent des ménages réfugiés estiment qu'il y a trop peu de points d'eau. C'est la raison pour laquelle tous les ménages de réfugiés (100 pour cent) utilisent moins d'eau pour les usages et gardent l'eau de qualité pour la boisson.

Les réfugiés de Niamey (43,7 pour cent), Diffa (39,8 pour cent) et Maradi (30,2 pour cent), pratiquent principalement le petit commerce pour pouvoir se procurer de la nourriture ; à Tillabéri (39,8 pour cent), c'est le travail journalier non agricole qui vient en tête des activités qui procurent un revenu¹⁴⁷.

Face à leurs différents besoins, 44,2 pour cent des ménages à Tillabéri vendent leurs biens. Dans les régions de Niamey, cette proportion est de 36 pour cent. À Diffa et Maradi, elle est respectivement de 25 et 14 pour cent. 1/3 des ménages à Niamey empruntent de l'argent tandis que cette pratique n'est rapportée que par 12,1 pour cent des ménages à Tillabéri. La réduction des dépenses non alimentaires est une stratégie rapportée par 36,3 pour cent des ménages à Tillabéri contre 2,7 pour cent à Maradi.

c. Bien-être physique et mental

L'incertitude dans un nouvel environnement, l'absence de documents d'identités, preuve de leur appartenance à une communauté, la précarité de vie qu'ils mènent affectent la santé mentale des réfugiés : les réfugiés ont fui leurs pays à cause de l'insécurité due aux conflits armés. Au Niger, ils ne sont pas à l'abri de l'insécurité. Au cours des trois mois ayant précédé l'enquête MSNA, 30 pour cent des réfugiés ont déclaré avoir subi une attaque armée.

L'absence de documents d'identité met les réfugiés dans une situation précaire. En effet, sans documents d'identité, ces derniers sont plus vulnérables. En effet, les personnes sans document ont souvent du mal à avoir accès à des services d'enregistrement au niveau de l'état civil, ce qui les laisse sans aucun moyen de prouver leur nationalité et limite leur accès aux services sociaux de base. C'est le cas pour 67 pour cent des ménages qui ont déclaré avoir certains membres de leurs ménages qui ne disposent pas de document d'identité valide¹⁴⁸.

Du fait, entre autres, de la non-scolarisation, les enfants réfugiés sont exposés au mariage précoce. 59 pour cent des ménages ont au moins un enfant mineur qui s'est marié et a quitté la maison¹⁴⁹. La précarité dans laquelle les réfugiés et les PDI vivent pourrait expliquer les proportions quasi similaires des ménages ayant rapporté le mariage comme principale cause du départ des mineurs de la maison.



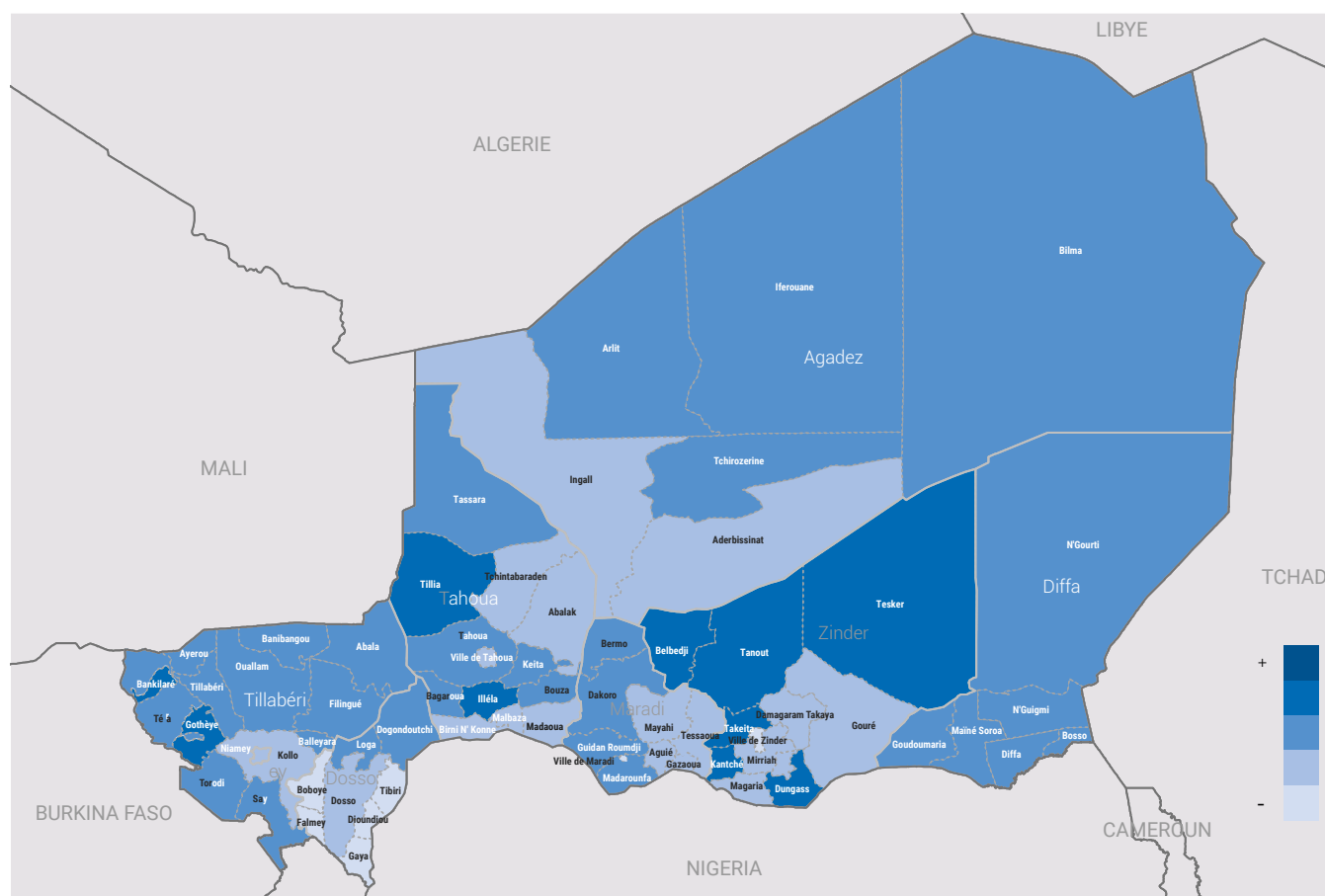
MARADI/ MARADI, NIGER

Départ d'un enfant réfugié pour la relocalisation dans un village d'opportunité ; mai 2020.
Crédit : UNHCR

Populations non déplacées

POPULATION TOTALE (AFFECTÉE)	DONT : MINIMALE	STRESS	SÉVÈRE	EXTRÊME	CATASTROPHIQUE
8,6M	3,3M	2,1M	2,7M	452k	53k

Sévérité des personnes non déplacées par département



Source : INS, Partenaires humanitaires

Conditions humanitaires : sévérité des besoins intersectoriels

Les populations non déplacées vivent dans un contexte de pauvreté lié à des facteurs structurels. La présence des populations en déplacement au sein de leurs communautés vient aggraver leur vulnérabilité. En effet, les familles qui accueillent les déplacés partagent leurs espaces de vie, leur nourriture et d'autres biens avec ces derniers. Les populations non déplacées doivent également faire face à la rareté

des denrées alimentaires sur le marché et donc à l'augmentation des prix et ne bénéficient généralement pas d'assistance humanitaire.

Les populations non déplacées déclarent largement des besoins de base comme leur priorité absolue, en particulier les soins de santé (63,3 pour cent), de la nourriture ou de l'argent pour acheter de la nourriture (77 pour cent) et un abri ou logement convenable (18,45 pour cent).

L'analyse intersectorielle montre que les communautés qui accueillent des déplacés (PDI et/réfugiés) présentent des besoins humanitaires allant de sévères à extrêmes (classes de sévérité de 3 et 4).

Causes et facteurs sous-jacents de la sévérité

La pauvreté reste un facteur clé de vulnérabilité pour les personnes non déplacées. La structure familiale aggrave également la vulnérabilité de la population non déplacée : près de 13 pour cent des ménages sont dirigés par des femmes et plus de 12 pour cent des ménages ont un membre de la famille avec un handicap. Les vulnérabilités des sous-groupes sont un facteur important qui doit être prise en compte. Les femmes et les filles sont confrontées à une multitude de défis, allant du manque de prise de décision et l'accès aux services. 32,3 pour cent d'entre elles déclarent ne pas avoir accès aux établissements de santé. Cela a des implications importantes pour la santé maternelle avec 23,5 pour cent des naissances à la maison, car ne pouvant pas se rendre dans un centre de santé ou dans une maternité¹⁵⁰. La malnutrition et l'insécurité alimentaire sont des facteurs qui contribuent fortement à l'augmentation de la classe de sévérité des populations non déplacées.

a. Niveau de vie

Les populations hôtes ne font pas face aux difficultés d'accès aux services sociaux de base avec la même acuité que les populations en déplacement. Cependant les facteurs structurels et le poids créé par l'arrivée des PDI et/ou réfugiés dans leurs communautés provoquent une pression sur l'accès aux biens et services sociaux disponibles dans la communauté.

Les difficultés concernant leurs abris pour les populations hôtes sont limitées : seulement 4 pour cent vivent dans des habitats de paille¹⁵¹. On constate toutefois que plus de 60 pour cent des ménages à Diffa accueillent des déplacés ; ce qui peut avoir une incidence sur les conditions de vie dans les ménages (promiscuité, augmentation de risque de transmission de maladies, conflits, risques de VBG, etc.) surtout

lorsque la taille des ménages comporte en moyenne plus de sept personnes.

L'accès à l'eau est également facile pour ce groupe de population comparé aux autres. Plus de 78 pour cent accèdent à l'eau en moins de 15 minutes¹⁵². Toutefois, 29 pour cent de ménages rencontrent des problèmes pour accéder à l'eau de qualité¹⁵³. Cela est dû essentiellement au nombre trop peu élevé de points d'eau et au temps d'attente. Ces deux facteurs peuvent exacerber les relations et provoquer des tensions entre les communautés et les populations déplacées qui vivent dans ces communautés. Bien que la plupart des ménages habitent dans leurs propres concessions, plus de 1/3 pratiquent la défécation à l'air libre ; ce qui augmente les risques de maladies dans un environnement peu assaini.

Tous les enfants sont soumis au risque d'abandon scolaire : le phénomène de faible scolarisation des enfants ne semble pas être lié au statut de déplacement. Quoique les parents trouvent que l'école est importante, le manque de moyens financiers pour assumer les frais de scolarité, 1/3 (30,7 pour cent) des ménages non déplacés reconnaissent que leurs jeunes filles de 13-17 ans ne sont jamais allées à l'école contre 29,3 pour cent des garçons.

Même si les populations non déplacées ont un accès facile aux structures de soins du point de vue de la distance à parcourir pour atteindre une formation sanitaire, plus de 40 pour cent ne sont pas en mesure de se rendre dans des formations sanitaires pour bénéficier de soins par manque de moyens¹⁵⁴.

3/4 des ménages non déplacés se procurent la nourriture en l'achetant ; 17 pour cent s'assurent leur nourriture à travers leurs propres productions¹⁵⁵. Le reste a recours au travail contre nourriture, à l'assistance alimentaire, aux dons, chasse, cueillette, etc. Le petit commerce et le travail journalier non agricole sont les principales sources de revenu des ménages.

b. Mécanismes d'adaptation

Les ménages non déplacés utilisent les mêmes mécanismes d'adaptation pour faire face au manque d'eau de qualité pour la boisson, à savoir l'utilisation de l'eau de sources moins appréciées pour les autres usages et vendent leurs biens pour faire face au manque de ressources.

c. Bien-être physique et mental

Les populations non déplacées font face aux mêmes problématiques liées au bien-être physique et mental que les autres catégories de population : la malnutrition affecte toutes les régions, les prévalences de MAG les plus élevées sont enregistrées à Diffa (19,3 pour cent), Zinder (14,9 pour cent) et Agadez (14,8 pour cent). Les enfants de la région de Zinder sont ceux qui présentent les taux les plus élevés de prévalence de la malnutrition chronique et courent un fort risque de retard de croissance. Le taux brut de mortalité chez les enfants de moins de 5 ans est également le plus élevé à Zinder (0,53 décès pour 10 000 personnes par jour). À Tesker (Zinder), où le niveau de sévérité intersectorielle est de 4, la couverture vaccinale était de 3,1 pour cent en 2020.

Selon la MSNA 2021, la proportion des ménages ayant rapporté un membre de la famille ayant présenté des ennuis de santé au cours des 3 mois ayant précédé l'enquête est quasiment la même pour tous les groupes de population, soit aux alentours de 45 pour cent.

Indépendamment de la catégorie, les ménages dirigés par les femmes utilisent plus le forage ou la pompe que les ménages dirigés par les hommes (39,6 pour cent contre 35,5 pour cent). Les hommes utilisent plus les puits (10 pour cent contre 5 pour cent). Les hommes, plus que les femmes, consacrent entre 31 minutes à 1 heure pour s'approvisionner en eau (8 pour cent contre 5 pour cent). Les femmes en général font moins de 15 minutes. Les hommes (53,6 pour cent contre 39 pour cent de femmes) estiment qu'il y a trop peu de points d'eau tandis que les femmes (25 pour cent contre 15 pour cent d'hommes) estiment que l'eau est trop chère.

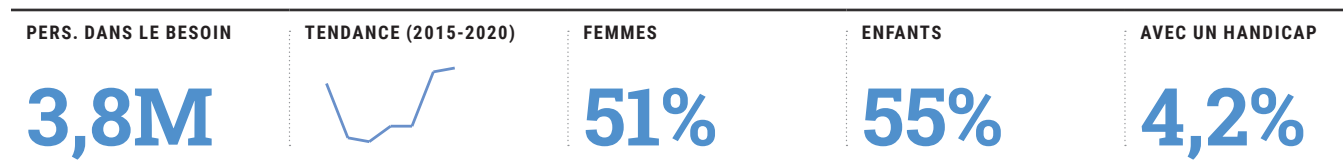
Comme stratégie adoptée face à la faible disponibilité d'eau de qualité, 40 pour cent des femmes (contre 33,5 pour cent d'hommes) utilisent moins d'eau pour la cuisine et le lavage tandis que les hommes (20 pour cent contre 16,5 pour cent pour les femmes) collectent l'eau à une source plus éloignée.

Concernant le handicap, 13,2 pour cent des ménages ayant une personne en situation de handicap s'approvisionnent en eau à travers un puits non protégé contre 9,3 pour cent des ménages sans personne en situation de handicap. 12,6 pour cent rapportent le manque de maintenance comme seconde cause des dommages à leurs abris après la pluie. Près de 10 pour cent des ménages non déplacés ont reconnu avoir en leur sein au moins une personne ayant un handicap. 9 pour cent des ménages ayant une personne en situation de handicap (contre 2 pour cent pour les autres ménages) n'envoient pas leurs filles en âge scolaire à l'école primaire, car celles-ci doivent effectuer les corvées à la maison.

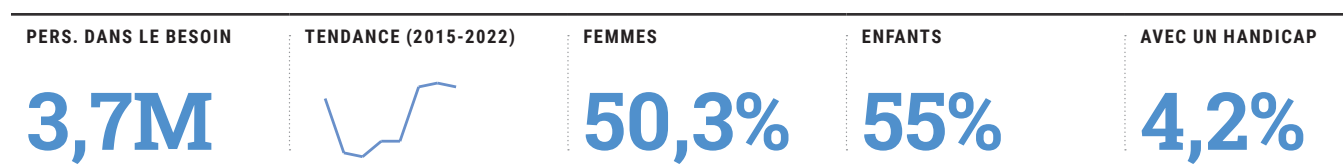
1.5

Nombre de personnes dans le besoin

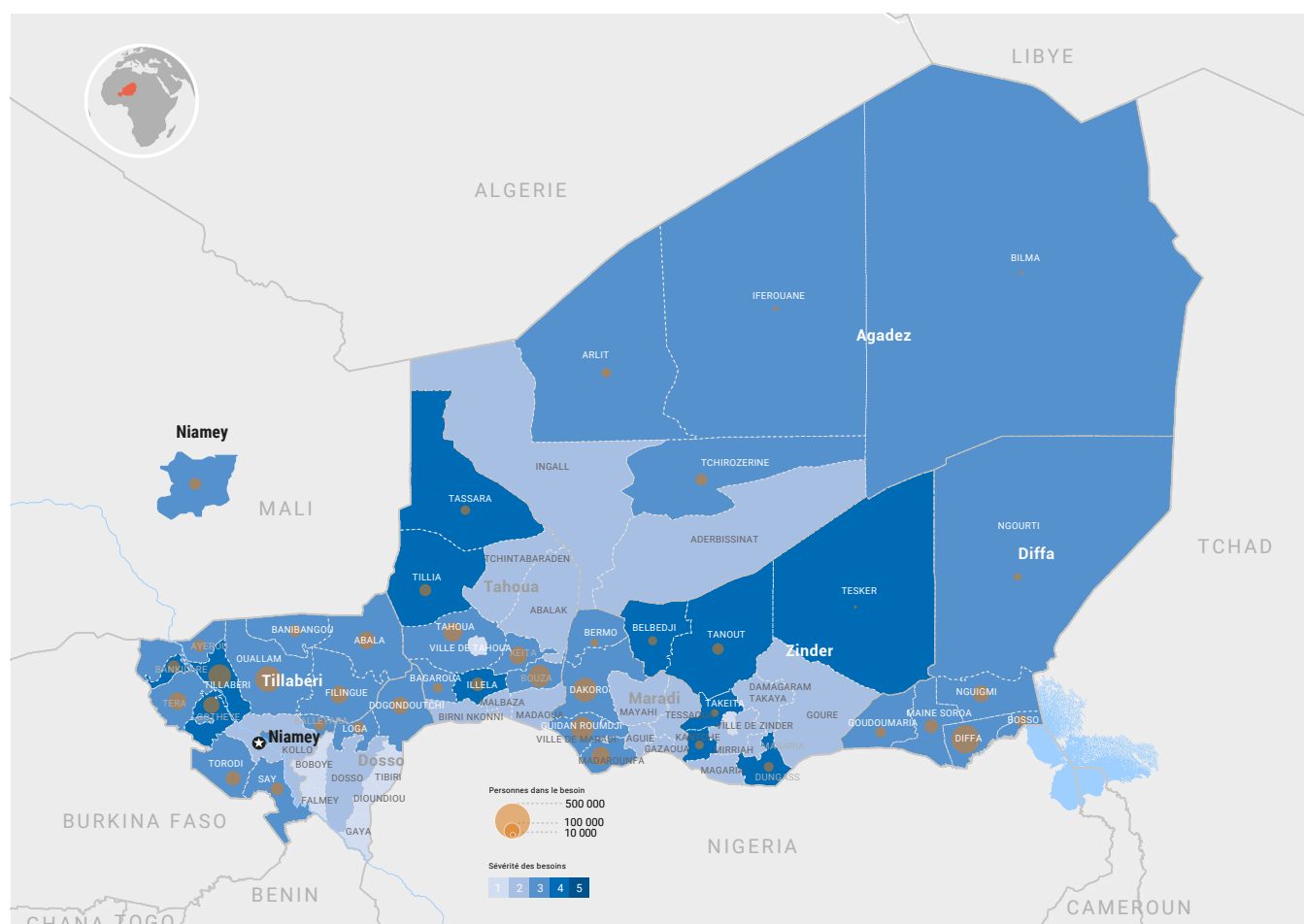
Situation actuelle (2021)



Situation projetée (2022)



Sévérité des besoins intersectoriels et répartition des personnes dans le besoin



Source : MSNA, Cadre Harmonisé, Enquête SMART, partenaires humanitaires

Personnes dans le besoin par phase de sévérité et par département

Région	Département	Groupe de population	Population INS 2022 + Mvmts Population	Minimal 1	Stress 2	Sévère 3	Extreme 4	Catastrophique 5	PIN TOTAL
Agadez	Aderbissinat	non_deplacee	48 456	28 786	19 670	-	-	-	-
Agadez	Arlit	non_deplacee	144 093	-	-	34 395	-	-	34 395
Agadez	Bilma	non_deplacee	24 606	-	-	5 384	-	-	5 384
Agadez	Iferouane	non_deplacee	44 904	-	-	10 272	-	-	10 272
Agadez	Tchirozerine	refugiee	745	-	-	745	-	-	745
Agadez	Ingall	non_deplacee	71 214	31 538	39 676	-	-	-	-
Agadez	Tchirozerine	non_deplacee	335 722	-	20 889	42 275	10 323	-	52 598
Diffa	Bosso	non_deplacee	105 362	-	-	30 143	1 047	419	31 609
Diffa	Bosso	pdi	7 985	-	-	7 692	293	-	7 985
Diffa	Bosso	refugiee	13 362	-	-	12 926	436	-	13 362
Diffa	Diffa	non_deplacee	219 299	-	-	196 415	2 806	2 806	202 027
Diffa	Diffa	pdi	17 272	-	847	15 240	1 185	-	16 425
Diffa	Diffa	refugiee	100 234	-	8 353	89 375	2 506	-	91 881
Diffa	Goudoumaria	refugiee	249	-	-	249	-	-	249
Diffa	Goudoumaria	non_deplacee	138 063	-	-	38 958	2 461	-	41 419
Diffa	Goudoumaria	pdi	100	-	-	95	5	-	100
Diffa	Mainé Soroa	refugiee	6 940	-	-	6 940	-	-	6 940
Diffa	Mainé Soroa	non_deplacee	180 774	-	35 679	53 915	793	-	54 708
Diffa	Mainé Soroa	pdi	11 200	-	1 623	9 577	-	-	9 577
Diffa	N'Gour	non_deplacee	71 079	-	-	21 324	-	-	21 324
Diffa	N'Gour	pdi	697	-	467	230	-	-	230
Diffa	N'Guigmi	non_deplacee	100 749	-	-	63 246	-	-	63 246
Diffa	N'Guigmi	pdi	37 503	-	1 114	34 161	2 228	-	36 389
Diffa	N'Guigmi	refugiee	9 050	-	229	8 363	458	-	8 821
Dosso	Boboye	non_deplacee	364 975	279 434	85 541	-	-	-	-
Dosso	Dioundiou	non_deplacee	158 387	126 710	31 677	-	-	-	-
Dosso	Dogondoutchi	non_deplacee	538 179	-	-	113 316	-	-	113 316
Dosso	Dosso	non_deplacee	711 691	474 461	237 230	-	-	-	-
Dosso	Falmey	non_deplacee	149 208	117 087	32 121	-	-	-	-
Dosso	Gaya	non_deplacee	378 035	325 221	52 814	-	-	-	-
Dosso	Loga	non_deplacee	255 885	-	-	55 948	-	-	55 948
Dosso	Tibiri	non_deplacee	390 147	335 283	54 864	-	-	-	-
Maradi	Aguié	non_deplacee	352 251	41 577	39 566	-	-	-	-
Maradi	Bermo	non_deplacee	74 853	-	-	23 588	-	-	23 588
Maradi	Guidan Roumdji	refugiee	57 122	-	-	51 410	-	5 712	57 122
Maradi	Dakoro	non_deplacee	902 716	-	-	227 574	-	-	227 574
Maradi	Gazaoua	non_deplacee	229 878	29 081	23 872	-	-	-	-
Maradi	Guidan Roumdji	non_deplacee	749 924	-	83 920	130 344	10 713	-	141 057
Maradi	Guidan Roumdji	pdi	6 885	-	814	3 850	2 221	-	6 071
Maradi	Madarounfa	non_deplacee	642 739	-	68 323	107 798	16 701	-	124 499
Maradi	Madarounfa	pdi	9 025	-	120	6 137	2 768	-	8 905
Maradi	Mayahi	non_deplacee	797 851	110 272	73 514	-	-	-	-
Maradi	Tessaoua	non_deplacee	738 664	99 496	70 657	-	-	-	-
Maradi	Ville de Maradi	non_deplacee	382 681	80 989	7 162	-	-	-	-
Niamey	Ville de Niamey	pdi	40 241	-	-	40 241	-	-	40 241
Niamey	Ville de Niamey	refugiee	4 658	-	-	4 658	-	-	4 658
Niamey	Ville de Niamey	non_deplacee	1 407 632	-	399 301	10 917	-	-	10 917
Tahoua	Abalak	non_deplacee	367 822	27 802	56 928	-	-	-	-
Tahoua	Bagaroua	non_deplacee	103 755	-	-	36 097	-	-	36 097
Tahoua	Birni N'Konni	non_deplacee	449 027	59 349	44 088	-	-	-	-
Tahoua	Bouza	non_deplacee	639 164	-	-	190 610	-	-	190 610
Tahoua	Illéla	non_deplacee	483 100	-	13 514	-	72 035	-	72 035
Tahoua	Keita	non_deplacee	483 785	-	-	125 037	-	-	125 037
Tahoua	Madaoua	non_deplacee	782 924	122 173	58 177	-	-	-	-
Tahoua	Malbaza	non_deplacee	333 543	53 959	22 874	-	-	-	-
Tahoua	Tahoua	non_deplacee	619 727	-	-	142 756	-	-	142 756
Tahoua	Tassara	non_deplacee	35 101	-	-	22 662	2 463	328	25 454
Tahoua	Tassara	pdi	9 647	-	-	-	7 624	2 023	9 647

Personnes dans le besoin par phase de sévérité et par département

Région	Département	Groupe de population	Population INS 2022 + Mvmts Population	Minimal 1	Stress 2	Sévère 3	Extreme 4	Catastrophique 5	PIN TOTAL
Tahoua	Tchintabaraden	non_deplacee	208 220	19 554	28 409	-	-	-	-
Tahoua	Tillia	non_deplacee	55 958	-	-	7 522	13 819	3 848	25 189
Tahoua	Tillia	pdi	30 769	-	-	6 509	19 526	4 734	30 769
Tahoua	Ville de Tahoua	non_deplacee	214 551	33 164	16 257	-	-	-	-
Tillabéri	Abala	non_deplacee	206 883	-	-	69 167	11 116	2 470	82 753
Tillabéri	Ouallam	refugiee	8 239	-	-	8 140	99	-	8 239
Tillabéri	Ayerou	non_deplacee	81 767	-	-	37 946	2 203	734	40 884
Tillabéri	Balleyara	non_deplacee	153 605	-	-	44 048	1 355	678	46 082
Tillabéri	Abala	pdi	20 859	-	-	15 349	5 510	-	20 859
Tillabéri	Abala	refugiee	16 443	-	-	16 443	-	-	16 443
Tillabéri	Banibangou	non_deplacee	95 985	-	-	39 152	4 736	4 105	47 993
Tillabéri	Ayerou	pdi	6 883	-	-	6 616	267	-	6 883
Tillabéri	Ayerou	refugiee	12 018	-	-	9 374	2 644	-	12 018
Tillabéri	Bankilaré	non_deplacee	121 724	-	-	31 353	25 359	4 150	60 862
Tillabéri	Balleyara	pdi	721	7	288	397	-	29	425
Tillabéri	Filingué	non_deplacee	439 797	-	-	120 236	-	-	120 236
Tillabéri	Banibangou	pdi	9 346	-	145	7 173	2 029	-	9 201
Tillabéri	Gothèye	non_deplacee	345 618	-	-	58 704	26 684	18 297	103 685
Tillabéri	Bankilaré	pdi	759	-	53	387	190	129	706
Tillabéri	Kollo	non_deplacee	667 306	482 847	184 459	-	-	-	-
Tillabéri	Gothèye	pdi	663	-	-	496	167	-	663
Tillabéri	Ouallam	non_deplacee	469 183	-	-	201 358	29 324	3 910	234 592
Tillabéri	Say	non_deplacee	251 820	-	-	63 745	-	-	63 745
Tillabéri	Ouallam	pdi	15 136	-	348	11 830	2 958	-	14 788
Tillabéri	Téra	non_deplacee	482 067	-	24 474	88 997	23 362	7 787	120 146
Tillabéri	Téra	pdi	2 057	-	111	1 835	111	-	1 946
Tillabéri	Tillabéri	non_deplacee	325 987	-	-	152 478	6 572	3 943	162 994
Tillabéri	Tillabéri	pdi	38 308	-	351	7 732	30 225	-	37 957
Tillabéri	Torodi	non_deplacee	261 832	-	-	65 458	13 092	-	78 550
Tillabéri	Torodi	pdi	5 141	-	-	4 746	395	-	5 141
Zinder	Belbedji	non_deplacee	139 612	-	-	-	32 103	-	32 103
Zinder	Damagaram Takaya	non_deplacee	349 067	52 084	28 186	-	-	-	-
Zinder	Dungass	non_deplacee	512 187	-	-	-	36 815	-	36 815
Zinder	Gouré	non_deplacee	474 482	63 268	45 846	-	-	-	-
Zinder	Kantché	non_deplacee	577 779	-	-	-	29 664	-	29 664
Zinder	Magaria	non_deplacee	836 233	108 971	83 331	-	-	-	-
Zinder	Mirriah	non_deplacee	734 560	125 617	66 685	-	-	-	-
Zinder	Takeita	non_deplacee	357 247	-	-	-	22 010	-	22 010
Zinder	Tanout	non_deplacee	621 160	-	-	-	51 026	-	51 026
Zinder	Tesker	non_deplacee	53 747	-	-	-	3 863	-	3 863
Zinder	Ville de Zinder	non_deplacee	463 024	116 136	22 772	-	-	-	-
Zinder	Ville de Zinder	refugiee	76	-	-	-	-	-	-
Sous total				3 344 863	2 087 343	3 052 052	536 290	66 102	
PIN Total								3 654 445	

Partie 2

Analyse des risques et suivi de la situation et des besoins

NAMARI GOUNGOU /TILLABERI, NIGER

PDI de Anzourou sur le site de Tillabéri ; mai 2021

Crédit : OCHA/Laura Fultang



2.1

Analyse des risques

Le Niger est confronté à une crise humanitaire complexe principalement marquée par l'insécurité persistante et les violences perpétrées par des groupes armés non étatiques contre les civils et les humanitaires, la pauvreté endémique, les effets du changement climatique, y compris les inondations saisonnières et les poches de sécheresse.

Le pays est en outre caractérisé par un climat essentiellement aride avec de vastes zones situées dans les régions du Sahel et du Sahara. Les températures annuelles moyennes sont comprises entre 23 °C et 30 °C. La quantité totale de précipitations annuelles varie de 10 mm dans les zones désertiques du nord à 800 mm dans le sud. Ce dernier se caractérise par un climat semi-aride et une végétation de type savane. Le pays ne connaît qu'une seule saison des pluies (régime de précipitation unimodal), qui s'étend de mai à octobre et atteint son pic en août.

Le changement climatique est actuellement considéré comme l'une des menaces les plus graves posées au développement du Niger, avec des impacts significatifs sur l'économie et les moyens de subsistance des populations. Le Niger, à l'image des autres pays sahéliens, est soumis à d'importantes modifications du climat se traduisant par une forte variabilité, notamment la modification des régimes pluviométriques, les températures extrêmes et les inondations alternant avec les sécheresses récurrentes.

Les sécheresses et les inondations sont des événements directement attribués à la variabilité et au changement climatique. Ces dernières sont les risques les plus importants et les plus récurrents au Niger. Les sécheresses touchent tout le pays, tandis que les inondations touchent principalement les régions du sud-ouest du Niger.

L'analyse des risques se focalise sur l'identification, l'évaluation de la probabilité et de l'impact des principaux facteurs de risques auxquels le Niger fait face.

Selon les résultats de l'analyse des risques utilisant le modèle INFORM de 2022¹⁵⁶, Le Niger a le 2e indice de risque le plus élevé du Sahel avec un score de 7,4. Les régions du pays ayant les scores les plus élevés sont Diffa, Tillabéri et Maradi avec respectivement 7,6, 7,1, et 6,9. Une moyenne de 7,2 au cours des 5 dernières années démontre que le pays continue à subir les impacts néfastes des conflits armés et des aléas climatiques malgré les efforts du gouvernement et de ses partenaires dans la préparation et la prévention à ces risques. Bien que les facteurs de risques et les vulnérabilités des populations varient selon les régions, les capacités d'adaptations sont assez similaires et très faibles en raison des insuffisances infrastructurelles (indice manque de capacité d'adaptation INFORM 7,6).

Index INFORM



Pour plus d'informations, visitez :

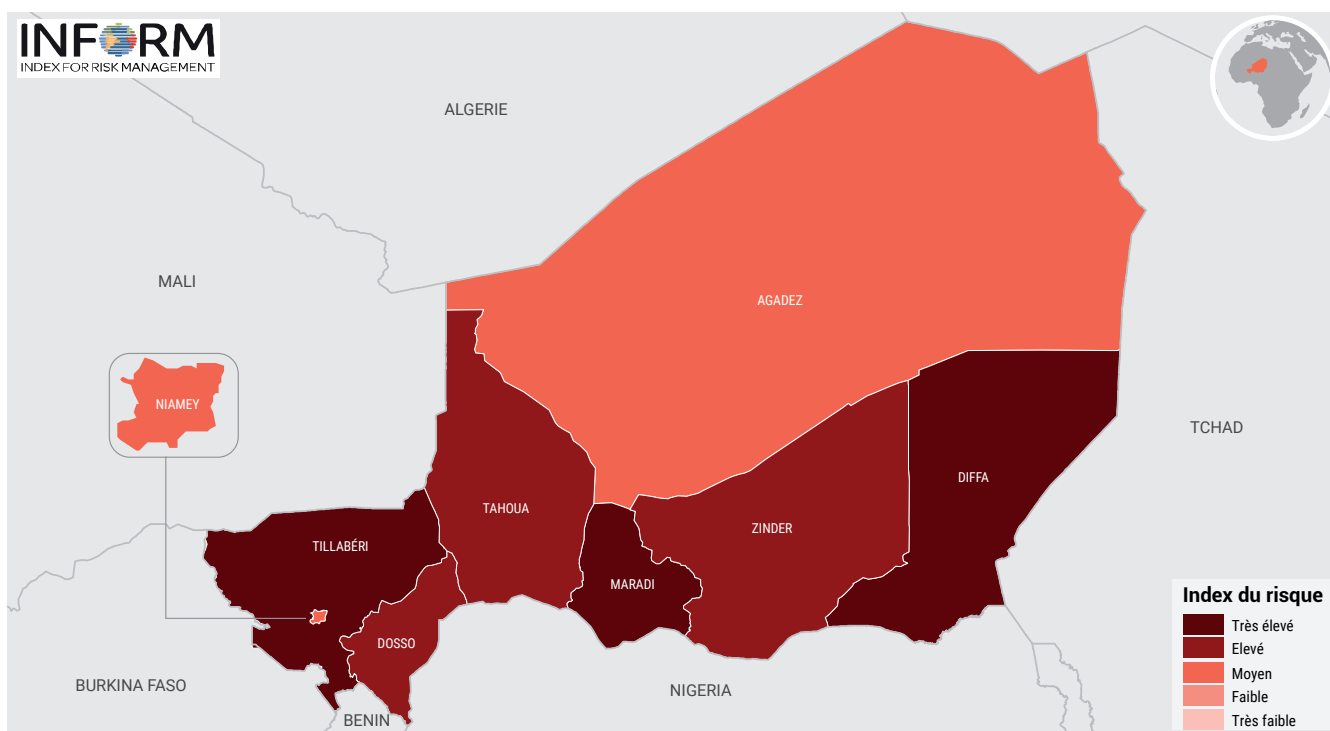
www.inform-index.org



NIGER

Profile de risque INFORM 2021

AU 27 September 2021



Les frontières, les noms indiqués et les désignations employés sur cette carte n'impliquent pas reconnaissance ou acceptation officielle par l'Organisation des Nations Unies.
Date de création: 21 novembre 2021 Sources : ESRI, UNCS, INFORM Feedback: ocha@niger.org www.unocha.org www.informweb.int

0 150 300 km

REGIONS	Probabilité insécurité alimentaire	Exposition physique aux inondations		Dégradation des terres		Probabilité sécheresse & impact historique		Naturel	Violence politique		Probabilité liée aux conflits		Humain	DANGER	Development & Deprivation		Inégalité	Dépendance à l'aide		Vulnérabilité Socio-Economique		Personnes déracinées		Conditions Sanitaires		Enfants U5		Malnutrition		Chocs récents		Sécurité alimentaire		Autres groupes vulnérables		Groupes vulnérables		VULNERABILITE		DRR		Governance		Institutionnel		Communication		Infrastructures physiques		Accès aux soins de santé		Infrastructure		MANQUE DE CAPACITE DE		RISQUE
Diffa	4,1	9,1	7,8	7,5	7,5	8,0	8,1	8,0	7,8	9,5	5,5	3,2	6,9	9,1	4,5	6,8	5,1	3,2	10,0	6,8	8,2	7,6	7,1	6,7	6,9	8,8	7,7	6,4	7,6	7,3	7,6																									
Tillabery	2,6	7,9	7,0	6,7	6,4	8,0	8,1	8,0	7,3	9,0	5,5	3,2	6,7	7,2	4,3	7,3	3,2	1,9	9,4	6,1	6,7	7,1	6,7	6,9	8,8	9,4	5,3	7,8	7,4	7,1																										
Maradi	2,4	6,7	6,0	6,6	5,7	6,0	8,1	7,1	6,5	9,5	5,5	3,2	6,9	6,2	4,7	8,1	6,2	3,8	4,6	5,7	6,0	6,5	7,1	6,7	6,9	8,8	10,0	6,0	8,3	7,7	6,9																									
Tahoua	2,0	8,1	4,4	6,6	5,7	5,0	8,1	6,6	6,2	9,7	5,5	3,2	7,0	6,3	4,7	7,4	0,5	0,2	3,6	3,8	5,2	6,2	7,1	6,7	6,9	8,8	10,0	5,6	8,1	7,6	6,6																									
Zinder	2,2	5,9	6,5	7,0	5,7	4,0	8,1	6,1	5,9	9,6	5,5	3,2	7,0	0,0	4,1	8,1	2,3	3,4	3,5	4,7	2,7	5,2	7,1	6,7	6,9	8,8	9,9	5,6	8,1	7,6	6,2																									
Dosso	1,8	6,9	5,9	6,2	5,5	4,0	8,1	6,1	5,8	9,5	5,5	3,2	6,9	0,0	4,4	6,9	4,0	2,1	3,2	4,3	2,4	5,1	7,1	6,7	6,9	8,8	10,0	6,0	8,3	7,7	6,1																									
Niamey	1,6	5,3	1,1	6,7	4,1	4,0	8,1	6,1	5,2	5,7	5,5	3,2	5,0	6,5	4,7	5,3	2,3	0,2	2,0	3,1	5,0	5,0	7,1	6,7	6,9	8,8	4,1	6,3	6,4	6,7	5,6																									
Agadez	2,2	0,1	0,4	8,8	4,1	4,0	8,1	6,1	5,2	7,5	5,5	3,2	5,9	0,0	4,0	6,7	5,8	1,9	4,0	4,7	2,7	4,5	7,1	6,7	6,9	8,8	7,0	6,0	7,3	7,1	5,5																									

Afin de définir le scénario le plus probable de l'évolution de la situation humanitaire en 2022, et identifier les risques qui entraîneraient des conséquences notables sur les besoins humanitaires, un cadre d'analyse conjointe des risques a été établi en septembre 2021 à travers des ateliers régionaux et nationaux. Un des objectifs de ce cadre d'analyse était d'identifier les risques les plus fréquents qui affectent le Niger afin de réaliser une évaluation de ces risques combinés et permettre à la communauté humanitaire de mettre en place des mesures pour atténuer leur impact potentiel.

Ainsi, trois risques majeurs ont été retenus notamment les conflits armés, les inondations et la sécheresse.

Sécheresse.

La sécheresse qui a touché le Niger, à partir du début des années 1970, dure depuis plusieurs décennies et constitue l'un des changements climatiques récents les plus incontestables et les plus importants reconnus par la communauté des chercheurs en climatologie¹⁵⁷.

Entre 1973 et 2018, environ 21 300 cas de catastrophes ont été répertoriés au Niger dont 16 208 sécheresses (73 pour cent), 2 349 inondations (10 pour cent), 2 042 épidémies (9 pour cent), 482 épizooties (2 pour cent) et 220 feux de brousse (1 pour cent)¹⁵⁸.

La sécheresse peut survenir dans toutes les zones agro écologiques du Niger du fait de la mauvaise répartition des pluies dans le temps. Dans certaines zones du Niger, la sécheresse est devenue un phénomène perpétuel. C'est le cas des zones situées sur le long de la limite nord des cultures (nord des régions de Maradi, Tahoua, Zinder, Tillabéri et Diffa)¹⁵⁹.

En moyenne, 4 millions de personnes sont touchées par la sécheresse chaque année, mais ce nombre peut être considérablement plus élevé pendant les années d'une sécheresse grave. Outre le déficit d'eau pour la consommation humaine, la production alimentaire et fourragère qu'elles engendrent, les sécheresses constituent le principal déclencheur de la volatilité des prix des céréales de base, de conflits autour des

ressources naturelles (pâturage et eau en particulier) et sont étroitement associées à certains ravageurs et maladies des cultures ainsi que la morbidité du bétail.

La fréquence accrue des sécheresses et les pénuries d'eau qui en résultent dans l'agriculture pluviale font peser des menaces importantes sur l'agriculture de même que sur le pastoralisme, en raison d'une saison des pluies extrêmement courte et erratique, et de longues périodes de sécheresse. Les groupes vulnérables à la sécheresse sont les populations qui évoluent dans un système de production agropastoral extensif¹⁶⁰. Cependant, les groupes les plus touchés sont les petits agriculteurs possédant de petites exploitations et les agropasteurs et pasteurs en voie de sédentarisation n'ayant ni suffisamment de produits animaux à vendre ni suffisamment de terres propices à l'agriculture.

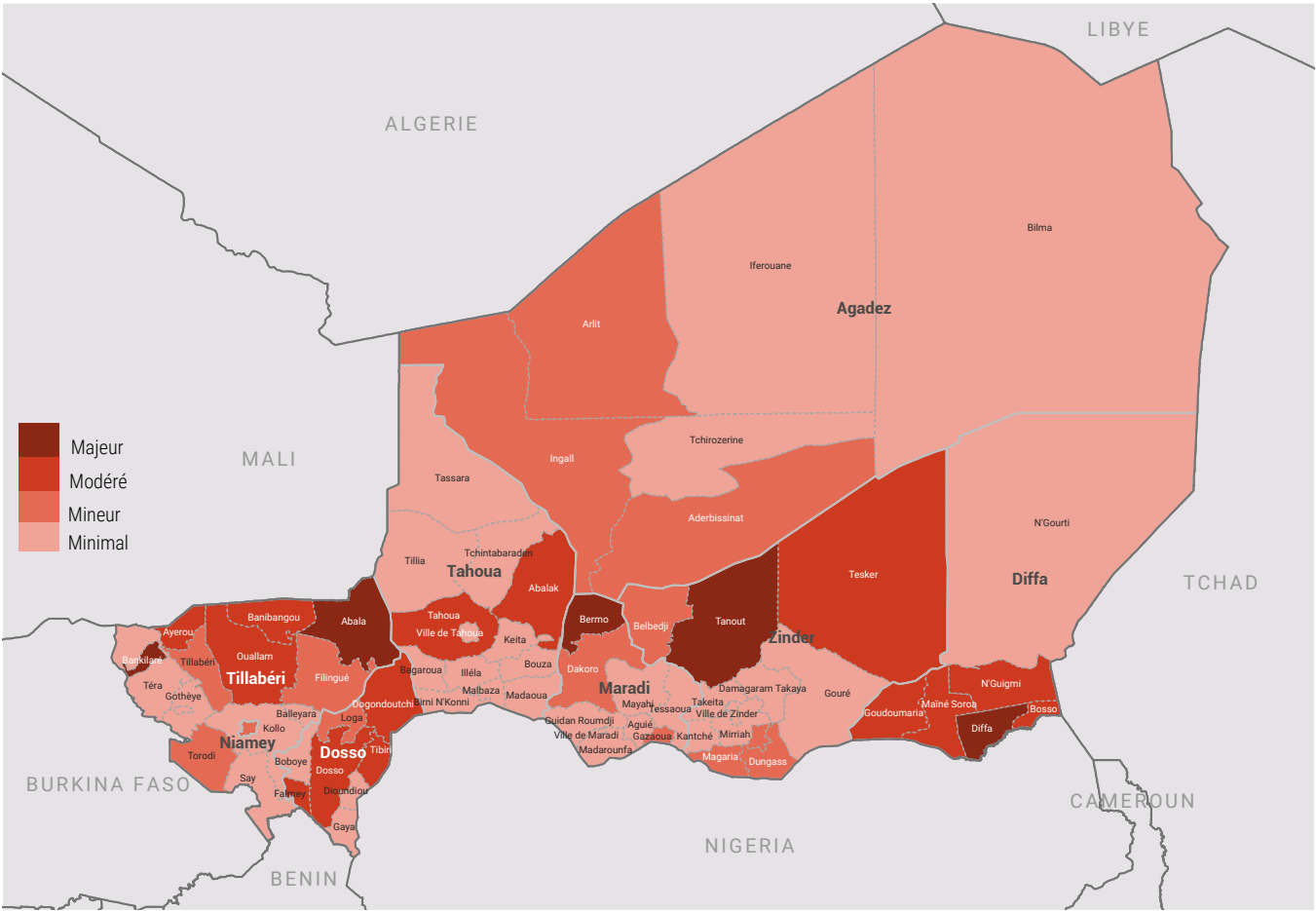
Le scénario de prise en compte de la sécheresse a été bâti autour du modèle déclencheur pour la prise de décision, développé par le PAM en collaboration avec l'IRI (International Research Institute for Climate and Society), de l'Université de Columbia aux États-Unis¹⁶¹ et utilisé dans le cadre des actions anticipatoires pour l'allocation du fonds CERF. Même si le seuil déclencheur de 35 pour cent pour répondre à une sécheresse n'a pas été atteint, le modèle a permis d'identifier des poches de sécheresse dans certains départements.

L'hypothèse de base établie ici est que les départements identifiés auront une forte probabilité d'être touchés par la sécheresse l'année prochaine, d'où une sévérité de 4 sur une échelle de 1 à 5. Les travaux de groupes ont permis d'estimer l'impact sur une échelle de 1 à 5. Le risque a donc été estimé pour les départements en utilisant l'impact perçu et la probabilité d'occurrence à travers la formule suivante : $\text{Risque} = \text{Impact} \times \text{Probabilité}$. Il est ressorti que la sécheresse pourrait affecter principalement les départements de Diffa (régions de Diffa), Bermo (région de Maradi), Abala et Bankilare (région de Tillabéri) et Tanout (région de Zinder). L'analyse des risques a identifié 5 départements avec des scores très élevés dont Diffa, Bermo, Abala, Bankilaré et Tanout.

Tableau d'analyse des risques de Sécheresse

REGION	DEPARTEMENT	PROBABILITE	IMPACT	NIVEAU D'EXPOSITION
AGADEZ	Ingall	3	5	15
AGADEZ	Tchirozerine	4	4	16
DIFFA	Bosso	4	5	20
DOSSO	Gaya	4	4	16
MARADI	Guidan Rounджи	3	4	12
MARADI	Ville de Maradi	4	4	16
NIAMEY	Ville de Niamey	4	4	16

Carte analyse des risques : Sécheresse



Source : partenaires humanitaires

Inondations

Selon les données collectées de 1998 à 2017 au Niger, la fréquence des inondations des inondations augmente¹⁶². Les zones Sud-Ouest du pays sont les plus exposées aux risques d'inondation. Au cours des 20 dernières années, le focus était sur les changements de l'ampleur des inondations du fleuve Niger pour comprendre les changements dans les caractéristiques hydrologiques et les principaux facteurs déclenchant l'augmentation des inondations dans la région. Cependant, le fleuve Niger n'est qu'une des causes du risque d'inondation, car d'autres événements y contribuent au-delà d'une dynamique fluviale¹⁶³.

Depuis 2014, la Cellule de Coordination du Système d'Alerte Précoce (CC/SAP) a mise en place, avec le support du projet ANADIA (Adaptation au Changement Climatique et Réduction des Risques de Catastrophe en Agriculture pour la Sécurité Alimentaire au Niger), une base de données¹⁶⁴ permettre l'évaluation des impacts des inondations.

Les données sur les impacts des inondations utilisées sont pour la période 1998-2020. Sur les 24 dernières années, 3 115 290 personnes et environ 7 100 localités ont été touchées par des inondations avec plus de 225 000 maisons détruites et des pertes d'environ 205 000 hectares de cultures et 46 540 UBT. Une forte augmentation du nombre de localités et de personnes touchées est manifeste au cours de la période 1998-2020¹⁶⁵. La tendance montre une augmentation non linéaire ; la plupart des dommages sont concentrés dans la période 2010-2020.

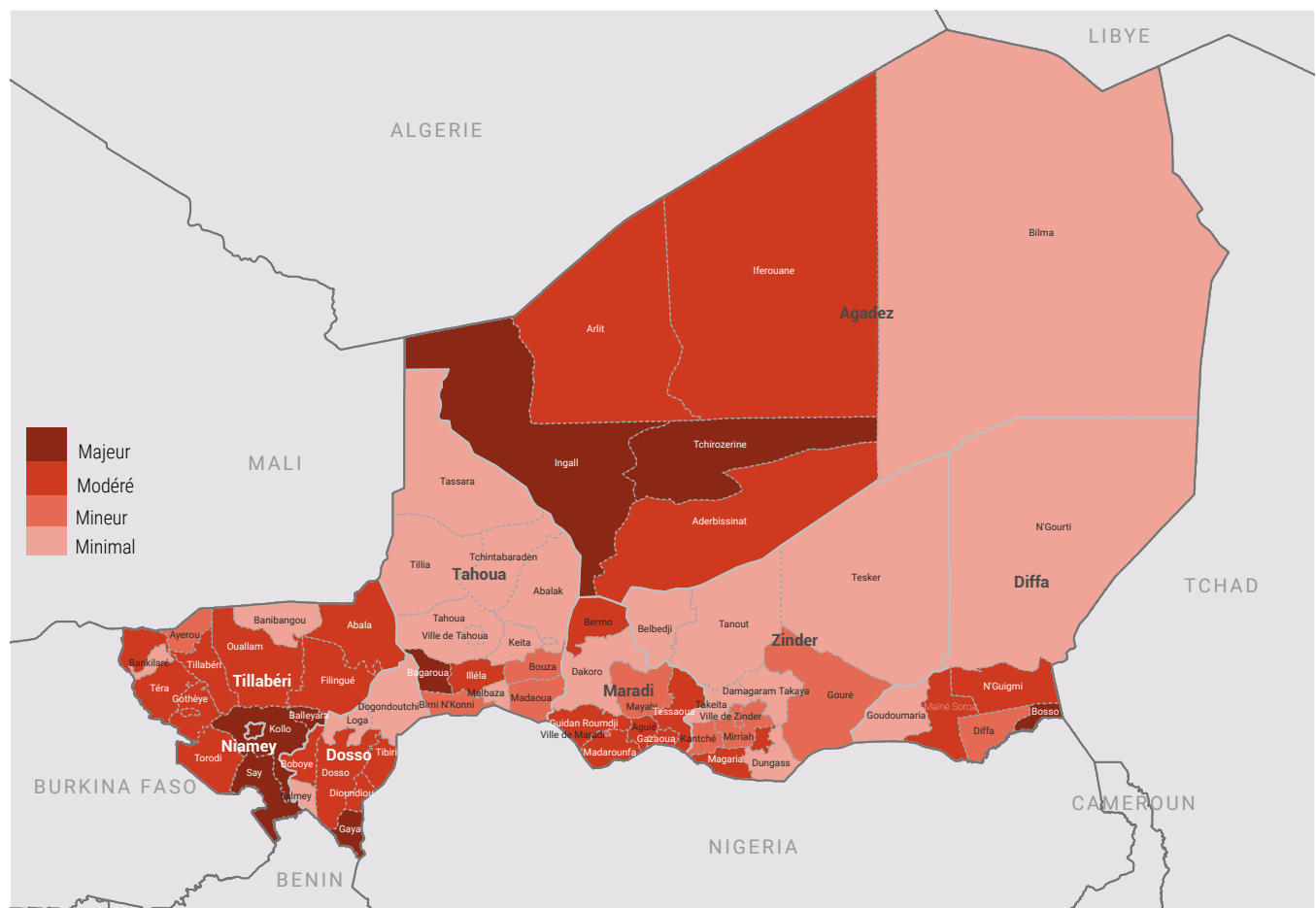
Globalement, les inondations affectent toutes les régions du Niger, mais à des degrés différents. Elles constituent depuis une décennie un des majeurs risques qui impactent sur le développement socio-économique et sur la sécurité alimentaire des populations. Ceci s'avère particulièrement exact dans les départements qui connaissent la combinaison des différentes dynamiques. Par exemple, le département de Gaya, dans la région de Dosso, connaît des événements dus à la crue du fleuve Niger, à l'inondation des dallols et aux inondations soudaines.

Le scénario le plus probable s'articule autour des résultats analytiques des données historiques de la base de données ANADIA2 et notamment sur le nombre de fois qu'une localité d'un département ait été touchée par les inondations. L'estimation de la probabilité d'occurrence a donc été faite sur la base du nombre de fois qu'une localité d'un département a été inondée les 24 dernières années. Une probabilité de 4 sur une échelle de 5 a alors été attribuée au département avec une forte occurrence. L'analyse des risques d'inondations en utilisant en utilisant l'impact perçu et la probabilité d'occurrence (à travers la formule $\text{Risque} = \text{Impact} \times \text{Probabilité}$ et selon des scores allant de 1 à 5.) a fait ressortir 12 départements qui pourront être considérablement affectés par les inondations en 2022 (avec une probabilité d'occurrence modérée à élever et un impact sévère ou critique. Les départements de Guidan Roumji et de Téra présentent des risques modérés tandis que les départements de Bosso, Ingall, Tchirozeriene, Gaya, Ville de Maradi, Ville de Niamey, Bagaroua, Balleyara Kollo et Say présentent des risques élevés.

Tableau d'analyse des risques des inondations

REGION	DEPARTEMENT	PROBABILITE	IMPACT	NIVEAU D'EXPOSITION
AGADEZ	Ingall	3	5	15
AGADEZ	Tchirozerine	4	4	16
DIFFA	Bosso	4	5	20
DOSSO	Gaya	4	4	16
MARADI	Guidan Roudji	3	4	12
MARADI	Ville de Maradi	4	4	16
NIAMEY	Ville de Niamey	4	4	16

Carte analyse des risques : Inondations



Source : partenaires humanitaires

Conflits et insécurité

Les conflits et l'insécurité sont des facteurs sous-jacents qui créent des besoins humanitaires et fragilisent davantage les populations avec des déplacements forcés répétitifs. Principalement alimenté par l'insécurité et les conflits dans les pays limitrophes tels que le Burkina Faso, le Mali et le Nigéria, les conflits au Niger sont la principale raison des déplacements forcés en 2021. Plus de 82 pour cent des PDI déclarent s'être déplacés à cause des conflits armés (y compris affrontements et attaques armées)¹⁶⁶.

En 2022, la communauté humanitaire ne s'attend pas à une amélioration de la situation sécuritaire dans les pays voisins susmentionnés. Cela pourrait générer de nouveaux affrontements ou le statuquo pourrait être maintenu dans la zone des trois frontières (Burkina Faso-Mali-Niger), les départements de Tillia et Tassara (région de Tahoua), la bande sud de Maradi frontalière avec le Nigéria et la région de Diffa au niveau du Bassin du Lac Tchad. Une tendance à l'amplification des conflits aux frontières ou le statuquo comme scénario le plus probable entraînera de facto des déplacements importants et des besoins accrus induits tant que les GANE continueront de représenter une menace importante pour la sécurité en lançant régulièrement des attaques directes et asymétriques, notamment contre les civils. De même, pour l'instant et selon

toute indication, le contrôle des zones ne semble pas faire partie de la stratégie des GANE qui privilégient des attaques-surprises contre des cibles militaires et les civils. Une préoccupation majeure reste la zone des trois frontières, où les exactions des GANE entraîneraient de graves violations des droits humains avec des pertes de vies et des moyens de subsistance et provoqueraient des déplacements.

Globalement, les conflits devraient se poursuivre, entraînant des morts et des blessés parmi les civils, l'inaccessibilité aux terres agricoles avec des violations et atteintes aux droits humains, une augmentation de l'insécurité alimentaire et une limitation d'accès aux services sociaux de base. L'accès humanitaire qui a été un défi demeurera ainsi dans les prochains douze mois.

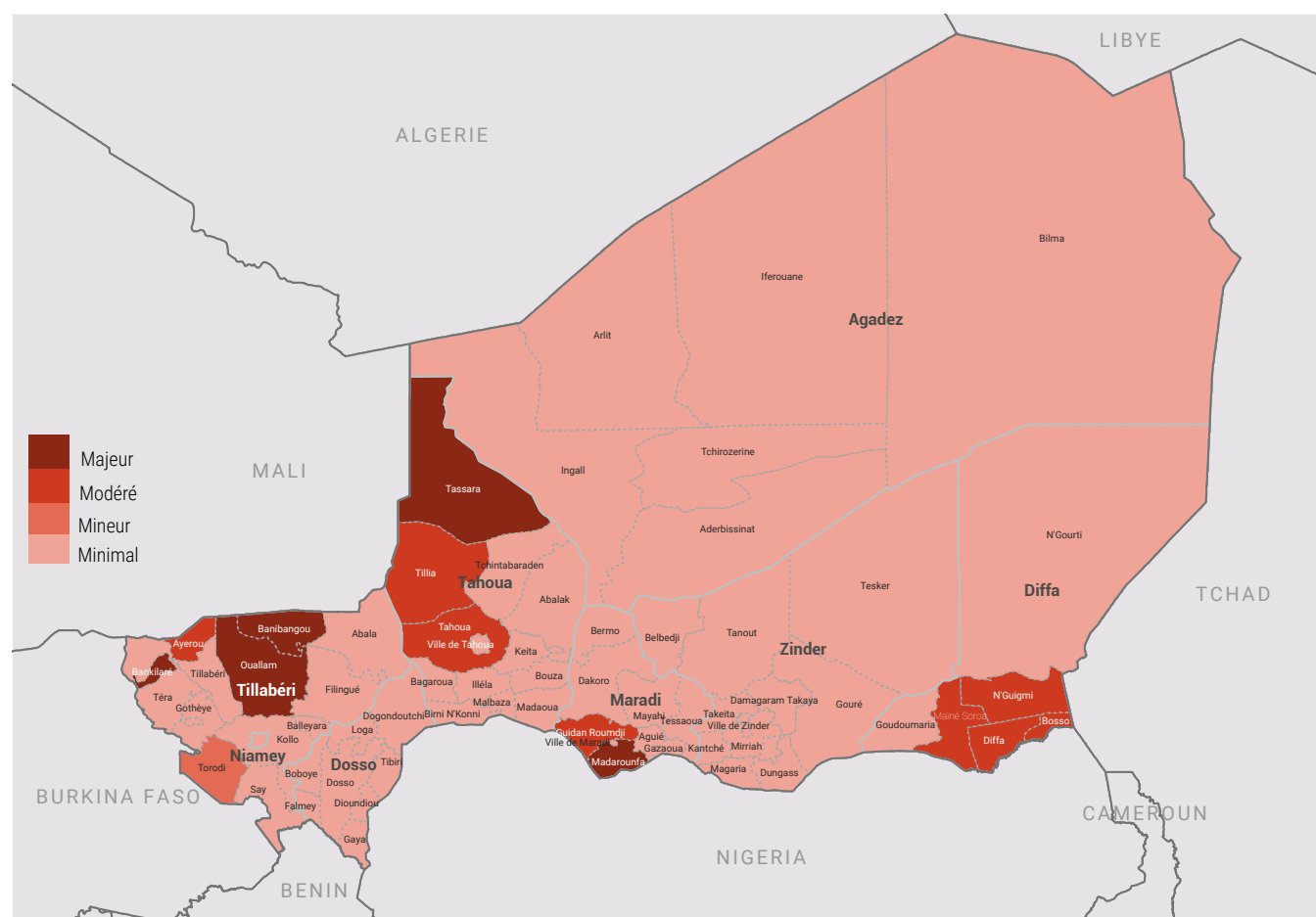
Les conflits armés affectent principalement les régions de Diffa, Maradi, Tahoua, et Tillabéri avec des risques d'occurrence modérés à élevés. L'analyse des risques a identifié 17 départements dont les risques sont élevés à savoir Madarounfa, Tassara, Banibangou, Bankilaré, et Ouallam. Les départements de Bosso, Diffa, Mainé Soroa, N'Guigmi, Guidan Roumji, Tahoua, Tillia, Abala, Ayerou, Filingué, Gothèye et Tillabéri présentent quant à eux des risques modérés.

Tableau d'analyse des risques de conflits armés

REGION	DEPARTEMENT	PROBABILITE	IMPACT	NIVEAU D'EXPOSITION
DIFFA	Bosso	4	3	12
DIFFA	Diffa	4	3	12
DIFFA	Mainé Soroa	4	3	12
DIFFA	N'Guigmi	4	3	12
MARADI	Guidan Roumdji	3	3	9
MARADI	Madarounfa	5	3	15
TAHOUA	Tassara	4	4	16
TAHOUA	Tillia	3	3	9

REGION	DEPARTEMENT	PROBABILITE	IMPACT	NIVEAU D'EXPOSITION
TILLABERI	Abala	4	3	12
TILLABERI	Ayerou	3	3	9
TILLABERI	Banibangou	5	5	25
TILLABERI	Bankilaré	5	4	20
TILLABERI	Filingué	3	3	9
TILLABERI	Gothèye	4	3	12
TILLABERI	Ouallam	4	4	16

Carte analyse des risques : Conflits



Source : partenaires humanitaires

Analyse globale : L'évolution la plus probable

L'analyse globale des risques s'est focalisée sur la moyenne des scores des 3 risques identifiés. Les départements présentant des scores de risques modérés à élevés sont considérés dans l'analyse de l'évolution la plus probable de la situation humanitaire en 2022. C'est ainsi que 11 départements ont été

identifiés incluant Bosso, Diffa, Mainé Soroa, N'Guigmi, Bermo, Madarounfa, Abala, Ayérou, Banibangou, Bankilaré, Ouallam.

Tableau d'analyse des risques : Situation globale

REGION	DEPARTEMENT	NIVEAU D'EXPOSITION
DIFFA	Bosso	15
DIFFA	Diffa	11
DIFFA	Mainé Soroa	9
DIFFA	N'Guigmi	10
MARADI	Bermo	9
MARADI	Madarounfa	8
TILLABERI	Abala	12
TILLABERI	Ayerou	9
TILLABERI	Banibangou	12
TILLABERI	Bankilaré	13
TILLABERI	Ouallam	12

Projection des PIN

Les résultats de l'analyse combinée des risques ont fait ressortir que 11 départements seraient susceptibles d'être affectés par les effets liés aux conflits, aux inondations et à la sécheresse, ce qui entraînerait une augmentation de plus d'1,5 million de personnes (soit une augmentation de 44 pour cent) qui se retrouveraient dans le besoin en raison de la dégradation probable de la situation humanitaire en 2022, principalement dans les régions de Tillabéri, Tahoua, Diffa et Maradi. L'estimation émane des modifications suivantes faites dans le calcul des PIN intersectoriel :

1. Incrémentation d'un point de la sévérité de l'indicateur abris des ménages enquêtes lors des évaluations multisectorielles dont la sévérité intersectorielle est en deçà du niveau 3 pour prendre en compte l'incidence de la dégradation des conditions des populations liées à l'augmentation probable du nombre de déplacés du fait des conflits ou des inondations
2. Incrémentation d'un point de la sévérité globale intersectorielle des ménages enquêtes lors des évaluations multisectorielles dont la sévérité intersectorielle est en deçà du niveau 3. Et

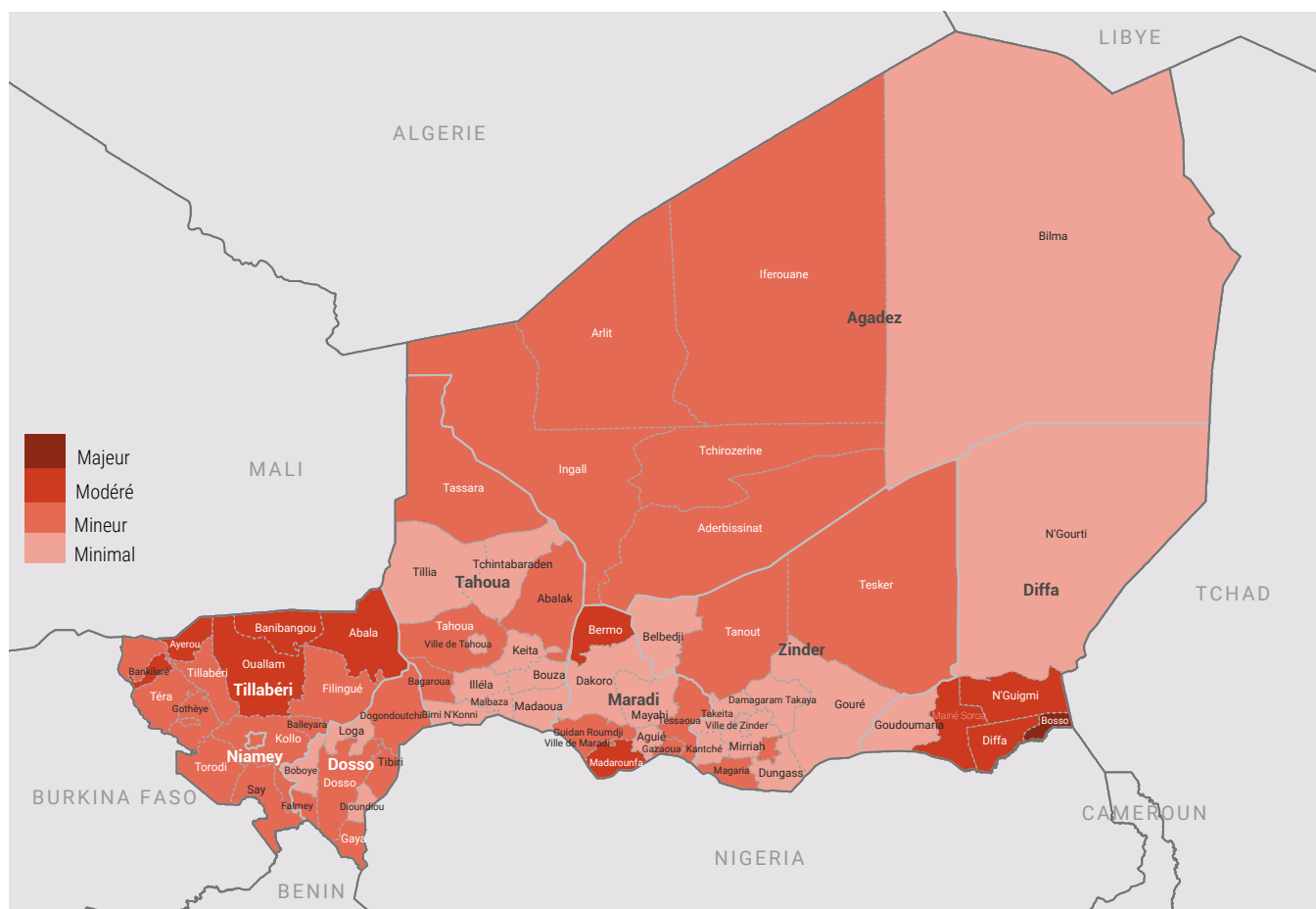
cela, pour prendre en compte l'incidence de la sécheresse

3. Incrémentation du nombre de départements en phase 2 dans la situation actuelle du cadre harmonisé qui passe en phase 3 dans la situation projetée.

4. Recalcul du PiN intersectoriel.

Ces 3 régions (Maradi, Diffa et Tillabéri) sont celles ayant également obtenu les scores les plus élevés dans l'analyse des risques INFORM. Le nombre de personnes dans le besoin devrait ainsi passer de 1,5 millions actuellement, à 2,5 millions en 2022 (68 pour cent de la population totale dans le besoin au Niger).

Carte analyse des risques : Situation globale



Le scénario le plus probable identifie les principaux risques qui devraient avoir une incidence sur les besoins humanitaires au cours des douze prochains mois. Il est donc essentiel de suivre l'évolution des besoins au fur et à mesure que les chocs se matérialisent. Bien qu'ils puissent toujours être améliorés, les outils de modélisation pour la sécheresse et les inondations et le suivi bien établis de certains indicateurs permettront de mesurer les changements contextuels par rapport aux conflits et à l'insécurité.

L'inter cluster au niveau national jouera un rôle primordial dans le suivi des tendances et les niveaux des alertes. Les Groupes Opérationnels des mécanismes de réponse rapide (GO RRM) permettront d'assurer le suivi et la remontée des alertes sur les déplacements forcés liés aux conflits et à l'insécurité. Les évaluations rapides (MSA) séviront d'évidence pour les besoins émergents. Ces mécanismes de veille de la situation humanitaire permettront d'évaluer globalement l'évolution des besoins des personnes des groupes vulnérables parmi les trois principales catégories de populations, à savoir les personnes

déplacées et les populations non déplacées et les réfugiés.

Les indicateurs clés sélectionnés ci-dessous permettront de suivre l'évolution des besoins liés aux impacts induits par des chocs tels que la sécheresse, les inondations et les conflits qui affecteront les conditions humanitaires des populations en termes

de conflits et d'insécurité alimentaire, d'excès de morbidité et de mortalité et de déplacements. Le suivi des indicateurs fournira des tendances globales et permettra de déclencher d'autres évaluations détaillées afin d'examiner des sous-groupes de population spécifiques qui sont susceptibles d'être les plus touchés.

#	RISQUE	INDICATEUR	CLUSTER	SOURCE
1	Choc climatique : sécheresse	1. % de ménages ayant accès à suffisamment d'eau pour boire, cuisiner, se laver, faire le ménage et autres usages domestiques, désagrégué par âge et sexe du Chef de ménage 2. % de ménages par score de sévérité pour l'échelle de la faim sensible au genre et handicap désagrégué par âge et sexe du Chef de ménage 3. Score de consommation	SECAL, WASH	MSA EHA
2.	Choc climatique : inondation,	1. Nombre de ménages ayant besoin d'un abri adéquat sensible au genre et handicap désagrégué par âge et sexe du Chef de ménage 2. % de personnes accédant et utilisant des latrines fonctionnelles sensibles au genre et handicap, et désagrégué par âge et sexe 3. Taux de létalité pour les flambées épidémiques de choléra 4. Nombre de cas ou taux d'incidence du choléra	GTABNA WASH SANTE	MSA
3.	Conflit et insécurité	1. % de ménage ayant besoin d'un abri adéquat sensible au genre et handicap désagrégué par âge et sexe du Chef de ménage 2. Nombre d'incidents de sécurité	GTABNA PROTECTION	MSA ACLED MONITORING DE PROTECTION

Calendrier des événements

Janvier - Septembre 2021

JANVIER - MAI

TILLABÉRI

105 civils dont 72 à Tiomobangou et 33 à Zaroumdarey ont été tués lors d'une incursion des GANE dans la commune rurale de Tondikiwindi, département de Ouallam (Janvier).

7 civils tués et 3 blessés dans un véhicule de la CENI qui a sauté sur un engin explosif improvisé (EEI) au village de Waraou commune de Dargol, département de Gotheye (Février).

MARADI

Publication de la note verbale sur l'imposition de l'escorte par le gouverneur de la région (Février).

MARADI

5 532 personnes réfugiées Nigérianes et 3 528 personnes déplacées internes ont été enregistrées dans la région entre janvier et mars 2021 suite à des attaques dans des villages frontaliers du Nigeria (Mars).

TILLABÉRI

64 civils, essentiellement Zarma, massacrés (28 à Sinégodar et 36 à Dareydey) dans les villages de Darey-dey et Sinégogar (département de Banibangou) lors d'une attaque des GANE (Mars).

TAHOUA

3 799 personnes ont quitté la localité de Bakorat et ses environs pour s'installer dans le village d'Intarakmat à 15 km de Tillia suite à une attaque. Quant à ceux installés à l'est de Tillia, ils seraient au tour de 85 ménages venus essentiellement de la localité d'Inkotayene (Mars).

TILLABÉRI

Déplacement de 12 000 personnes des villages de Gadabo, SangaraDanié et Gassa (commune d'Anzourou) pour s'installer à Tillabéri suite à une incursion des GANE dans la nuit du 14 au 15 mai 2021.

MARADI

Publication de la note verbale du Ministère des Affaires Etrangères et de la Coopération qui abroge toutes les notes sur l'imposition de l'escorte pour tout département hors agglomération (Mai).

JUIN - SEPTEMBRE

TAHOUA

Des individus armés ont braqué et emporté un véhicule Toyota hard-top de la GIZ dans le département d'Abalak, commune rurale d'Akoubounou, village d'Abangar situé à 10 kilomètres d'Akoubounou. Les occupants sont laissés sains et saufs par les assaillants dans la localité de Azeye, avant de prendre la direction de Tassara. Les intéressés sont localisés aux dernières nouvelles vers Ingall, région d'Agadez. (Juin).

TAHOUA

Spension distributions de vivres aux déplacés du département de Tillia intervenue après la fermeture de la ZAR (Juin).

DIFFA

Lancement par les autorités régionales des opérations de retour volontaires des PDI dans leurs villages d'origine: Première vague: 22 villages sont concernés (Juin).

DIFFA

1^{er} Cas de cholera enregistré dans la région (Juin).

MARADI

Suspension des opérations de distribution de vivres dans les villages d'accueilles réfugiés par le Gouverneur, en prélude à une mission de vérification de présence physique des réfugiés (Juillet).

TAHOUA

369 personnes se sont déplacés du village de Zangon Mallam Haro (Commune rurale de Bangui, département de Madaoua) pour s'installer dans le village de Zangon Labie (Commune rurale de Allakaye, département de Bouza) à cause de l'insécurité qui sévissait au Nigéria voisin (Juillet).

TILLABÉRI

114 ménages de 652 personnes du village de Moribane se sont déplacés pour s'installer à Banibangou suite à des représailles motivées par l'assassinat d'un chef des GANE (Septembre).



GAMOU/NIAMEY, NIGER

Vue aérienne camps Gamou Niamey ; juillet 2021

Credit : OCHA/Michelle Cattani

2.2

Suivi de la situation et des besoins

Compte tenu de la sévérité de la crise, il est primordial de mettre en place un système de suivi régulier afin de mesurer et comprendre l'impact de la crise sur les populations au Niger.

La communauté humanitaire à travers le groupe de coordination intersectorielle (ICCG) va ainsi assurer en 2022 un suivi régulier et périodique qui permettra de comprendre l'évolution de la situation humanitaire, des besoins et de la vulnérabilité des populations dans le besoin, en mettant en place différents mécanismes et indicateurs de suivi des besoins identifiés de manière consensuelle.

Une base de données sur les mouvements de populations (Personnes déplacées internes, retournés et réfugiés) au niveau des localités sera alimentée selon la disponibilité des données officielles mises à jour et fournies par les structures concernées. Parallèlement, la situation des personnes réfugiées continuera d'être monitorée par le HCR à travers ses outils de collecte et de monitoring.

Concernant le suivi des besoins, un outil a été mis en place en 2021 et sera renseigné sur une base mensuelle selon les indicateurs et les sources identifiées par l'Inter cluster. Les données collectées à travers cet outil seront sensibles au genre et à

l'âge et informeront sur les changements intervenus depuis l'élaboration du présent aperçu des besoins humanitaires, ainsi que les vulnérabilités spécifiques des différentes catégories de population. Les évaluations sectorielles vont se poursuivre et serviront principalement de source de données primaires qui contribueront également à suivre l'évolution de la situation et informer l'aperçu des besoins humanitaires. Les enquêtes du Cadre Harmonisé ainsi que l'enquête SMART prévues en mars et novembre 2022) sont autant de sources de données qui serviront à avoir une meilleure visibilité (aperçu global) sur l'évolution de la situation et des besoins principalement dans les secteurs de la sécurité alimentaire et de la nutrition.

La Task force « Evaluations » mise en place en 2021 dans le but de soutenir les initiatives intersectorielles et coordonnées d'évaluations et d'analyse des données sur les besoins humanitaires procèdera à une veille régulière des évaluations menées par les clusters/agences et à l'analyse des évaluations pertinentes disponibles afin de combler les lacunes d'informations identifiées au cours de l'année relativement aux besoins des populations.

Finalement, l'évaluation multisectorielle des besoins (MSNA) qui a contribué à informer le cycle de programmation humanitaire (Aperçu des besoins

humanitaires et Plan de réponse humanitaire) sera renouvelée en 2022. Cette évaluation menée par REACH permettra de faire ressortir la nature et la sévérité des nouveaux besoins multisectoriels des populations non déplacées et déplacées dans toutes les régions du pays, en s'appuyant sur une revue des données secondaires et la collecte de données primaires au niveau départemental et de ce fait, informera l'Aperçu des besoins humanitaires (HNO) 2023.

Un dernier outil de suivi des risques majeurs identifiés par la communauté humanitaire (conflits, inondations et sécheresse) et susceptibles d'affecter les populations a été élaboré et sera renseigné de façon périodique. Ce suivi permettra d'une part d'anticiper sur les conséquences de leur impact sur les groupes de populations moins vulnérables et éviter que ces groupes ne basculent dans une situation de vulnérabilité accrue permettra par ailleurs d'estimer/faire une projection des éventuels besoins additionnels générés par ces risques. La mise en place de tous ces mécanismes a pour but d'informer la prise de décision stratégique ainsi que les partenaires relativement à l'opérationnalisation et le renforcement de la réponse.

Indicateurs

#	INDICATEURS		SECTEURS	SOURCE
01	Pourcentage de ménages rapportant avoir accès aux BNA essentiels	Trimestrielle	GTABNA	RRM/ GTABNA/ OIM (DTM)/ Cluster Protection, Rapports de missions
02	Pourcentage de ménage habitant dans un abri non-adéquat (type et état de l'abri)	Trimestrielle	GTABNA	RRM/ GTABNA/ OIM (DTM)/ Cluster Protection, Rapports de missions
03	Pourcentage d'enfants en âge scolaire inscrits à l'école pour l'année scolaire 2021-2022	Mensuelle Annuelle	Education	Mensuelle (SITREP divers rapports ponctuels des GTE)
04	Pourcentage d'enfants en âge scolaire fréquentant régulièrement l'école (au moins 4 jours par semaine) au cours de l'année scolaire 2021-2022 lorsque les écoles étaient ouvertes, par groupe d'âge et de sexe	Mensuelle Annuelle	Education	Mensuelle (SITREP divers rapports ponctuels des GTE)

#	INDICATEURS		SECTEURS	SOURCE
05	Pourcentage d'école rouvertes suite à une intervention et fonctionnelle durant l'année scolaire	Mensuelle Annuelle	Education	Mensuelle (SITREP divers rapports ponctuels des GTE)
6	Nombre de personnes affectées ayant un accès (temporaire ou durable) à suffisamment d'eau pour boire, cuisiner, se laver, faire le ménage et autres usages domestiques	Semestrielle	EHA	Rapport/Cluster EHA
7	Nombre de personnes affectées ayant accès à une infrastructure sanitaire (latrine) améliorée et fonctionnelle	Semestrielle	EHA	Rapport/Cluster EHA
8	Nombre de personnes affectées ayant reçu de kits d'hygiène et/ou touchées par la promotion de l'hygiène y compris la prévention des maladies du COVID-19 et de cholera	Semestrielle	EHA	Rapport/Cluster EHA
9	Taux Malnutrition chronique (MC) chez les enfants 6-59 mois	Annuelle	Nutrition	Rapport enquête SMART
10	Taux de Malnutrition Aigüe Sévère (MAS) chez les enfants 6-59 mois	Annuelle	Nutrition	Rapport enquête SMART
11	Pourcentage de ménages déplacés internes + réfugiés vs ménages hôtes	Annuel (sur base du MSNA)	Protection	Comité de collecte des données sur les PDI / Protection Monitoring
12	Pourcentage de ménages rapportant avoir subi un ou plusieurs incidents de protection au cours des trois derniers mois	Mensuel (sur base du Protection Monitoring) ou annuel (via MSNA)	Protection	Protection Monitoring/ MSNA
13	Pourcentage de ménages rapportant avoir accès à un ou plusieurs services de protection	Trimestriel (sur base du 5W) ou annuel (sur base du MSNA)	Protection	MSNA / Protection Monitoring / Service mapping 5W
14	Pourcentage de ménages dans lesquels les femmes et les filles évitent certaines zones parce qu'elles ne s'y sentent pas en sécurité	Annuel (sur base du MSNA)	Protection de l'enfant	MSNA / Protection Monitoring / Service mapping
15	Nombre d'enfants non-accompagnés et séparés identifiés	Annuel (sur base du MSNA)	VBG	MSNA/ DTM
16	Nombre de femmes n'ayant pas bénéficié d'un accouchement assisté par un personnel qualifié dans les Districts Sanitaires ciblés	Trimestrielle	Santé	DHIS2/MSP
17	Nombre d'enfants de 0 à 11 mois ayant manqué au rendez-vous de la 3 ^e dose de Penta dans les Districts Sanitaires ciblés	Trimestrielle	Santé	DVD--MT/MSP
18	Nombre de structures sanitaires non-fonctionnelles dans les districts sanitaires ciblés	Trimestrielle	Santé	DHIS2/MSP
19	Analyse CH	Novembre Mars	Sécurité alimentaire	Gouvernement
20	Rencontre Techniques de Réévaluation de la situation alimentaire, nutritionnelle et pastorale		Sécurité alimentaire	Système d'Alerte Précoce (SAP)

Partie 3

Analyse sectorielle

NAMARI GOUNGOU/TILLABERI, NIGER

PDI de Anzourou sur le site de Tillabéri ; mai 2021.

Crédit : OCHA/Laura Fultang

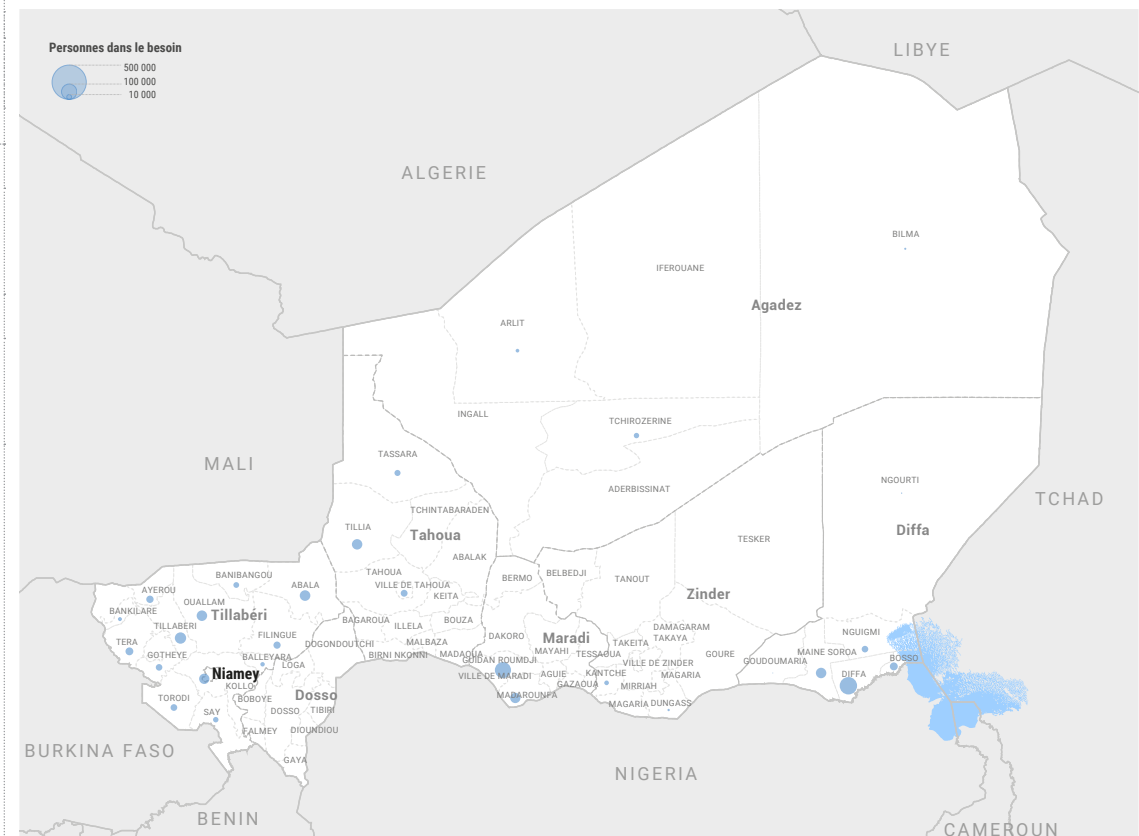


3.1 Abris et Biens Non Alimentaires - ABNA

PERS. DANS LE BESOIN

835k

TENDANCE (2015-2021)

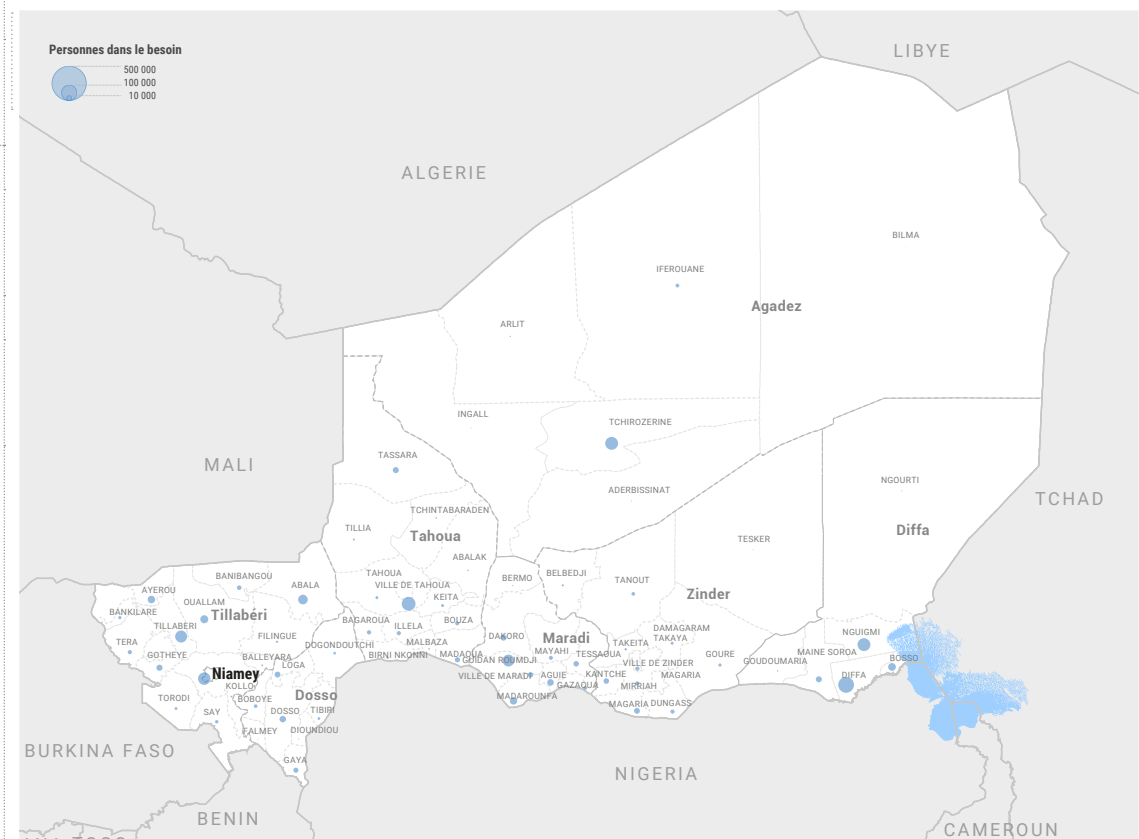


3.2 Eau, Hygiène et Assainissement - EHA

PERS. DANS LE BESOIN

1,2M

TENDANCE (2015-2021)



3.3 Education

PERS. DANS LE BESOIN

406k

TENDANCE (2015-2021)

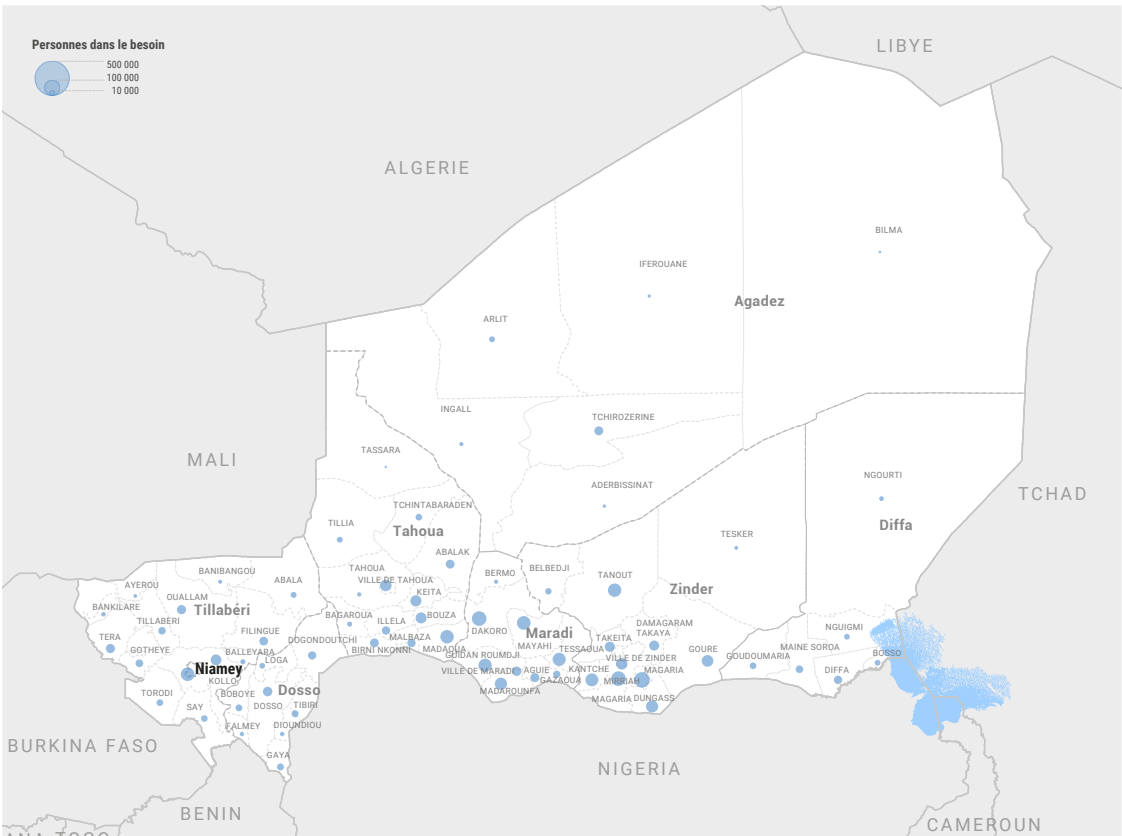


3.4 Nutrition

PERS. DANS LE BESOIN

2,4M

TENDANCE (2015-2021)

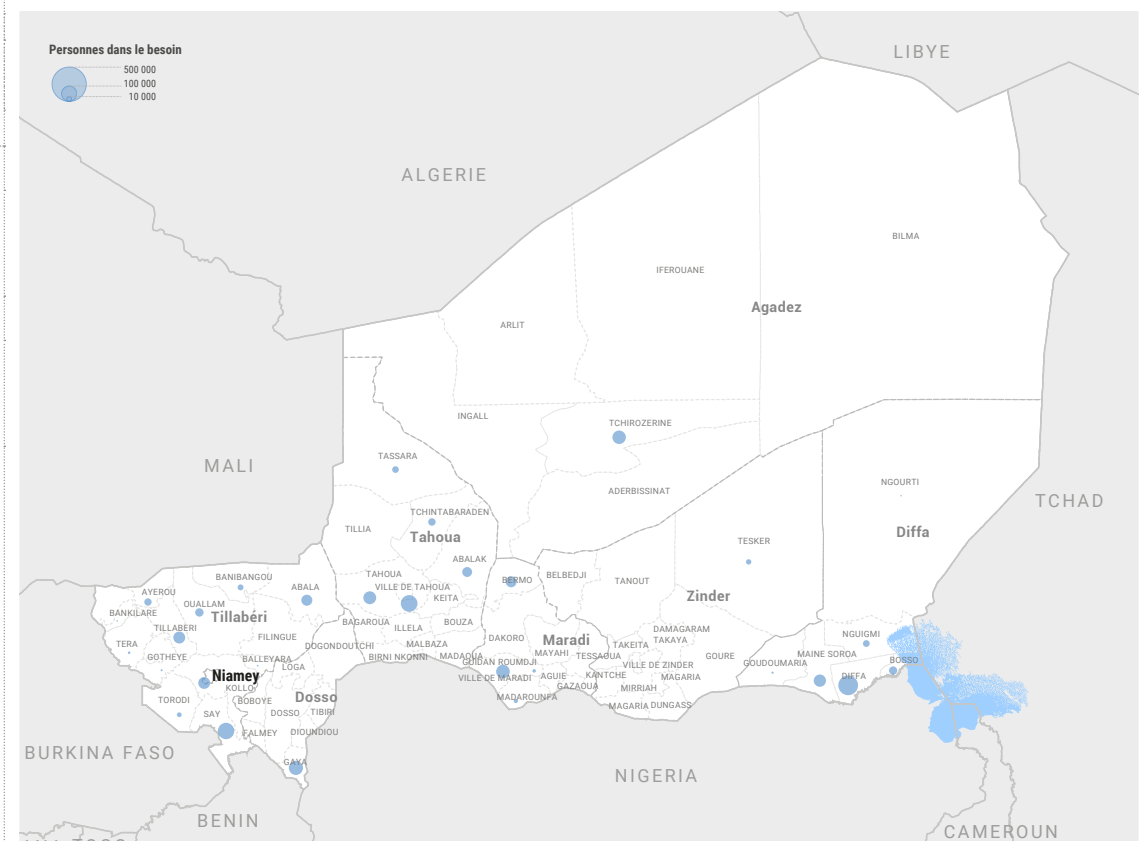


3.5 Protection

PERS. DANS LE BESOIN

1,1M

TENDANCE (2015-2021)

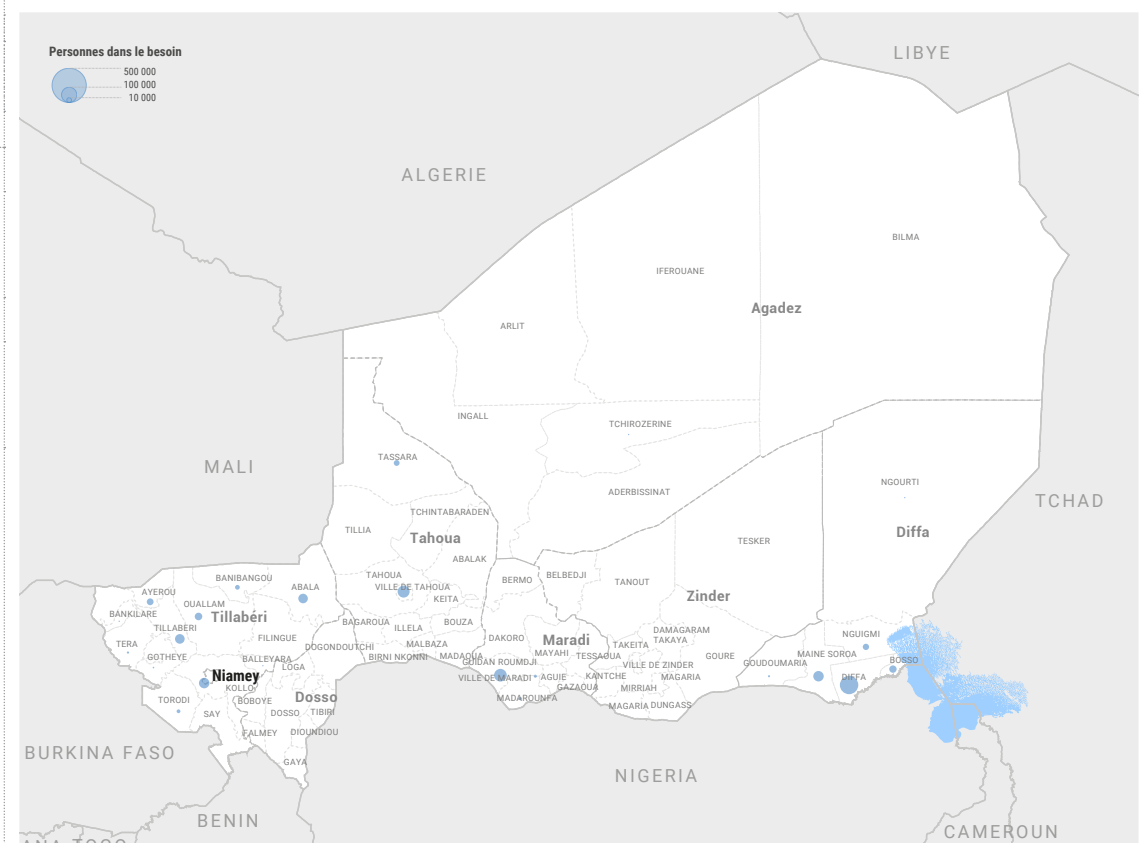
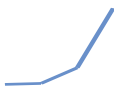


3.5.1 Protection : Protection de l'enfant

PERS. DANS LE BESOIN

611k

TENDANCE (2015-2021)



3.5.2 Protection : Violences basées sur le genre

PERS. DANS LE BESOIN

316k

TENDANCE (2015-2021)



3.5.3 Protection : Lutte Anti mines

PERS. DANS LE BESOIN

298k

TENDANCE (2015-2021)

n/d

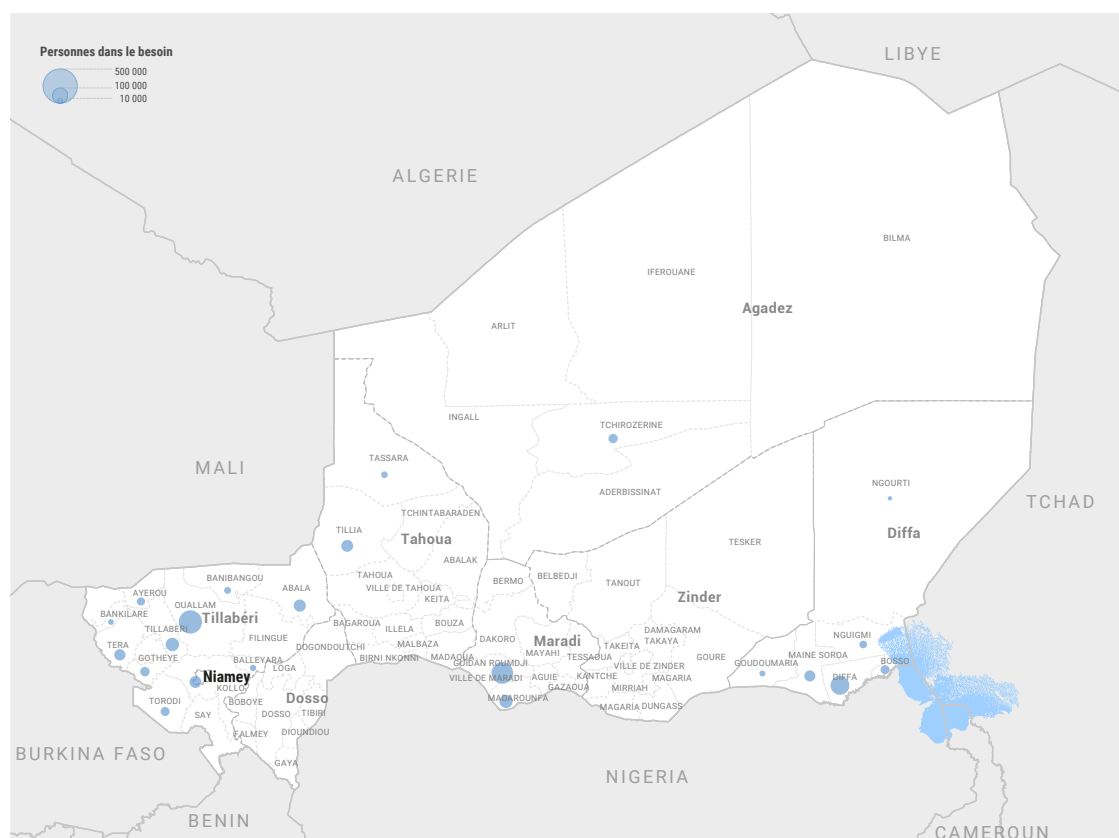


3.6 Santé

PERS. DANS LE BESOIN

1,2M

TENDANCE (2015-2021)

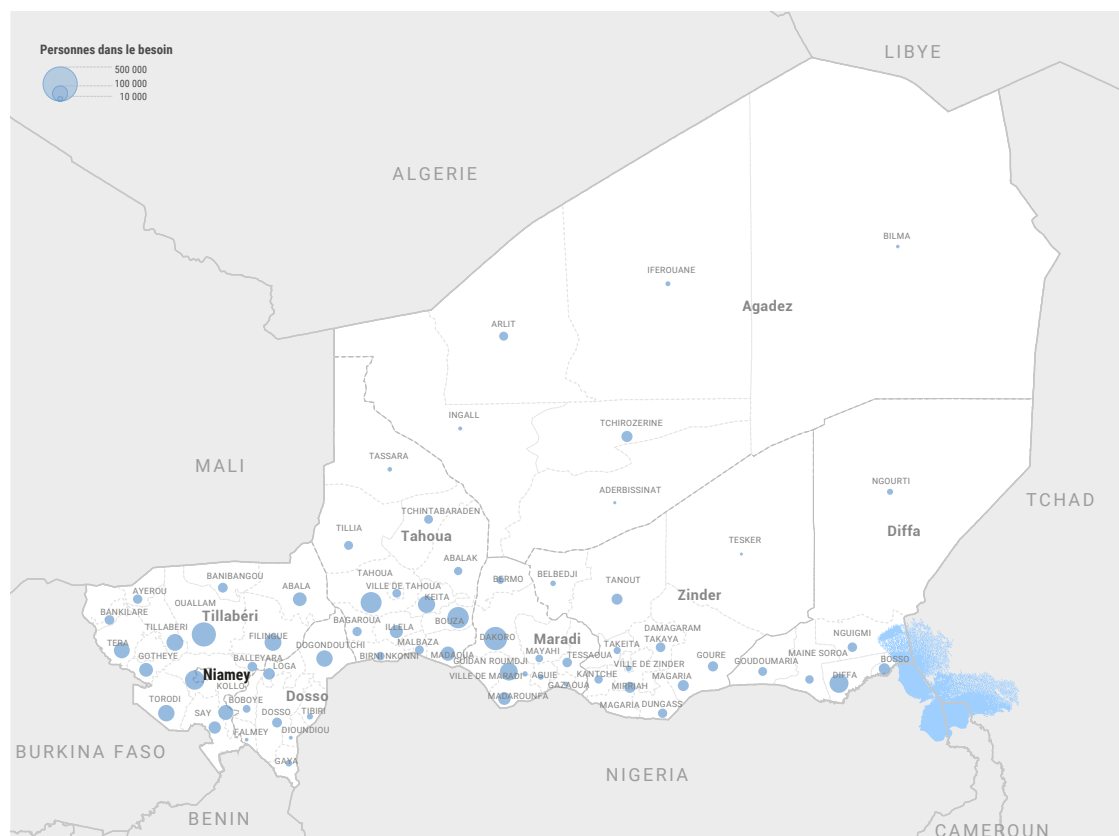


3.7 Sécurité Alimentaire

PERS. DANS LE BESOIN

3,9M

TENDANCE (2015-2021)



3.1 Abris et Bien Non Alimentaires



PERS. DANS LE BESOIN	FEMMES	ENFANTS	PERS. ÂGÉES	AVEC UN HANDICAP
835k	53%	61%	3%	4,2%

Aperçu des besoins

Comparativement à l'année 2020, le nombre de personnes dans le besoin pour le secteur abris et biens non alimentaires est toujours très élevé notamment en ce qui concerne les populations en mouvement à cause des conflits armés, des inondations et les migrants traversant le pays. Cette constance dans les besoins relève de plusieurs facteurs dont essentiellement ; i) la dégradation de la situation sécuritaire et humanitaire de manière générale qui a touché la région de Maradi liée à l'arrivée des réfugiés nigériens consacrant une crise mixte avec des mouvements internes de population, ii) la persistance de la crise dans la région de Diffa marquée toujours par une augmentation significative des incidents sécuritaires avec pour conséquence, de vastes mouvements de populations. Au mois de juin, le gouvernement régional a accompagné le retour dans leurs villages d'origine de 6029 ménages, soit 30 173¹⁶⁷ personnes dans la région de Diffa. Les PDI de 29 villages sur les 300 ont bénéficié de cette assistance au retour, iii) la détérioration de la situation sécuritaire au niveau des frontières du Niger avec le Burkina Faso et le Mali (Liptako-gourma) dont les attaques fréquentes de GANES provoquent de mouvements intenses de populations. Les localités de Tillia ont notamment été le théâtre d'atrocités à l'encontre de population.

En comparaison à l'année 2020, les inondations qui ont touché le Niger cette année ont exacerbé les besoins de 240 000¹⁶⁸ personnes sinistrées enregistrées par le gouvernement nigérien. À cette situation des sinistrés des inondations, s'ajoutent les personnes dont les besoins n'ont pas été couverts depuis une ou plusieurs

années (en 2021, 39,4 pour cent de population dans le besoin n'ont pas été assistés), mais aussi les migrants qui continuent d'affluer, dont le total, s'élève à au moins 300.000¹⁶⁹ toutes catégories confondues pour la seule année 2019.

Lors de leur mouvement forcé, la plupart de ces personnes sont contraintes de se déplacer sans emporter leurs biens. De ce fait, elles n'ont majoritairement pas accès à un abri sur les lieux d'installation. Selon la cartographie des sites de déplacés internes de l'année 2021 réalisée par le HCR et ses partenaires et confirmée par les VAS – villages assessment- réalisé dans certaines localités et communes, dans 24 pour cent des 50 sites de déplacés internes évalués dans les régions de Tahoua et Tillabéri, les informateurs clés ont indiqué que la moitié de la population nouvellement arrivée vivait à l'air libre (sans-abri). Cette situation les expose à des intempéries climatiques et aux différents types de risques de protection. Aussi, l'inexistence de structures d'accueil dans les zones de déplacement conduit les PDI à occuper des infrastructures publiques (écoles majoritairement) et/ou à cohabiter avec des familles d'accueil. Pour se protéger, certains se confectionnent des abris de fortune sur des terrains inondables ou litigieux induisant quelques fois des conflits avec les propriétaires, la réduction des moyens de production des populations hôtes, etc. Les nouveaux sites occupés sont couramment dépourvus de toute infrastructure sociale de base (hydraulique, sanitaire, scolaire, etc.).

Pour l'année 2021, les besoins qui seront générés par les mouvements de populations causés par les aux conflits armés (problématique humanitaire de

mouvement de population) sont plus concentrés dans les régions suivantes : i) Diffa dans les départements de Diffa, Mainé-Soroa, Nguigmi et Bosso, ii) Agadez (migration mixte), iii) Tillabéri dans les départements d'Abala, Ayorou, Banibangou, Bankilaré, Gotheye, Ouallam, Say, Téra, Tillabéri, Torodi, iv) Tahoua (Tassara, Tillia) et iv) Maradi (Guidan Roumdji, Madarounfa).

Pour les inondations, c'est l'ensemble du pays qui est susceptible d'être affecté, mais les régions les plus affectées ont été notamment les régions de Maradi, Agadez, Tahoua et Dosso. Selon le rapport de la situation des inondations, au moins 238.000 personnes ont été affectées par les inondations, 16.442 maisons effondrées, 3394 cases effondrées, suscitant un besoin de 16442 abris et le même nombre de kits BNA.

Populations affectées

Les personnes affectées sont les déplacés internes, les réfugiés, les retournés, les migrants, les familles hôtes vulnérables et les sinistrés des inondations. Le profil de ces personnes change selon les régions. Dans la région de Diffa, au regard des récentes données de septembre 2021, la population déplacée est le groupe le plus élevé suivi des personnes réfugiées suivi des retournés. Toutes ces personnes sont majoritairement des sédentaires qui cohabitent avec des éleveurs dont l'effectif est non négligeable. La tendance est à l'augmentation dans la zone des trois frontières Niger - Mali – Burkina Faso (régions de Tahoua et Tillabéri) avec une population majoritairement déplacée interne et principalement nomade ; toutefois, en progressant du côté de la frontière avec le Burkina Faso, la population est plutôt sédentaire. Concernant les migrants, ils sont de diverses nationalités et principalement de l'Afrique de l'Ouest faisant partie de la zone de la CEDEAO et de l'Afrique Centrale. Enfin, pour les inondations, les sinistrés n'ont pas de profil particulier, car c'est l'ensemble du pays qui chaque année est affecté par cette catastrophe.

La catégorie de la population constituée des enfants, des femmes et des personnes âgées constitue le nombre le plus élevé et le plus vulnérable. En effet, dans bien des cas, les femmes sont les cheffes de

ménages ayant plusieurs enfants à charge ; les maris étant soit décédés, soit ils n'ont pas pu effectuer le déplacement. Elles ont donc la charge de s'occuper de la famille. On retrouve quelques fois des personnes âgées avec enfants à charge. La population en situation de handicap est estimée à 4,2 pour cent de la population globale affectée.

Analyse des besoins sectoriels

Le GTABNA estime que 835 086 personnes (450 947 femmes et 384 139 hommes et 292 280 filles, 242 175 garçons) sont dans le besoin dont 77 175 personnes sinistrées des inondations. Les personnes en situation de handicap représentant 35 074 connaissent les difficultés d'accès à l'assistance humanitaire de manière générale ; cette situation s'accroît quant à l'accès aux abris et BNA tel que révélé par le rapport d'évaluation réalisé par Humanité Inclusion au courant de l'année 2021.

Pour le GTABNA, considérant le besoin qui demeure entier en 2021, seront considérés comme les plus vulnérables les personnes affectées par un choc qui ne date pas de plus de 6 mois et qui n'ont pas bénéficié d'une assistance en abri et/ou biens non alimentaires, ceux vivant dans des abris de fortune (précaire) ou détériorés et non conformes aux standards, les maisons/cases détruites suite aux inondations.

Les besoins sont généralement élevés du fait : i) de la dégradation de la situation sécuritaire et menaces accompagnées de nouveaux mouvements ou des déplacements répétés et/ou anticipés, ii) des aléas climatiques (destruction rapide des abris) et le non-renouvellement à temps des abris, iii) des moyens limités face à l'accroissement régulier des besoins, iv) de la faible capacité du gouvernement à réagir et répondre aux problèmes de protection, v) des crues fluviales, vi) de l'action anthropique, vii) de l'occupation anarchique (zones inondables), viii) du non-respect du plan d'aménagement, ix) de la faible communication/sensibilisation, ix) des dynamiques basées sur le genre et les rôles des hommes et des femmes dans la société. Les besoins sont exacerbés par la pandémie de la COVID-19 qui a eu un impact sur les assistances

et la mobilisation des ressources et donc, contribué à accroître les vulnérabilités des populations.

Projection des besoins

Considérant, i) la détérioration continue de la situation sécuritaire dans les pays frontaliers avec le Niger et la recrudescence des attaques perpétrées par les GANE depuis les pays voisins immédiats, ii) la volatilité de la situation sécuritaire et la porosité des frontières dans les régions de Diffa, Tahoua et Tillabéri, iii) la crise de Maradi conduisant à un mouvement mixte due à l'intensification de l'activisme des bandits armés le long de la zone frontalière Nigéria/région, iv) le gap dans les réponses apportées suite aux récents mouvements enregistrés dans la région de Tillabéri, Tahoua et le mouvement de retour volontaire dans la région de Diffa, il est anticipé une dégradation de la situation humanitaire dans ces régions concernées pour les mouvements intenses de populations contre un retour dans les zones d'origine de populations retournées dans les régions concernées (Diffa notamment). Selon les évaluations faites par les partenaires du mécanisme RRM et le monitoring de protection, la DTM avec les évaluations des villages, la majorité des personnes qui arrivent sont en besoin d'abris et/ou de biens non alimentaires. Nonobstant ces différents points, le GTABNA prévoit une baisse si pas une situation quasi similaire du nombre des personnes affectées et des besoins dans la zone des trois frontières à (Tahoua et Tillabéri) et dans le bassin du lac Tchad. Les opérations de retour volontaires entamées par le Gouvernement vont contribuer énormément à maintenir le nombre de personnes dans le besoin d'appui presque dans les mêmes proportions que l'année dernière. En sus, il sied de souligner la fermeture de la zone d'accueil des réfugiés ZAR dans la région de Tahoua qui contribue énormément à la diminution du nombre de personnes dans le besoin pour l'année 2021. Concernant les inondations, l'année 2021 n'a pas connu des pluies diluviennes moins encore des inondations comme prédites par les prévisions météorologiques. Ainsi, le GTABNA estime que les besoins en 2022 pourront être relativement équivalents à ceux de l'année 2021.

Méthodologie de Calcul PIN

Le calcul des personnes dans le besoin pour le GT ABNA s'est fait à travers la combinaison de plusieurs sources de données, notamment celles de la DREC sur les populations déplacées/réfugiées, la DTM, la base de données du MAH/GC pour les victimes d'inondations, etc. Partant des résultats de la MSNA 2021 réalisée par REACH qui a fait ressortir pour des indicateurs sectoriels ABNA des pourcentages de ménages affectés et classés par seuils de sévérité, les données de base (population hôte, réfugiés, déplacés, migrants, retournés) obtenues via les différentes sources susmentionnées ont été projetées. Quatre indicateurs ont été couplés afin d'identifier le PIN du secteur et, après projection des données, seuls les ménages se retrouvant dans l'intervalle de sévérité 3-5 pour chacun des indicateurs ont été considérés comme dans le besoin critique d'une assistance. Concernant les sinistrés des inondations, le calcul a été réalisé partant des populations non déplacées fournies par le MSNA. Une attention particulière a été mise sur la migration au courant de l'exercice 2021 pour 2022, partant de nombre total de migrants au niveau du pays, prenant en compte les types de migrants et de seuil de sévérité de leurs conditions au moment de l'accueil ; le PIN sur les migrants a pris en compte les migrants expulsés d'Algérie, les migrants secourus dans le désert, les convois officiels et le flux migratoire. Enfin, le PIN sectoriel ABNA est donc la somme du PIN obtenu par l'addition des personnes dans le besoin partant de statistiques de référence de personnes déplacées, de personnes non déplacées, de personnes migrantes et de réfugiés fournies par OCHA et OIM.

Suivi des besoins

Le suivi des besoins se fera à travers les MSA, la matrice des interventions du GTABNA, la DTM à travers les évaluations des villages et sites qui accueillent les personnes déplacées dans les régions de Diffa, Tillabéri et Tahoua, le monitoring de protection et la matrice de suivi du Gouvernement sur les inondations au Niger. La coordination du GTABNA fera le suivi à travers des missions explo – évaluation terrain dans les zones d'intervention.

Pour faciliter le suivi des indicateurs du secteur abris et bien non alimentaires, plusieurs outils sont utilisés. Le GT ABNA assure aussi le suivi des besoins via des outils/évaluations faites par ses partenaires, notamment :

1. La matrice des réalisations ;
2. Les MSA ;
3. Le monitoring protection ;
4. Les évaluations sectorielles des partenaires et de REACH ;
5. La DTM mise en place par l'OIM.



Ouallam/Tillabéri, Niger

Abris sur le site PDI de Ouallam ; juillet 2021.

Credit : OCHA/Adama Zourkaleini

3.2

Eau, Hygiène et Assainissement



PERS. DANS LE BESOIN	FEMMES	ENFANTS	PERS. ÂGÉES	AVEC UN HANDICAP
1,2M	51%	55%	2,6%	4,2%

Chiffres clés du cluster : 638 870 femmes/filles et 613 816 hommes/garçons

Aperçu des besoins

L'accès à l'eau potable et aux services d'hygiène et d'assainissement de base au Niger est très faible notamment en milieu rural où vit 84 pour cent de la population du pays (28 pour cent filles et 27 pour cent garçons, 23 pour cent de femmes et 22 pour cent d'hommes). Seulement 45,4 pour cent des ménages ont accès aux services basiques d'eau potable en milieu rural, 84,7 pour cent pratiquent de la défécation à l'air libre et 71,2 pour cent utilisent des installations limitées de lavage des mains selon Rapport annuel sur les indicateurs d'accès à l'eau et à l'assainissement pour l'année 2020 (MHA, mai 2021) et le rapport de suivi des indicateurs prioritaires de la phase 1 du PROSEHA (INS, décembre 2020). L'insuffisance d'accès à l'eau potable et aux services d'assainissement et d'hygiène surtout en milieu rural, affecte considérablement les conditions de vie de la population du Niger. Ainsi selon l'OMS, le Niger a l'un des taux les plus élevés de mortalité due aux maladies d'origine hydrique avec 70,8/100 000 habitants.

Cette situation est aggravée par les multiples chocs et conséquences humanitaires liés aux mouvements de populations (réfugiés, PDI), inondations, épidémies et malnutrition auxquels le Niger fait face. C'est ainsi que l'évaluation multisectorielle (MSNA) de 2021 a fait ressortir une disparité d'accès à l'eau potable et aux services d'hygiène et d'assainissement en fonction du statut de déplacement et de la zone d'installation des personnes déplacées internes (PDI) et réfugiés.

A ce titre, 32 pour cent des PDI et 18 pour cent des réfugiés présentent des besoins en eau potable de niveaux sévères à catastrophiques tandis que 72 pour cent des PDI et 49 pour cent des réfugiés se situent dans une classe de sévérité de besoin en assainissement de 3 à 5 (niveau sévère à extrême). Cette évaluation révèle également que 43 pour cent des PDI et 33 pour cent des réfugiés ne disposent pas de savon pour les pratiques d'hygiène au sein de leurs ménages.

Populations affectées

Le Cluster EHA estime que 1 252 685 de personnes (613 816 hommes/garçons et 638 870 femmes/filles) y compris 219 321 PDI, 136 559 et 896 807 personnes non déplacées ont des besoins humanitaires en EHA dans les zones affectées par les différentes crises :

- Mouvement de populations : 219 321 personnes déplacées internes (PDI), 136 559 réfugiés et 355 880 personnes de la population hôte affectées, soit un total 711 759 personnes dans le besoin dont 362 997 femmes/filles et 348 762 hommes/garçons.
- Inondations : 516 961 personnes dont 263 650 femmes/filles et 362 997 hommes/garçons.
- Malnutrition : sur une prévision de 412 010 enfants de 6 à 59 mois admis pour la malnutrition aiguë sévère (MAS), 257 271 enfants dont 131 208 filles et 126 063 garçons auront besoin d'assistance WASH-in-Nut.

- Épidémies : ce sont les personnes à risque d'épidémie de choléra des 17 départements hotspot et celles des zones affectées par les inondations ou les mouvements de populations. A cela s'ajoutent les besoins en prévention et contrôle des infections du COVID-19.

Analyse des besoins sectoriels

Pour l'année 2022, 1 252 685 personnes dont 638 870 femmes/filles et 613 816 hommes/garçons sont en besoin d'assistance humanitaire en EHA. Les besoins EHA liés aux mouvements de populations sont exprimés pour les personnes déplacées internes (PDI), les réfugiés et la population hôte affectée par les attaques perpétrées par des groupes armés non étatiques (GANE) dans la zone des 3 frontières Niger-Mali-Burkina Faso (régions de Tillabéri et Tahoua), le bassin de Lac Tchad (région de Diffa) et la bande frontalière avec le Nigéria dans la région de Maradi. De même, dans le contexte actuel de changements climatiques, les inondations sont de plus en plus récurrentes et affectent l'ensemble du pays, notamment en matière d'accès aux services EHA. En ce qui concerne les épidémies, le secteur EHA est affecté par le choléra, notamment dans les hotspots I et II des régions de Maradi, Dosso, Tillabéri, Tahoua, Zinder et Diffa. Quant à la malnutrition, l'estimation des besoins porte sur les enfants admis au traitement de la malnutrition sévère (MAS) dans les structures de prise en charge nutritionnelles (CRENI et CRENAS). Le secteur EHA s'aligne sur les besoins évalués par le secteur Nutrition, notamment en milieu rural où l'accès à l'eau potable est très faible.

Projection des besoins

La projection des besoins EHA en 2022 est basée sur les facteurs et situations suivants :

- Les attaques et incursions des GANE autour des frontières Mali-Niger-Burkina Faso (Tillabéri, Tahoua) et de la frontière avec le Nigéria (Diffa et Maradi) sont susceptibles de se poursuivre et engendrer de nouveaux mouvements de personnes.
- Les inondations engendreront des besoins en EHA pour les ménages sinistrés et à cause des infrastructures hydrauliques endommagées et/ou contaminées.
- Pour le WASH-in-Nut, la projection de 2022 porte sur la malnutrition aiguë sévère (MAS).
- Le risque d'épidémies de choléra reste de mise pour 2022, notamment dans les zones hotspot ainsi que le risque de propagation du COVID-19 dans les centres urbains.

Suivi des besoins

Le Cluster EHA assurera un suivi régulier de la réponse et des besoins dans les zones/localités affectées à travers un mécanisme de remontée des données périodiques par les Groupes de Travail (GT) des humanitaires EHA au niveau de chaque région sous le lead des Directions Régionales de l'Hydraulique et de l'assainissement (DRHA). Aussi, le Cluster EHA pourra organiser et/ou participer à des évaluations sectorielles et multisectorielles, y compris la MSNA 2022 qui permettront d'évaluer les besoins et la réponse.

3.3 Education



PERS. DANS LE BESOIN	FILLES	ENFANTS	ADULTES	AVEC UN HANDICAP
406k	51%	99%	1%	4,2%

PERSONNES DANS LE BESOIN HUMANITAIRE	BESOINS HUMANITAIRES PAR GENRE	BESOINS HUMANITAIRES PAR GROUPE DE POPULATIONS
405 993 (4 régions)	Filles : 51 pour cent Garçons : 49 pour cent Handicapé : 4.2 pour cent* Homme : 1 680 Femme : 1 820	PDI : 37 149 Hôte : 322 992 Refugiés : 45 852 Handicapé : 16 905

Chiffres clés du cluster :

Taux brut de scolarisation de l'enseignement primaire de 69,6 pour cent en 2021,

Out of school : plus de 2,6 millions d'enfants en dehors du système éducatif¹⁷⁰;

Taux de scolarisation des filles à l'école primaire est de 64,3 pour cent (2018-2021) contre 76,9 pour cent pour les garçons.

Ratio élevé/enseignant en moyenne de : 40 élèves/enseignant

Aperçu des besoins

Dans un contexte sécuritaire de plus en plus dégradé doublé d'une pandémie de la COVID 19 et des impacts du changement climatique, le système éducatif nigérien enregistre un nombre de personnes dans le besoin humanitaire (PIN) de plus en plus croissant.

L'insécurité et les catastrophes naturelles impactent le secteur éducatif en provoquant entre autres la fermeture d'écoles, l'augmentation du ratio élevé/enseignant dans les écoles accueillant les élèves déplacés, et un sentiment de peur généralisé qui conduit de nombreux enfants à quitter le système

éducatif. Les filles et enfants en situation de handicap sont les premiers et plus sévèrement affectés par ces dynamiques. À ces problématiques s'ajoutent les épidémies de COVID-19 et de choléra qui peuvent affecter les écoles à cause de la légèreté des pratiques d'hygiène et de santé essentielles par les élèves et de la faible couverture en infrastructures d'eau, hygiène et assainissement en milieu scolaire.

Les enfants de 6 à 17 ans réfugiés, déplacés internes et des communautés d'accueil sont les plus vulnérables en termes de besoins éducatifs dans un environnement sûr et protecteur.

Populations affectées

Des résultats du MNSA 2021, il ressort que toutes les huit régions du pays renferment des populations d'enfants en âge scolaire en situation de sévérité 3 et 4 en éducation. Les indices de sévérité 3 et 4 renvoient à des pourcentages de ménages dont la part d'enfants ayant abandonné l'école au cours de l'année est supérieure à 49 pour cent et pourcentage de ménage par distance de marche jusqu'à l'établissement formel compris entre 30 minutes et 1 heure. Les enfants filles et garçons, y compris les enfants en situation de handicap, en âge scolaire de 6-17 ans sont les populations les plus affectées par les problématiques d'éducation sur l'ensemble du territoire.

La sévérité affecte sensiblement dans les mêmes proportions les populations déplacées internes (45 187 enfants) et les réfugiés (46 888 enfants) alors que le besoin des populations non déplacées (hôtes) est exacerbé à cause des vulnérabilités structurelles et des impacts de chocs (localisation en zones de chocs sans aucun accès à l'école).

Parmi les 934 348 enfants de 6 à 17 ans en besoins humanitaires sévères et extrêmes (classes de sévérité 3 et 4 selon les données de la MSNA 2021) de tout le pays, 45,66 pour cent soit 402 493 vivent avec 3500 enseignants dans les 4 régions déclarées en besoins accrus (Diffa, Maradi, Tahoua, Tillabéri). En termes de besoins parmi les PDI, 81,22 pour cent d'enfants en âge scolaire sont dans le besoin tandis que 97,77 pour cent d'enfants réfugiés sont dans le besoin d'assistance en Éducation en situation d'urgence (ESU).

L'ensemble des enfants non déplacés en âge scolaire dans les 4 régions avec des besoins aigus dans le besoin à cause de leur difficulté à accéder à l'école du fait de leur grande exposition aux vulnérabilités structurelles en zones d'accueil et à cause des conséquences des défis sécuritaires.

La question des inondations, des incendies des écoles et des vents violents ne saurait être occultée, car ils engendrent chaque année des dégâts sur les infrastructures et les équipements scolaires. Une partie des populations déplacées et des ménages sinistrés par les inondations trouvent refuge dans des écoles : ce sont chaque année environ une cinquantaine d'écoles qui servent d'abris provisoires pour les ménages sinistrés. Lorsque des établissements publics sont utilisés pour relocaliser des PDIs, les infrastructures scolaires ont souvent besoin d'être réhabilitées en raison du manque d'entretien et des autres dégâts enregistrés à la suite de leur utilisation par les sans-abris.

La répartition spatiale des populations affectées se décline comme ci-dessous:

- Les 37149 enfants de 6 à 17 ans déplacés internes affectés par l'insécurité dans les régions du bassin

du lac Tchad (Diffa) et celles des zones frontalières du Mali et du Burkina Faso (Tahoua et Tillabéri) ;

- Les 45 852 enfants de 6 à 17 ans réfugiés à la suite de l'insécurité dans les régions du bassin du lac Tchad (Diffa), celles des zones frontalières du Mali et du Burkina (Tahoua et Tillabéri) et celles des régions frontalières avec le Nigéria dans la région de Maradi;
- Les 319 492 enfants de 6 à 17 ans, des communautés hôtes des régions qui reçoivent les personnes déplacées internes et externes;
- Les enfants de 6 à 17 ans en situation de handicap (17 920 soit 4,2 pour cent sur l'ensemble du territoire). Sur l'ensemble du territoire, 59 425 enfants de 6 à 17 ans (dont 51 pour cent de filles) sont affectés par les inondations;
- 3500 enseignants des départements affectés par l'insécurité et la non-fonctionnalité des écoles (par suite de psychose et ou menace).

Analyse des besoins humanitaires

L'accès et la continuité de l'éducation des 402 493 enfants d'âge scolaire dans les 4 régions à besoins accrus pourraient se dégrader si aucune assistance en Education en Situation d'Urgence (ESU) n'est mise en place. Ils se répartissent dans les régions de Diffa, Tillabéri, Tahoua et Maradi.

Besoins en termes d'accès à l'éducation formelle :

Les principaux impacts de la crise se font sentir en termes d'insuffisance d'infrastructures d'une part dans les sites d'accueil des populations déplacées et d'autre part une surcharge démographique dans les écoles hôtes dont les capacités d'accueil étaient déjà largement insuffisantes avant la crise. En effet, la plupart des enfants déplacés internes (EDI) en âge scolaire suivent leurs parents fuyant les zones d'insécurité en milieu rural pour se réfugier dans des endroits plus ou moins sécurisés (urbains et semi-urbains) où ils partagent pour la plupart l'accès aux mêmes infrastructures scolaires que les enfants des

communautés hôtes. La conséquence immédiate est la réduction importante de l'accès à l'école formelle. Quant aux ménages qui restent dans les zones de choc (de provenance), l'accès à l'école est quasiment impossible vu que les écoles sont fermées à cause de l'insécurité et du fait que l'éducation occidentale est prise pour cible par les groupes armés non étatiques ou non identifiés. En effet, les enlèvements ciblés et la destruction des infrastructures et matériels scolaires par les GANE ont conduit à la fermeture de 424 écoles (409 du primaire et 15 du secondaire) sur l'ensemble du pays durant l'année scolaire 2020-2021.

Les filles et les enfants en situation de handicap sont ceux qui risquent une déscolarisation en raison des pratiques culturelles néfastes, de la faiblesse des moyens de subsistance de leurs familles, et du contexte sécuritaire qui ne permettent pas d'exercer leur droit à l'éducation et à réaliser leur plein potentiel s'il faut parcourir des distances, souvent longues, pour rallier les écoles. L'absence de structures scolaires fonctionnelles dans les zones de déplacement de populations constitue un facteur de la rupture éducative exposant les enfants, particulièrement les filles aux travaux domestiques, le mariage d'enfants et le petit commerce qui les exposent à plus d'abus et de violence.

La crise a également impacté fortement les mécanismes de gestion et de gouvernance du système éducatif, surtout au niveau local où les structures d'appui à l'école sont quasi non fonctionnelles, entraînant le manque de plan de développement de ces écoles condamnées au pilotage à vue.

Selon l'enquête MSNA 2021 commanditée par l'Inter-Cluster, la majorité des enfants déplacés internes d'âge scolaire n'a pas accès à l'éducation. Cette lacune est liée entre autres à la distance à parcourir pour rallier l'école à partir du domicile, mais aussi les frais de scolarité : 40 pour cent des PDI et des communautés hôtes interrogées estiment que la principale raison pour l'accès limité à l'école est l'exigence des frais. Il s'agirait probablement des frais scolaires au niveau des écoles du primaire où il existe des cotisations pour les associations des parents d'élèves (APE) pour le fonctionnement des écoles. A peu près 20 pour cent

des PDI ont particulièrement cité l'insécurité comme deuxième barrière clé.

La situation varie toutefois d'une région à l'autre, avec la situation la plus grave observée dans la région de Tillabéri.

Besoins en termes de continuité éducative et de protection des enfants

L'enquête de 2018 sur les enfants et adolescents en dehors de l'école organisée par l'Unicef a fait état de plus de 2,6 millions d'enfants et adolescents en dehors de l'école[i]. A cela s'ajoutent les nouveaux besoins engendrés par les crises sécuritaire et sanitaire. Aussi bien les déplacements primaires que secondaires dans les zones à besoins accrus multiplient les possibilités de décrochage scolaire si ce n'est purement l'abandon du système. Ainsi plus de 50 pour cent des enfants en déplacement ont perdu du temps scolaire se matérialisant par la baisse de niveau en lecture et mathématiques par rapport au niveau d'inscription quand ils retournent à l'école

Projection des besoins

Les tendances font croire à la persistance des problèmes auxquels le système éducatif fait face à la fin de l'année scolaire 2020-2021. Le Cluster Education prévoit que dans l'année scolaire 2021-2022, les besoins en éducation resteront plus ou moins stables au sein des populations déplacées ainsi que non déplacées dans les départements affectés par les crises.

Plus spécifiquement, les régions de Diffa, Tillabéri et Tahoua devraient être les plus affectées, comme suit:

- La région de Diffa continue à être soumise aux attaques, enlèvements et menaces des GANE. Cette situation, avec son corollaire de déplacement primaire et/ou secondaire (particulièrement le retour dans les villages d'origine) de population, aura pour conséquence une augmentation des abandons et décrochage scolaire selon le point de chute des familles.

- La région de Tillabéri, verra ses besoins augmenter au regard de l'ampleur de la détérioration de la sécurité à la suite de la montée en puissance des Groupes armés le long de la frontière avec le Burkina (Torodi, Makalondi et même le sud Say) alors que les GANE poursuivent la campagne contre l'éducation dite occidentale, les menaces contre le personnel enseignant et mènent des attaques contre les écoles dans la bande frontalière du Mali. Les tendances de religiosité, hostile à l'éducation dite moderne et la montée de l'extrémisme violent risquent de se poursuivre et s'intensifier en 2022 et d'augmenter le besoin en ESU.
- Dans la région de Tahoua, la déclassification de la Zone d'accueil des réfugiés (ZAR) de Intikane et le déplacement des populations vers les autres

contrées impacteront l'accès et la continuité de l'éducation des enfants de ces populations déplacées internes. Toutefois, étant donné la poursuite de l'activisme dans la bande frontalière, la situation reste volatile et imprévisible.

- Enfin pour la région de Maradi l'évolution du nombre des personnes déplacées et la riposte des FDS laissent penser que ce mouvement pourra s'estomper courant 2022.

Suivi

Le suivi se fera mensuellement à travers les SITREP du Cluster Éducation, les rapports d'évaluation et les enquêtes des partenaires du Groupe de Travail Education et annuellement à travers la MSNA.



TONDOKOREY/ TILLABERI, NIGER

Mars 2016

Credit : OCHA/Ivo Brandau

3.4

Nutrition



PERS. DANS LE BESOIN	FEMMES	ENFANTS	PERS. ÂGÉES	AVEC UN HANDICAP
2,4M	65,3%	64,8%	0%	4,2%

Aperçu des besoins

Dans l'ensemble du pays, il est estimé que presque 2,4 millions de personnes auront besoin d'une assistance nutritionnelle en 2022. La sous-nutrition (l'émaciation, le retard de croissance, l'insuffisance pondérale) et les carences en micronutriments demeurent des problèmes majeurs de santé publique. Ils sont régulièrement exacerbés par des chocs saisonniers (crise pastorale, période de soudure, pic de paludisme), des épidémies (rougeole, méningite, COVID-19), les conséquences de phénomènes climatiques (sécheresses, inondations) ainsi que des conflits armés entraînant des déplacements de populations.

Les déterminants de cette situation sont multi facteurs et concernent plusieurs secteurs, entre autres :

- Apport alimentaire inadéquat (faible diversité alimentaire minimum – seulement 23.1 pour cent des enfants 6 à 23 mois reçoivent une alimentation diversifiée) ;
- Morbidité élevée : diarrhée, paludisme, infections respiratoires aiguës, anémie (l'anémie constitue un facteur contributif majeur, avec une prévalence de 71.8 pour cent chez les enfants de 6 à 59 mois et de 59 pour cent chez les femmes en âge de procréer) ;
- Pratiques d'alimentation du nourrisson et du jeune enfant (ANJE) sous optimales (très faible taux d'allaitement maternel exclusif – 28.1 pour cent), faibles accès à l'eau potable, et mauvaises conditions d'hygiène et d'assainissement ;

- Insécurité alimentaire aiguë fragile ;
- Insécurité dans les régions de Diffa, Tillabéri, Tahoua et Maradi.

Tout le Niger est affecté par ces problèmes récurrents de malnutrition. Selon l'enquête nutritionnelle avec la méthodologie SMART menée en 2021, les prévalences les plus élevées de MAG ont été observées dans les régions de Diffa (16.1 pour cent), Maradi (14.4 pour cent), Zinder (14.3 pour cent) et Tahoua (13.2 pour cent). Ces prévalences sont situées autour ou au-dessus du seuil d'urgence de 15 pour cent. En plus, cinq sur les huit régions (Agadez, Diffa, Maradi, Tahoua, et Zinder) ont une prévalence de malnutrition aiguë sévère (MAS) au-dessus du seuil critique de 2 pour cent. En ce qui concerne la malnutrition chronique ou le retard de croissance, les régions de Zinder et de Diffa sont les plus touchées, avec une prévalence de 57.4 pour cent et de 45.7 pour cent, respectivement. Toutes les régions, à l'exception de la ville de Niamey, présentent des prévalences de retard de croissance qui sont au-dessus du seuil « très élevé » de 30 pour cent.

Les données provenant du système d'information DHIS-2 sur les admissions pour la prise en charge de la malnutrition aiguë en 2021 ont montré une augmentation dans les admissions pour la prise en charge de l'émaciation chez les enfants (MAS+MAM) pendant le mois d'août et septembre. L'épidémie de choléra qui a sévit dans le pays depuis le mois de mars pourrait avoir contribué à une augmentation des cas de malnutrition aiguë, ainsi que le pic observé dans le nombre de cas de paludisme pendant cette période. On a constaté des tendances à la hausse dans certaines

zones du pays, notamment dans les zones frontalières dans la région de Maradi où on observe une augmentation importante dans le nombre d'enfants admis pour la prise en charge de la malnutrition aiguë depuis le début de l'année. Cette augmentation est en partie liée à une augmentation dans le nombre de cas venant du Nigéria à cause des mouvements de populations. Si ce phénomène continue en 2022, il y aura une augmentation des besoins pour la Région de Maradi. Les données de l'enquête nutritionnelle selon la méthodologie SMART de 2021 ont également montré une augmentation dans le taux de malnutrition aiguë sévère pour la Région de Maradi (de 3.1% en 2020 à 3.8% en 2021 pour la malnutrition aiguë sévère et de 13.3% en 2020 à 14.4% pour la malnutrition aiguë globale).

Populations affectées

La malnutrition touche tous les groupes de la population. Cependant, certains sous-groupes sont particulièrement vulnérables en raison des besoins nutritionnels spécifiques à l'âge, à l'état physiologique, à l'affaiblissement des défenses immunitaires, ou encore à un moindre pouvoir de décision ou capacité d'expression : les enfants de moins de 5 ans (avec une prévalence souvent plus élevée chez les garçons que les filles), les femmes enceintes et les femmes allaitantes, les filles adolescentes, les personnes souffrant de VIH ou de tuberculose, et les personnes vivant avec un handicap. Les populations déplacées (PDI, retournés, réfugiés du Mali, du Burkina Faso et du Nigéria, migrants) sont également plus vulnérables à la malnutrition en raison de la perte de leurs moyens de subsistance et les conditions dans les sites où elles résident. Finalement, les populations hôtes qui vivent dans les zones d'insécurité sont limitées dans leurs mouvements ; ce qui affecte négativement leurs activités de subsistance et l'accès aux services de santé.

Analyse des besoins sectoriels

- 2 145 909 enfants de 6-59 mois (491 822 enfants souffrants de MAS et 1 654 087 enfants souffrants de MAM) ;

- 63 852 Femmes allaitantes ou enceintes (femmes souffrantes de MAM) ;
- 73 773 Mères/accompagnantes des enfants hospitalisés souffrant de MAS avec complications ;
- 189 115 enfants 6 à 23 mois issus de ménages pauvres et très pauvres, dans 6 régions (Agadez, Diffa, Maradi, Zinder, Tahoua, Tillabéry) pour la supplémentation préventive saisonnière.

Parmi ces personnes, les groupes vulnérables suivants sont compris :

- 29 375 PDI ;
- 32 910 Réfugiés ;
- 102 557 personnes vivant avec un handicap.

Les besoins principaux incluent la prise en charge de la malnutrition aiguë chez les enfants (6-59 mois) et chez les femmes enceintes et allaitantes, la supplémentation en micronutriments, la promotion et la protection des pratiques optimales d'ANJE, et la supplémentation préventive ciblant les ménages les plus pauvres. En collaboration avec les secteurs de la santé et l'eau, l'hygiène et l'assainissement, la prévention et la prise en charge précoce des maladies susceptibles d'altérer l'état nutritionnel de l'enfant (IRA, Diarrhées, Paludisme) sont également cruciaux.

Les causes profondes de la malnutrition au Niger sont multiples et sont surtout liées aux mauvaises pratiques d'alimentation du nourrisson et du jeune enfant (influencées par les normes sociales), au faible accès aux soins de santé et aux mesures d'hygiène et d'assainissement insuffisantes, à l'insécurité alimentaire et à la pauvreté. Les jeunes femmes et adolescentes vivant en milieu rural et marginalisées sont particulièrement exposées au risque de malnutrition. Cela contribue de manière significative à un cycle intergénérationnel de la malnutrition en raison de la fréquence des grossesses précoces chez ces jeunes femmes.

L'accès à des services de santé et de nutrition de qualité pour les femmes en âge de procréer (y compris

les filles adolescentes et les femmes enceintes et allaitantes) est primordial pour assurer le bien-être physique de ces femmes et de leurs fœtus, nourrisson ou jeune enfant. Les dynamiques de genre, caractérisées par une prise de décision dominante par les hommes ou maris (chefs de ménage), influencent l'utilisation des services de santé, de planning familial, de l'EHA, et des aliments, et par conséquent, influencent l'état nutritionnel de la femme et de l'enfant.

Projection des besoins

Sur base des résultats de l'analyse cadre harmonisé de novembre 2021, qui prévoit une aggravation de l'insécurité alimentaire, il est attendu également une détérioration de la situation nutritionnelle en début 2022.

Suivi des besoins

Le suivi des besoins sera assuré à travers les résultats de l'enquête nutritionnelle selon la méthodologie SMART 2021, et à travers l'analyse IPC malnutrition aiguë. Une enquête nutritionnelle rapide selon la méthodologie « Rapid SMART » pourrait être menée en février 2022 afin d'évaluer l'impact de l'aggravation de la situation d'insécurité alimentaire sur la situation nutritionnelle.



CHAKOWA/MARADI, NIGER

Assam, 30 ans, de Chakowa au Niger, a huit enfants. Son fils de 9 mois Jamil a la diarrhée et a commencé à vomir alors elle l'a amené à l'hôpital. Elle et son mari pensent que le bébé fait ses dents. Elle dit qu'elle ne comprend pas assez ce qu'est la malnutrition ; décembre 2019
Crédit : OCHA/Eve Sabbagh

3.5 Protection



PERS. DANS LE BESOIN	FEMMES	ENFANTS	PERS. ÂGÉES	AVEC UN HANDICAP
1,1M	52%	56%	4,1%	4,2%

Aperçu des besoins

Depuis le début de l'année 2021, les mouvements de populations se sont amplifiés avec une augmentation de 35 pour cent du nombre de personnes déplacées en comparaison avec l'année 2020. Si les incidents principaux de 2020 entravaient déjà la sécurité et le bien-être physique et mental des populations civiles, les violences inter communautaires faisant suite à des attaques plus violentes et récurrentes des GANE- sont encore plus ravageuses pour les civils en 2021. Cette situation demeure critique, avec une augmentation des risques pour les populations civiles ; notamment les assassinats, le vol de bétails, la violence physique et psychologique, le mariage précoce, les enlèvements et recrutements forcés, les diverses formes de VBG (agressions sexuelles, viols, sexe de survie), ainsi que le déni d'accès aux ressources et aux droits fonciers pour les femmes. D'après la MSNA, l'accès aux services psychosociaux et de protection de l'enfance, VBG, LTP et mines sont des besoins prioritaires des populations affectées.

Zones affectées

Parmi les départements les plus touchés par les incidents de protection, se trouvent le département de Tillia (Tahoua) avec un accroissement des besoins en prise en charge psychosociale à Tondikiwindi, Banibangou, Anzourou, Makalondi, Goroual ; le département de Dessa (Tillabéri) où les besoins d'identification d'EEL/déminage, ceux relatifs à la cohésion sociale et au soutien psychologique des enfants vulnérables ont augmenté lors du 3eme trimestre 2021, de même que les cas d'assassinats de

civils. Les départements de Tibiri, Gabi, Safo (Maradi) et Gueskerou, Bosso, N'Guigmi, Chétimari, Toumour et Kabléwa (Diffa) ont vu un fort accroissement des besoins d'identification des violations 1 612 enlèvements d'enfants.

Populations affectées

1 115 018 personnes sont dans le besoin de protection constituées de 282 089 personnes déplacées internes, 249 852 réfugiés, 30 839 personnes retournées et 552 238 personnes de la population hôte. Les femmes représentent 51 pour cent, les hommes 49 pour cent, les enfants 55 pour cent, les personnes âgées 3 pour cent, et les personnes handicapées 4 pour cent. Toutes les régions du pays sont affectées, mais les régions de Diffa, Tillabéri, Maradi et Tahoua sont les plus sévèrement affectées avec des scores de sévérité des besoins en protection se situant entre 3 et 5.

Analyse des besoins sectoriels

[Protection]

Le Niger est un pays où les éléments de risque tels que le changement climatique, les épidémies et les traumatismes liés aux différentes violations des droits humains sont particulièrement élevés du fait de son enclavement. Les traumatismes créés par les nombreux assassinats, incursions et autres chocs latents ont également un impact négatif sur les populations affectées. Il a été révélé que les principales violations des droits concernaient : l'atteinte au droit à la vie, à la liberté, à la propriété et à l'intégrité physique. Entre janvier et septembre 2021,

le cluster protection note un total de 3 298 incidents de protection dans les 4 régions concernées, pour plus de 10 484 victimes. On dénombre 1 285 cas à Diffa (extorsions de biens, taxations illégales, agressions physiques ainsi qu'une forte hausse des enlèvements), 519 cas à Tillabéri (présence d'EEL, enlèvements, assassinats et extorsions de biens en hausse), 1 047 cas à Tahoua (agressions physiques, meurtres, vols et pillages), et 447 cas à Maradi (agressions physiques, les vols, pillages et enlèvements). Ceci concorde par ailleurs avec l'analyse protection de la MSNA, qui démontre en plus que les incidents les plus rapportés seraient "le vol de bétail", "la violence physique" et "l'attaque armée".

Cela crée non seulement une sévérité des besoins qui affaiblit les capacités d'adaptation des communautés et compromet l'environnement de protection, mais cela décrit aussi une certaine peur de la part des populations qui perçoivent ces menaces. Il est inquiétant de constater d'après la MSNA, que les services sociaux de base, les services de protection fournis par les acteurs humanitaires ainsi que la société civile sont trop éloignés et peu nombreux. Des restrictions administratives imposant des escortes aux humanitaires ont limité la capacité de réponse de ces derniers, et accru la vulnérabilité des populations, notamment à Tillabéri (dans la zone des 3 frontières) et vers les frontières du lac Tchad (Diffa). Toutes ces entraves (sécuritaires/administratives) réduisent l'accès des humanitaires aux populations affectées, ainsi que l'identification et le référencement des cas de protection. Les incursions des groupes armés, entre janvier et septembre 2021, ont contraint les populations à des mouvements pendulaires. Ces populations essaient de se protéger en évitant les marchés ou certains services de base. Du fait de la forte présence de groupes armés, on note une restriction des libertés des femmes et jeunes filles des zones rurales de Tillabéri et Tahoua. Des suspicions entre les différentes communautés émergent, affectant ainsi la coexistence pacifique dans les départements de Tillia, Tassara, Banibangou et Ouallam. Le risque sécuritaire, la restriction de mouvements imposée aux femmes et les tensions intercommunautaires réduisent grandement l'implication des populations affectées dans le cycle de la réponse à elles apportée. Ainsi,

la redevabilité des acteurs humanitaires et sociaux vis-à-vis des populations demeure un défi considérable dans les régions affectées. Malgré l'existence de la loi 2018-74 du 10 décembre 2018 relative à la protection et à l'assistance des personnes déplacées internes, on constate une politique sur le retour des déplacés en inadéquation avec les termes de la loi. Au 31 août 2021, ce sont 7 376 ménages de 40 138 personnes qui ont regagné 22 villages des communes de Bosso, Gueskerou, Toumour et Kabléwa, dans la Région de Diffa. Les autres chiffres sur les retours à Maradi, Tahoua et Tillabéri sont plus difficiles à obtenir du fait d'une insécurité croissante. Par ailleurs, ces retours - parfois perçus comme prématurés - ont eu des impacts sur le bien-être des populations et notamment sur leur santé mentale. Les conditions minimales de retour n'étant pas mises en place, il s'avère quasiment impossible aux déplacés retournés de réaliser un retour pérenne : la mise en œuvre de projets d'autonomisation pouvant faire le lien avec les programmes de développement demeure un défi sur l'ensemble du territoire. Des données préliminaires de monitoring de protection indiquent la possibilité que de nombreux retournés se soient à nouveau déplacés d'après l'évaluation multisectorielle conduite en septembre 2021. Si la MSNA démontre que les principales raisons de retour sont la violence armée dans la localité de déplacement (59,3 pour cent), l'évaluation des intentions de retour indique qu'au moins 1 400 ménages seraient « revenus » après leurs retours sur les sites de Awaridi et Digargo. Il semble aussi que les femmes et les filles aient exprimé leurs craintes en termes sécuritaires dans les zones de retour alors que les hommes sembleraient plus motivés au vu des opportunités économiques perçues.

LTB et documents civils

Il ressort des résultats de la MSNA, une difficulté d'accès aux documents civils et d'identité : 70 pour cent de ménages retournés ciblés n'ont pas de documents civils contre 61 pour cent pour les PDIs, 67 pour cent pour les réfugiés. Au Niger, le taux d'enregistrement des naissances était de 58,96 pour cent en 2020. Au 30 juin 2021, on note seulement 27,33 pour cent d'enregistrement des naissances¹⁷¹. Dans les régions en crise, les taux d'enregistrement

sont de 58,96 pour cent à Maradi, 43,38 pour cent à Tahoua et 25,55 pour cent à Tillabéri, ce qui indique une grande difficulté pour les populations de clamer leurs droits. Par ailleurs, malgré l'existence de centres principaux d'état civil, seulement 14 pour cent des naissances sont déclarées. Cela laisse présager d'autres difficultés en termes de documentations additionnelles. En 2020, les acteurs LTB ont dénoté que 134 sites d'accueil de PDIs étaient situés dans les quatre régions les plus fortement touchées par l'insécurité. Cette situation pose un problème d'accès aux populations affectées par la crise. Le GT LTB s'investit davantage et essaie d'actualiser les chiffres via plusieurs missions conjointes. Le GT LTB a conduit une étude fin 2020, démontrant que seules 22,7 pour cent de personnes seraient en mesure de produire un document justifiant l'occupation de leurs parcelles, et 77,3 pour cent d'entre elles exploitent ou utilisent les parcelles sur la base d'un accord non écrit ou d'une occupation spontanée. De même, les droits fonciers constituaient déjà un besoin fort en 2020, notamment en termes de droits des femmes et risques de VBG liés aux dénis de ressources. Au regard des mouvements retours dans certains villages d'origine de PDIs, les risques d'éviction sont en hausse. Cette dynamique suscite par ailleurs des tensions liées au droit à la terre et à l'occupation illégale de maisons.

Action contre la menace posée par les engins explosifs

A travers ses acteurs de monitoring de protection, le Cluster Protection, a constaté que l'utilisation des EEI était en hausse au Niger (40 incidents enregistrés entre janvier et août 2021). Plusieurs régions du Niger, telles que Diffa, Tillabéri, Tahoua et Agadez sont contaminées par les engins explosifs. Dans un contexte régional d'instabilité et d'insécurité, il semble que l'utilisation des EEI soit en augmentation, ciblant les forces de défense et de sécurité (FDS) pour réduire leur mobilité. Aujourd'hui, la majorité des victimes de ces explosifs sont des civils, environ 75 entre janvier et août 2021, parmi lesquelles plus de 40 décès. Les incidents concernent le plus souvent des bus transportant des passagers qui ont déclenché des EEI posés aux abords des routes et quelques incursions qui ont été accompagnées d'attentats suicides. Ceci

pose un défi majeur en termes de protection des populations, qui sont ici prises dans les feux croisés des belligérants. Les humanitaires et travailleurs sociaux sont tout aussi exposés à ce risque. Certaines zones sont devenues difficilement accessibles à l'instar de Tillabéri, Diffa et la partie ouest de Tahoua. La prévalence des situations de handicap résultants des incidents liés aux engins explosifs est élevée et nécessite des accès bien plus significatifs aux services de protection et spécialisés afin d'accompagner au mieux les victimes. Les chiffres exacts restent à confirmer grâce à la redynamisation de la taskforce anti-mines et les consultations avec les différents partenaires. Les autres effets indirects des incidents causés par les engins explosifs et restes explosifs de guerre (REG), incluent les pressions psychologiques, notamment en termes économiques, mais aussi d'accès à l'éducation.

Analyse des besoins sectoriels

Protection de l'Enfant

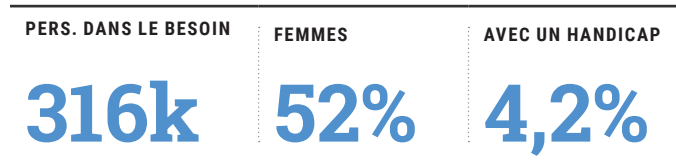
PERS. DANS LE BESOIN	FILLES	AVEC UN HANDICAP
611k	52%	4,2%

Les attaques et incursions des groupes armés, provoquent le déplacement forcé d'un nombre très élevé d'individus, dont la moitié est constituée d'enfants. Selon l'évaluation MSNA, la région de Tahoua enregistre un total de 18,83 pour cent d'enfants qui vivent sous un seuil de sévérité très élevé, suivie par Maradi (15,71 pour cent) et Agadez (12,65 pour cent). L'insécurité et le déplacement ont un impact considérable sur le bien-être psychosocial et psychologique des enfants. Placés au sein de familles ou des communautés d'accueil, les enfants non accompagnés, séparés ou en général, déplacés, font face à l'isolement, la désorientation et la perte de repères. Au cours du premier semestre 2021¹⁷², les acteurs de la protection de l'enfant ont pu toucher 22 140 enfants avec des actions de soutien PSS, ce qui correspond seulement à 10 pour cent des enfants dans

le besoin. En situation d'insécurité et de conflit, les cas de violations graves effectuées à l'encontre des enfants (MRM-1612), tels que l'utilisation, l'enlèvement d'enfants et les attaques contre les écoles sont les plus fréquents au Niger. En 2021, au moins 206 cas de violations 1 612 (recrutement et enlèvement forcés à des fins d'exploitation par le travail ou sexuelle, détentions) ont été enregistrés dans la région de Diffa¹⁷³. De plus, 377 écoles à Tillabéri sont désormais fermées à cause de l'insécurité. Il importe de souligner ici que les enfants et particulièrement les jeunes filles sont fortement exposées aux risques d'abus et d'exploitation sexuelle à la fois par les membres de la communauté ainsi que par les GANE. Le mariage forcé représente un problème structurel au Niger¹⁷⁴. Le phénomène prend de l'ampleur et s'aggrave du fait de la perception de ces mariages comme une source de sécurité personnelle et économique pour la fille ainsi qu'une source de revenus pour les familles les plus pauvres. D'après les résultats de l'évaluation MSNA, 100 pour cent des ménages enquêtés dans les zones de N'Guigmi (Diffa), Goudoumaria (Diffa) ou Torodi (Tillabéri), et donc les plus affectées par le conflit, ont déclaré avoir au moins un enfant marié. D'autres formes de VBG contre les mineurs existent comme les agressions ou les violences sexuelles. Par ailleurs, le risque de stigmatisation et les contraintes socio-culturelles posent encore des fortes limites à la dénonciation. Par rapport au travail des enfants, les données du MSNA démontrent que dans des zones à risque comme celle d'Abala à Tillabéri, environ 30 pour cent de ménages de PDI et réfugiés enquêtés ont au moins un enfant qui travaille. L'évaluation MSNA a fait ressortir que dans les zones de conflit, environ 35 pour cent des ménages enquêtés a rapporté avoir au moins un enfant en situation de détresse psychosociale, alors que les réponses humanitaires de services spécialisées en santé mentale et services psychosociaux sont quasiment inexistantes.

Analyse des besoins sectoriels

Violences basées sur le genre



Les évaluations rapides de protection ont indiqué que même si les cas de Violence Basée sur le Genre (VBG) sont loin d'être rapportés, les risques auxquels les femmes et les filles sont confrontés dans les différents sites d'installation restent nombreux. L'inaccessibilité des latrines poussent celles-ci à aller aux alentours des villages (de nuit et sans éclairage) pour effectuer leurs besoins, les exposant ainsi aux risques d'agressions sexuelles et viols. Les informations collectées par le sous-cluster VBG démontrent un lien évident entre le manque de moyens de subsistance et l'exposition aux VBG : la situation de précarité économique met en évidence des stratégies d'adaptation néfaste sur les sites, notamment le recours au sexe pour la survie. Les populations affectées ont aussi rapporté un manque d'accès aux services psychosociaux, à la justice et à la prise en charge des cas VBG. De plus, d'après la MSNA, les femmes ont aussi mentionné avoir des mécanismes de survie tel que l'évitement des marchés, ne plus aller chercher du bois ou ne plus se rendre aux points d'eau, de peur de représailles et d'être exposées à des VBG sur les chemins d'accès. Selon les rapports statistiques des partenaires VBG de janvier à août 2021, 3 035 cas de VBG ont été rapportés. On note par ailleurs une forte hausse entre juillet et août 2021 où 720 cas ont été identifiés. Les incidents principaux incluent notamment : mariages précoces forcés (29 pour cent), dénis de ressources (28 pour cent), agressions physiques (18 pour cent), violences psychologiques (12 pour cent), viols (10 pour cent), agressions sexuelles (3 pour cent). Les survivants de VBG sont majoritairement de sexe féminin – on note 95 pour cent de femmes et 5 pour cent d'hommes ; les enfants sont particulièrement affectés avec 43 pour cent des survivants qui ont moins de 18 ans. Le mariage des enfants, notamment dans les zones

de N'Guigmi (Diffa), Goudoumaria (Diffa) ou Torodi (Tillabéri), et le déni de ressources sont les violations prépondérantes. On note néanmoins un sous-rapportage des cas de VBG liés aux stigmatisations ainsi qu'à la tolérance des VBG. Par ailleurs, depuis les différents retours organisés, les besoins en termes de gestion de cas de VBG ont augmenté et la majorité des auteurs de ces incidents sont les GANE.

Projection des besoins

Dans les régions de Diffa, Tillabéri, Tahoua et Maradi, la présence de plusieurs groupes armés actifs a stimulé la multiplication des exactions à l'égard des civils, ce, depuis le mois de janvier 2021. De plus, les catastrophes naturelles liées aux aléas climatiques ainsi que des épidémies sont aussi comptées parmi les principales menaces de la situation de protection. Les situations traumatiques, notamment chez les enfants, à la suite des incursions et assassinats ont généré des stress, amplifiés par des déplacements répétitifs et des retours précipités. Les personnes âgées ainsi que celles vivant avec handicap voient leurs vulnérabilités s'accroître dans ce contexte. Le monitoring de protection a fait remonter plusieurs informations sur le changement de stratégie des GANE face aux mesures gouvernementales. Les enlèvements et extorsions de bétails, le recrutement au sein de la population et les représailles sur les personnes soupçonnées de coopérer avec les FDS ont également augmenté. Ainsi, cette insécurité grandissante pourrait engendrer des conséquences néfastes sur les récoltes agricoles en 2022, et mettrait les populations à haut risque car dépourvues de moyens de subsistance.

Les risques de protection liés à la paupérisation des populations pourraient aussi inclure des mécanismes de résilience néfastes tels que le sexe de survie, le mariage forcé, l'exode rural, la mendicité locale et d'autres formes d'exploitation, etc. Les mouvements de populations risquent de persister en 2022. Par conséquent, les chiffres de projection des PDI seraient de 123 012 personnes à Tillabéri, 107 018 personnes à Diffa, 111 250 personnes à Tahoua et 46 032 personnes à Maradi pour l'année suivante.

Suivi des besoins

Le Cluster Protection et les sous-clusters/GT (PE, VBG, LTB, Anti-Mines et SMSPS) vont assurer le suivi des besoins dans les zones affectées à travers des actualisations régulières de la présence des acteurs (nationaux/internationaux) dans les différentes zones. Les activités de monitoring de protection dans les régions les plus affectées par le conflit continueront afin de mieux identifier et comprendre les besoins, les rapporter, ainsi que référer des cas de protection, et d'analyser la dynamique du conflit dans les zones humanitaires. Tout ceci facilitera l'orientation de la réponse de protection. Un système de suivi via d'autres moyens pourra aussi être établi comme inspiré par le P21 et le projet pilote de Gestion Stratégique de l'Information permettant de collecter les données autrement dans les zones les plus sensibles. Le cluster protection veillera à accompagner tous les acteurs humanitaires et gouvernementaux afin que ceux-ci élaborent et mettent en œuvre leurs actions de réponse en gardant la protection au cœur de celles-ci.

3.6 Santé



PERS. DANS LE BESOIN	FEMMES	ENFANTS	PERS. ÂGÉES	AVEC UN HANDICAP
1,2M	51%	61%	9%	4,2%

Chiffres clés du cluster¹⁷⁵ : 65 831 (5,42 pour cent) femmes enceintes et femmes allaitantes, 265 387 (21.85 pour cent) femmes en âge de procréer, 42 918 (20 pour cent), enfants de moins de 5 ans

Aperçu des besoins

Le profil humanitaire du Niger révèle une conjonction de facteurs notamment avec le déplacement massif des populations dans les zones d'insécurité accrue à la suite de l'activisme des Groupes Armés Non Etatique avec son corolaire de l'inaccessibilité des services de santé pour les populations vulnérables dont les femmes enceintes et les enfants. Le taux de fécondité de 6,2 enfants par femme, traduit la précocité des mariages d'enfants (EDES 2017) dont les conséquences sont connues avec une forte prévalence des fistules obstétricales. En effet 76 pour cent des femmes se marient avant l'âge de 18 ans et 28 pour cent d'entre elles sont mariées avant l'âge de 15 ans. A cela il faut ajouter le faible taux de prévalence contraceptive moderne de 21,8 pour cent selon la projection basée sur l'outil track 20 réalisée en 2020. Il est établi qu'une (1) femme sur 24 risque de mourir de la grossesse, lors de l'accouchement ou de sa suite. En plus de l'activisme de GANE qui contraint la population à se déplacer, ce pays du Sahel est sujet à des épidémies récurrentes qui surviennent de manière cyclique et saisonnière, notamment la rougeole, la méningite, le choléra, etc.. Ceci se justifie par de son contexte socio-environnemental et géographique, aggravé par les dérèglements climatiques. De janvier à octobre 2021, outre les conséquences des inondations et le contexte de COVID-19, le pays a connu 4 crises sanitaires liées aux épidémies.

Pour la COVID-19, à la date du 17 octobre 2021 (Semaine épidémiologique 41), 6 170 cas ont été déclarés positifs parmi lesquels 204 décès, soit une létalité de 3,3 pour cent. Toutes les 8 régions sanitaires ont été affectées, mais 4 Districts sanitaires sur les 72 que compte le pays restent encore silencieux. Il s'agit des districts sanitaires de Bouza et Abalak (dans la région de Tahoua), Mayahi dans la région de Maradi et Aderbissinat dans la région d'Agadez. Le Niger a connu deux vagues avec des pics dépassant 90 cas par jour. Il reste menacé à la survenue d'une troisième vague non seulement à cause de la circulation du variant Delta à forte contagiosité dans le pays, mais aussi le relâchement de mesures barrières et la faible immunité collective. Selon les cibles mondiales fixées par l'OMS, tous les pays devraient vacciner entièrement 10 pour cent de leur population à la fin du mois de septembre, 40 pour cent à la fin du mois de décembre et 70 pour cent au 1er semestre 2021¹⁷⁶ pour stopper la propagation de cette maladie. Au Niger, seules 397 212 personnes de la cible, soit 4 pour cent sont complètement vaccinées à cette date.

Pour la rougeole, de 2019 à 2021, le nombre de cas de rougeole notifiés de janvier au 17 octobre, est respectivement de 10 068 cas en 2019, 2 698 cas en 2020 et 10 068 cas en 2021. Le taux d'attaque est de 42 pour 100 000 habitants avec une létalité de 0,3 pour cent en 2021 alors qu'il était de 11,6 pour 100,000 avec une létalité de 0,4 pour cent en 2020 et 53 pour 100 000 habitants avec une létalité de 0,5 pour cent en 2019¹⁷⁷. Non seulement que le taux d'attaque est près de 4 fois plus élevé en 2021 qu'en 2020, le nombre de districts sanitaires ayant atteint le seuil épidémique est passé aussi de 35 en 2020 à 51 en 2021 sur 72

districts sanitaires. On note une amélioration de la couverture administrative dans la vaccination de routine, pour la vaccination anti- rougeoleuse pour la 2^e dose de 48 à 61 pour cent¹⁷⁸. Les épidémies que le pays continue à enregistrer d'année en année se justifient par le fait d'accumulation d'enfants susceptibles qui ratent leurs rendez-vous de vaccination surtout dans les zones d'insécurité où les parents se déplacent de manière permanente avec les enfants cibles de la vaccination.

Deux autres épidémies de méningite et de choléra ont frappé le Niger après deux années d'accalmie. Pour la même période, 1,135 cas suspects de méningite ont été enregistrés en 2019, 248 cas en 2020 et 1,343 cas parmi lesquels 75 décès en 2021, soit une létalité de 5,5 pour cent. Les 2 régions qui ont notifié un plus grand nombre de cas sont respectivement, Zinder (868 cas) et Niamey (166 cas). Les régions de Dosso et Agadez ont enregistré les taux de létalité les plus élevés avec respectivement 13,2 pour cent et 25 pour cent, mais un petit nombre de cas (4 cas et 1 décès). Le taux d'attaque cumulé est de 5,7 pour 100 000 habitants alors que dans les 5 districts sanitaires de Niamey où on a atteint le seuil d'alerte de 12,2 pour 100 000 habitants et dans les deux districts sanitaires de Mirriah et Magaria où le seuil épidémique a été atteint, il était respectivement de 27 et 72 pour 100 000 habitants.

En plus, une augmentation du nombre de cas de paludisme est observée ces 3 dernières années de 2019 et 2021 par suite d'une pluviométrie exceptionnelle qui a occasionné des inondations dans toutes les régions du pays, la stagnation des eaux et la prolifération des moustiques vecteurs de paludisme. Le nombre de cas de paludisme confirmés notifiés de janvier au 17 octobre 2021, est successivement de 2 022 072 cas en 2019, 2 690 034 cas en 2020 et 2 939 955 cas en 2021, soit une augmentation de près de 25 pour cent de cas de 2019 à 2021. Le taux d'attaque cumulé est passé de 61,7 en 2019 à 80,5 en 2020 et 123,3 pour 100 000 habitants avec une létalité de 0,1 pour cent.

Les conditions de promiscuité liées à la pauvreté de la population restent un facteur favorisant amplifiées

par le déplacement des ménages favorisant ainsi la propagation rapide des maladies à potentiel épidémique y compris la COVID-19. Le ratio de mortalité maternelle reste encore élevé à 520 décès pour 100 000 naissances vivantes et insuffisant vis-à-vis des engagements souscrits par le Niger dans le cadre de l'atteinte de l'ODM 5¹⁷⁹. De même, la mortalité infanto-juvénile est de 126 pour 100 000 habitants.

L'accès et l'utilisation des services de santé de la reproduction constituent un enjeu majeur dans les conditions d'insécurité des régions affectées par la crise humanitaire. Les stratégies développées jusqu'ici reposent sur le renforcement des capacités à travers la formation en Dispositif Minimum d'Urgence en santé de la Reproduction (DMU), les cliniques mobiles, la distribution des kits aux formations sanitaires. Ces stratégies doivent être renforcées dans le contexte de l'humanitaire développement paix Nexus.

La santé mentale est un problème de santé publique majeur, mais dont on fait très peu allusion. Dans le contexte de l'activisme des GANE comme le nôtre, sa prévalence augmente de plus du double dans les crises humanitaires par rapport aux zones stables. Une étude de l'OMS de 2019, montre qu'elle touche près de 22 pour cent de la population affectée par une crise¹⁸⁰.

A titre d'exemple, pour la période allant d'août à octobre, les acteurs du Groupe Thématique Santé mentale et psychosociale MHPSS au Niger ont reporté 11 665 cas pris en charge dont 3061 hommes 3655 femmes, 2407 garçons et 2542 filles dont la majeure partie est constituée des personnes ayant expérimenté des événements traumatiques liés aux conflits armés dans différentes régions telles que Tillabéry, Diffa et Tahoua.

Malheureusement, l'inclusion de la composante santé mentale et soutien psychosociale dans la coordination des interventions humanitaires au Niger est encore timide, mais les efforts sont en train d'être fournis par différents Clusters et Sous clusters (Santé, Protection, Education, GBV et PE) afin de pouvoir intégrer la réponse en santé mentale et soutien psychosocial dans leurs différents secteurs d'intervention.

L'enquête MSNA effectuée par REACH montre qu'en moyenne plus de 40 pour cent de ménages ont eu un membre de famille souffrant d'une maladie quelconque durant les 3 derniers mois allant de 44.9 pour cent pour les réfugiés et 47 pour cent pour les personnes non-déplacées. Toutes ces catégories se situent à moins d'une heure de marche d'une infrastructure de soins de santé. Cependant dans le département de Bankilaré à Tillabéry, les ménages font en moyenne 76 minutes et jusqu'à 117 minutes pour les PDI de Tassara à Tahoua. Ce qui va au-delà de 60 minutes acceptables. La barrière principale à l'accès à la santé est « Le coût du traitement » dans toutes les régions, et non le manque d'infrastructures¹⁸¹.

Populations affectées

Les conséquences sanitaires de la crise humanitaire affectent toutes les communautés du pays parmi lesquelles les 1 214 587 personnes qui ont besoin d'une assistance sanitaire. Les groupes de populations les plus affectés et nécessitant une intervention du secteur de la santé sont les 614,942 femmes et particulièrement 65 831 femmes enceintes et femmes allaitantes), les enfants de moins de 5 ans (42 918 : 21 888 filles ; 21 072 garçons), les personnes de 3è âge (17 338 : 8 842 femmes ; 8 496 hommes), les personnes en mouvement permanent dont 282 089 déplacés internes (143 865 femmes ; 138 224 hommes) et 249 852 réfugiés (127 245 femmes ; 122 427 hommes). Il faut noter que parmi ces personnes dans le besoin, 48 584 sont des handicapés (23 806 hommes et 24 778 femmes) et 242 917 personnes auront besoin de soins de santé mentale et psychosociale (123 889 femmes ; 119 028 hommes).

Ces groupes de personnes présentent souvent de besoins spécifiques non pris en compte au cours de la planification, ce qui les rend davantage plus fragiles. Dans l'ensemble du pays, les indicateurs sanitaires sont très faibles à la suite de la fragilité du système de santé, mais aggravés par les crises liées aux épidémies récurrentes, aux inondations, et mouvements de populations dans la zone où l'activisme de groupes armés est actif. Les besoins essentiels en santé se résument en faible accès aux services et soins de santé de première nécessité aux populations

vulnérables, le risque important de propagation de maladies à potentiel épidémique, notamment les maladies émergentes et ré-émergentes et le faible accès de soins des maladies mentales aggravées par les conditions de stress permanents.

Projection des besoins

La tendance de besoins du secteur de la santé devrait aller en augmentation de 2021 à 2022 par rapport au nombre de personnes atteintes par les maladies notamment les épidémies de rougeole, de la méningite, mais aussi des épidémies de choléra et paludisme secondaire à de fortes pluviométries entraînant des inondations dans le pays. L'amplification des différentes épidémies serait justifiée par la faible immunité collective liée à l'accumulation de personnes susceptibles ayant raté les rendez-vous de vaccination de rougeole et l'absence de l'organisation de campagne de masse contre la méningite depuis 2015. Toutefois, la situation dans le secteur de la santé reste volatile, préoccupante et tributaire de l'évolution de la situation globale dans la région du Sahel sur le plan humanitaire.

Suivi des besoins

Le suivi des besoins se fera à travers le système de remontée de l'information mis en place, mais aussi dans les zones affectées et à travers les investigations périodiques approfondies des acteurs du secteur de la santé. Le système de veille RRM servira aussi d'alerte au secteur de la santé pour mener des évaluations approfondies à travers l'outil mis en place par le cluster santé. Le cluster santé utilisera ces données collectées pour les analyses afin de prendre action au niveau sectoriel et/ou intersectoriel tous les 3 mois. Le cluster collectera et analysera pour le suivi intersectoriel conjoint de la situation.



PERS. DANS LE BESOIN	FEMMES	ENFANTS	PERS. ÂGÉES	AVEC UN HANDICAP
3,9M	52%	55%	3%	4.2%

Aperçu des besoins

La sécurité alimentaire et les moyens d'existence des ménages au Niger s'est sévèrement détériorée en 2021, du fait de la combinaison de plusieurs facteurs : la dégradation de la situation sécuritaire, entraînant des déplacements forcés et une dégradation des moyens d'existence et conditions économiques, ainsi que le contre-coup des inondations de 2020 qui ont endommagé la production agricole de 2021, les impacts socio-économiques persistants du COVID (notamment sur les échanges transfrontaliers et les transferts de fonds de migrants), et la flambée des marchés alimentaires. En 2022, cette situation sera fortement exacerbée par la mauvaise campagne agricole et pastorale de 2021. Les principaux facteurs d'insécurité alimentaire en 2022 sont décrits ci-dessous :

- **La mauvaise récolte de 2021**, qui en 2022 mènera à un déficit alimentaire dans une grande partie du pays bien avant le début de la soudure agricole habituelle (Juin). La récolte de 2021 a été l'une des pires qui ait été enregistrée dans les 20 dernières années, avec une production 36% inférieure à l'année précédente et 38% inférieure à la moyenne des 5 dernières années. Par comparaison, la production en 2004 (l'année précédant la crise alimentaire de 2005) était seulement 11% inférieure à la moyenne des 5 années précédentes. Pres de la moitié des villages agricoles suivis par le Ministère de l'Agriculture sont jugés déficitaires en 2021, comparé à 30% en 2020. Le facteur principal du déficit en 2021 est la sécheresse : des pauses pluviométriques au cours de la saison des pluies et un arrêt précoce des pluies en Septembre ont été observés dans une grande partie des zones agricoles. Le conflit est un autre facteur important, empêchant les ménages dans certaines zones d'accéder à leurs champs pendant une partie ou la totalité de la campagne Agricole. On note que les zones qui ont le plus été affectées par la sécheresse cette année sont aussi celles qui sont le plus impactées par le conflit – notamment Tillabéri, Tahoua et Diffa.
- **Feux de brousse et faible pluviométrie dans les zones pastorales**, menant à un risque de déficit fourrager important. Les conditions pastorales ont aussi été fortement impactée par les inondations en 2021. En effet, celles-ci ont décimé plus de bétail (11 109 au 20 septembre 2021) qu'en 2020 (6 699 têtes décimées au 13 septembre 2020), malgré un impact plus faible sur les personnes cette année .
- Augmentation des conflits, qui empêchent les ménages agricoles ou pastoraux d'accéder aux terres pour cultiver ou aux pâturages, et entraînent des dysfonctionnements de marchés (notamment à causes des restrictions sur les transports et la fermeture de certains marchés hebdomadaires suite aux mesures d'urgences).
- **Augmentation probable des déplacements forcés** : les personnes déplacées (surtout celles récemment déplacées) sont en générale entièrement dépendantes d'assistance alimentaire,

car elles n'ont pas accès à la terre, au bétail et pâturage, ou autre sources de revenus stables. Le déplacement pèse fortement aussi sur les communautés d'accueil, qui sont souvent les premiers à apporter une assistance aux populations déplacées, à la fois au niveau ménage et au niveau Communautaire (partage des services sociaux tels que écoles, centres de santé etc).

- La crise des prix des denrées alimentaires au Niger et dans l'ensemble de la sous-région, qui a déjà commencé fin 2020, et menace d'être encore exacerbée en 202 du fait de la mauvaise récolte en 2021 (voir section sur les marchés au-dessus).

Populations affectées

Les résultats de l'analyse du cadre harmonisé de Novembre 2021 révèlent que trente-six (36) zones sur les soixante-seize (76) analysées sont en phase 3 (crise), 13 pour cent de la population dans les zones analysées, soit 3,6 millions de personnes se trouvent en crise. Il s'agit des départements de Arlit, Bilma, Iférouane, Tchirozérine (Agadez) ; Diffa, Bosso, N'Guigmi, N'Gourti et Goudoumaria (Diffa) ; Bermo, Dakoro, (Maradi) ; Bouza, Keita, Tahoua, Tassara, Tillia et Bagaroua (Tahoua) ; Abala, Ayorou, Banibangou, Baleyara, Ouallam, Filingué, Gothèye, Bankilaré, Say, Tillabéri, Torodi et la ville de Tillabéri (Tillabéri) ; Dogon Douchi et Loga (Dosso) et des zones à accès limité, Guidan Roumdji et Madarounfa (Maradi), Ouallam, Tera et Tillabéri (Tillabéri). Ces ménages sont surtout ceux ayant été affectés par la tension persistance de l'insécurité civile et ses impacts négatifs, les épisodes secs durant la campagne agricole 2021, les inondations, les facteurs structurels de baisse de la fertilité des sols, les attaques nuisibles des cultures et les déficits de production agricole et fourrager. Tous ces éléments de causalité limiteront ainsi la disponibilité et l'accès aux aliments aux ménages pauvres et très pauvres en 2022.

Analyse des besoins sectoriels

Le Cadre Harmonisé de Novembre 2021 montre que pour la période Octobre à Décembre, 2,5 million de personnes sont en insécurité alimentaire (CH phase

3 ou 4), plus du double par rapport à la même période en 2020 (1,2 million). Pour la période de soudure 2022 (Juin- Aout), ce chiffre est projeté de passer à 3,6 millions de personnes, soit une augmentation de 57% par rapport à la même période en 2020.

Ces chiffres corroborent l'évaluation de la campagne agricole faite en Novembre 2021, qui montre que 35% pour cent de la population agricole du pays (8,7 millions de personnes) vivent dans des villages ou la production agricole a été déficitaire en 2021, principalement à cause de pauses pluviométriques au cours de la saison des pluies et de l'arrêt précoce des pluies en Septembre-Octobre, mais également aux conflits qui ont empêché les semis ou les récoltes dans certaines zones. Les abandons des espaces de cultures du fait de l'insécurité ont particulièrement été observés dans les zones qui ont aussi été affectés par la sécheresse, en particulier dans les régions de Tillabéri (Banibangou notamment), Niamey, Diffa (Mainé Soroa, Diffa, Goudmaria), sud Tahoua, nord Dosso, centre de Maradi (Dakoro, Mayahi), Agadez (zone irriguées – koris presque secs cette année). La situation est particulièrement inquiétante à Tillabéri et Diffa, régions qui cumulent la sécheresse et l'insécurité en plus des mouvements de retour des PDIs, pour les communes de Diffa et Gueskerou à Diffa

Projection des besoins

Au regard des facteurs décrits ci-dessus et des résultats du Cadre Harmonisé de Novembre 2021, on s'attend à une forte augmentation de l'insécurité alimentaire en 2022 par rapport à 2021, et notamment à une soudure précoce et beaucoup plus marquée que d'habitude, étant donné que beaucoup de ménages ont déjà érodé leurs ressources et développé des stratégies d'adaptation négatives en 2021.

Suivi des besoins :

La situation de la sécurité alimentaire sera suivie en fin 2021 et 2022 en étroite coordination avec le Dispositif National de Prévention et Gestion des Crises Alimentaires (DNP-GCA), en particulier le Système d'Alerte Précoce (SAP), à travers différentes évaluation et enquêtes nationales – y compris l'identification des

zones vulnérables en fin Décembre 2021, l'enquête EVIAM en Février 2022 et l'enquête Sites Sentinelles en Novembre 2022. Ces enquêtes nationales annuelles seront complétées au besoin par des analyses et enquêtes ad-hoc, sur des régions spécifiques ou suite à des chocs spécifiques. L'ensemble de ces enquêtes

et analyses alimenteront les deux sessions du Cadre Harmonisé, la première en Mars 2022 qui permettra de réviser – potentiellement à la hausse – les chiffres de personnes en insécurité alimentaire pour la période Juin- Aout 2022, et la deuxième en Novembre 2022.



TORODI/ TILLABERI, NIGER

Credit : WFP/Dourfaye Zouloukalleyini

Partie 4

Annexes

TORODI/TILLABÉRI, NIGER

Elèves de retour de l'école Torodi ; octobre 2021.

Crédit : OCHA/Abdoulaye Hamani.



4.1

Sources de données



Evaluations

Le nombre d'évaluations réalisées en 2021, selon les informations fournies par les partenaires humanitaires est relativement similaire à celui de l'année dernière, avec 208 évaluations sectorielles et multisectorielles contre 202 effectuées en 2020.

Toutefois ce chiffre pourrait être plus élevé compte-tenu du faible taux de rapportage enregistré cette année au niveau des partenaires, en termes de partage des informations sur les évaluations.

Au moins 112 évaluations sectorielles et 96 multisectorielles ont été rapportées et réalisées à travers 26 acteurs.

La MSNA (évaluation des besoins multisectoriels) réalisée cette année à l'échelle des départements a pour sa part, largement contribué à l'amélioration de la qualité et de la disponibilité des informations humanitaires en vue d'apporter une réponse adéquate et opportune aux populations dans le besoin.

Nombre d'enquêtes

NBR. D'ENQUÊTES	ENQUÊTES PRÉVUES	PARTENAIRES
208	n/d	26

TYPE D'ENQUÊTES

- EVALUATIONS SECTORIELLES 112
- EVALUATIONS MULTISECTORIELLES 95
- MSNA 1

	Abris/BNA	EHA	Education	Nutrition	Protection	Santé	Sécurité Alimentaire	Multisecteur	Total
Agadez	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Diffa	0	11	0	0	15	1	1	22	50
Maradi	0	0	0	0	11	2	0	11	24
Tahoua	0	0	0	0	7	1	0	14	22
Tillabéri	0	33	0	0	32	1	0	42	108
Zinder	0	0	0	0	0	0	0	0	0
National	0	2	0	1	0	0	0	1	4

Type d'enquête par secteur

SECTEUR	TYPE D'ENQUÊTE	NOMBRE	PARTENAIRE	ACTEUR PRINCIPAL
Eau, Hygiène et Assainissement	Rapport sur les indicateurs de l'eau l'assainissement pour l'année 2020	1		MAH
Eau, Hygiène et Assainissement	Enquete de suivi des indicateurs prioritaires de la phase I du PROSEHA	1		INS
Eau, Hygiène et Assainissement	Evaluation CAP (connaissances, attitudes et pratiques)	1	REACH	UNICEF
Eau, Hygiène et Assainissement	Evaluation Wash	35		ACTED
Eau, Hygiène et Assainissement	Evaluation sectorielle des besoins dans les villages e retour des PDI à Diffa	1		ACTED
Eau, Hygiène et Assainissement	Evaluation Wash	4		IRC
Multisecteur	Evaluation multisectorielle conjointe (sites d'accueil/retour)	11	IRC, OIM, OMS, PAM, PLAN INTL, SDO, UNFPA, UNHCR, UNICEF, UNOCHA, MAH/GC, INS	OCHA
Multisecteur	Multisectorial Needs Assesment (MSNA)	1		REACH
Multisecteur	Informen la planification locale dans trois localités affectées par les déplacements forcés à Tillabéri, Niger	1	REACH	AGORA
Multisecteur	Evaluation Multisectorielle RRM	23		ACF
Multisecteur	Evaluation Multisectorielle RRM	7		ACTED
Multisecteur	Evaluation Multisectorielle RRM	33		DRC
Multisecteur	Evaluation Multisectorielle RRM	14		IRC
Multisecteur	Evaluation Multisectorielle RRM	1		ALIMA/BEFEN
Multisecteur	Evaluation Wash	3		DRC
Multisecteur	Evaluation Wash	2		IRC
Nutrition	Enquete nationale de nutrition selon la methodologie SMART	1	UNICEF, FAO, PAM, OMS et UNHCR	INS, MSP
Protection	Accès aux informations, services de base	1	RECH	UNHCR
Protection	Evaluation Rapide de Protection (ERP)	46		DRC
Protection	Evaluation Rapide de Protection (ERP)	13		IRC
Protection	Evaluation sectorielle des besoins dans les villages de retour des PDI à Diffa	1		SDO/UNHCR
Santé	Evaluation des besoins en SMSPS sur les sites de l'Arène, MJC, Sakoiri et Namari gougou région de Tillabéri	1		Save The Children
Santé	Evaluation Multisectorielle RRM Santé	3	BEFEN	ALIMA
Santé	Rapport Mission Explo/Action Zanfarawa	1	BEFEN	ALIMA
Santé	Evaluation sectorielle des besoins dans les villages e retour des PDI à Diffa	1		MSF
Sécurité Alimentaire	Evaluation sectorielle des besoins dans les villages e retour des PDI à Diffa	1		PAM/GARKUA
Sécurité Alimentaire	Cadre Harmonisé	1		Gouvernement

Données démographiques

La source utilisée pour les données démographiques est l'Institut National de la Statistique (INS).

Le dernier recensement de la population du Niger a été réalisé en 2012, toutefois l'INS fournit des projections sur plusieurs années, basées sur un redressement statistique officiel. Ainsi, la projection 2022 de l'INS a été prise en compte pour l'aperçu des besoins Humanitaires 2022 (HNO).

Les données de référence considérées; couvrent l'ensemble du territoire du Niger et ont été collectées à l'échelle des départements (67 départements) et les tranches d'âge ont été établies selon les tranches spécifiques fournies par les clusters concernés. Il s'agit des tranches d'âge suivantes :

6-59 mois
0-5 ans
6- 17 ans
0-18 ans
15-49
18-59 ans
+ 59 ans

Mouvements de populations

Les données sur les personnes déplacées internes sont les chiffres officiels validés par le Comité de collecte et de gestion des PDI présidé par le Ministère de l'Action Humanitaire et de la Gestion des Catastrophes (MAH/GC), arrêtés à la date du 30 septembre 2021. Les données sur les réfugiés sont issues du HCR et arrêtées à la date du 30 septembre 2021.

Malnutrition

Les résultats de l'enquête SMART 2021 publiés en décembre 2021 ont été considérés pour estimer le nombre de personnes affectées par la malnutrition aigüe globale.

Sécurité Alimentaire

Afin d'estimer le nombre de personnes en insécurité alimentaire au Niger, les chiffres du cadre Harmonisé (IPC) 2021, publiés en novembre 2021 ont été considérés, pour les phases 3 (crise) et phase 4 (urgence) pour la situation projetée Juin-août 2022.

Contraintes d'accès humanitaire

Les données sur les contraintes d'accès ont été collectées à l'issue de discussions avec les partenaires humanitaires (focus groupes), issus des agences UN, des ONG internationales et ONG nationales. Les participants de ces groupes de discussions étaient majoritairement les chargés de sécurité des ONG et LSA pour les agences des Nations Unies et les points focaux chargés du rapportage des chronogrammes des missions terrain.

Au total, 9 contraintes d'accès et 29 indicateurs définis par le groupe de travail Accès (GTA) ont fait l'objet de l'évaluation couvrant les mois de janvier à juin 2021

Par ailleurs, des données complémentaires sur les incidents de sécurité, collectées à travers les bases de données UNDSS et INSO ont été considérées pour la période de juillet à septembre pour les régions de Diffa, Maradi, Tahoua et Tillabéri.



Ouallam, Tillabéri/ Niger
Site PDI de Ouallam.
Crédit : OCHA/Adama Zourkaleini

4.2

Méthodologie

L'Aperçu des besoins humanitaires (HNO) est un document d'analyse conjointe des besoins humanitaires identifiés au niveau du Pays et constitue la base de l'élaboration du Plan de Réponse Humanitaire (HRP).

Les données sur les besoins humanitaires utilisées pour produire le HNO 2022 ont été collectées à travers différentes évaluations effectuées par les partenaires au cours de l'année 2021, dont principalement, le Cadre Harmonisé, les résultats de l'enquête nutritionnelle SMART ainsi que l'évaluation MSNA (Multisectoral Needs Assessment) effectuée par REACH. Pour développer le HNO 2022, la communauté humanitaire a convenu d'utiliser la méthodologie du Cadre d'analyse intersectorielle conjoint (JIAF), recommandée par le IASC, afin de pouvoir calculer le nombre de personnes dans le besoin (PIN) et mesurer la sévérité des besoins intersectoriels associée aux différents groupes de populations affectés par la crise.

Pour l'estimation du PIN intersectoriel, trois groupes de populations ont été retenus :

- Les personnes déplacées internes (PDI)
- Les réfugiés
- Les personnes non déplacées (communautés hôtes)

Le choix des indicateurs à considérer, principalement axés sur le bien-être physique et mental, les conditions de vie et les mécanismes de survie a été effectué par les clusters et validé par l'Intercluster/ ICCG, en fonction de la fiabilité et de la disponibilité des sources des données utilisées pour les renseigner ainsi que leur pertinence et adéquation avec les conditions humanitaires identifiées.

Une échelle de sévérité allant de 1 à 5 a été définie pour chacun de ces indicateurs. Le scénario A de la

méthodologie JIAF a été retenu et a ainsi permis de classer parmi ces différents groupes de population affectée selon leur région et en fonction de l'échelle de sévérité des besoins allant de 1 à 5.

Par ailleurs, l'enquête MSNA (Multisectoral Needs Assessment) conduite au Niger entre les mois de juin et septembre 2021 auprès d'un échantillon de ménages sur tout le territoire nigérien, a largement contribué à fournir des données pertinentes complémentaires aux autres évaluations réalisées, permettant à chaque cluster d'identifier le nombre de personnes dans le besoin sur la base d'indicateurs spécifiques à leur secteur.

L'objectif de cette évaluation MSNA était de répondre aux principales questions suivantes :

1. Quels sont les besoins sectoriels et multisectoriels des ménages au Niger, identifiés en fonction des zones géographiques et des groupes de population ?
2. Dans quelle mesure certaines caractéristiques des ménages contribuent-elles à exacerber leur vulnérabilité en termes d'accès aux ressources, ou aux services de base ?

Afin de rendre compte au mieux des facteurs exacerbant les besoins et vulnérabilités des populations, y compris les facteurs structurels, les données de l'évaluation MSNA ont été collectées au niveau départemental, auprès de ménages résidant dans les 8 régions du Niger.

Toutes les données collectées à travers les différentes évaluations ont finalement permis de déterminer le nombre total de personnes dans le besoin (PIN) à considérer, et qui correspond aux personnes ayant les besoins les plus critiques, en additionnant le nombre de personnes entrant dans les seuils de sévérité 3, 4 et 5.

Le Cadre Conceptuel de l'Analyse Conjointe Intersectorielle (JIAF)

Contexte		
Politique	Economie	Socio-culturel
Juridique et normatif	Technologique	Démographique
Environnement	Sécurité	Infrastructure

Personnes vivant dans les zones affectées



Evènement / Choc	
Moteurs	Facteurs sous-jacents / Vulnérabilités préexistantes

Personnes affectées

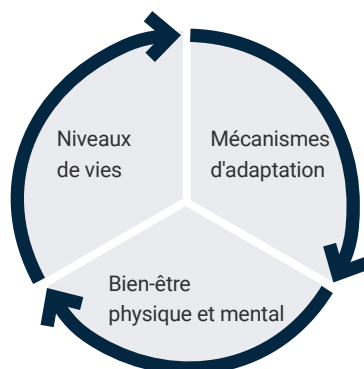


Impact		
Impact sur l'accès humanitaire	Impact sur les systèmes et les services	Impact sur les personnes

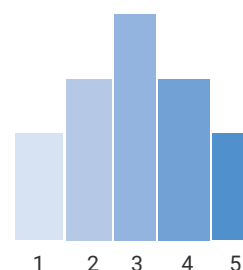


Conditions humanitaires

Pers. dans le besoin



Gravité des besoins



Besoins/difficultés actuels et projetés

Par âge, sexe et autres caractéristiques

JIAF Echelle de gravité

PHASE DE SÉVÉRITÉ	RÉSULTAT DE RÉFÉRENCE CLÉ	OBJECTIFS DE RÉPONSE POTENTIELS
1 Aucune/Minimale	<p>Le niveau de vie est acceptable (compte tenu du contexte) : possibilité d'avoir quelques signes de détérioration et/ou de services sociaux de base inadéquats, besoins possibles de renforcement du cadre juridique.</p> <p>Capacité de se permettre ou de répondre à tous les besoins essentiels de base sans adopter de mécanismes d'adaptation non durables (comme l'érosion et l'épuisement des actifs).</p> <p>Aucun ou minimum/faible risque d'impact sur le bien-être physique et mental.</p>	<p>Renforcer la résilience</p> <p>Soutenir la réduction des risques de catastrophe</p>
2 Stress	<p>Niveau de vie sous pression, conduisant à l'adoption de stratégies d'adaptation (qui réduisent la capacité de protéger ou d'investir dans les moyens de subsistance).</p> <p>Incapacité de se permettre/de répondre à certains besoins fondamentaux sans adopter des mécanismes d'adaptation stressés, insoutenables et/ou réversibles à court terme.</p> <p>Impact minimal sur le bien-être physique et mental (stress physique et mental bien-être) dans l'ensemble.</p> <p>Possibilité d'avoir des incidents de violence localisés ou ciblés (y compris des violations des droits de l'homme).</p>	<p>Soutenir la réduction des risques de catastrophe</p> <p>Protéger les moyens de subsistance</p>
3 Sévère	<p>Dégradation du niveau de vie (d'habitude/typique), conduisant à l'adoption de mécanismes d'adaptation négatifs avec menace de dommages irréversibles (tels que l'érosion accélérée / épuisement des actifs). Réduction de l'accès et de la disponibilité des biens et services sociaux/de base</p> <p>Incapacité de répondre à certains besoins fondamentaux sans adopter de mécanismes d'adaptation irréversibles en cas de crise ou d'urgence - à court et moyen terme.</p> <p>Bien-être physique et mental dégradant. Préjudice physique et mental entraînant une perte de dignité.</p>	<p>Protéger les moyens de subsistance</p> <p>Prévenir et atténuer le risque de détérioration extrême des conditions humanitaires</p>
4 Extrême	<p>Effondrement du niveau de vie, avec une survie basée sur l'aide humanitaire et/ou des stratégies d'adaptation extrêmes irréversibles à long terme.</p> <p>Perte/liquidation extrême d'actifs de subsistance qui entraînera d'importantes lacunes/besoins à court terme.</p> <p>Violations graves généralisées des droits de l'homme. Présence de dommages irréversibles et mortalité accrue</p>	<p>Sauver des vies et des moyens de subsistance</p>
5 Catastrophique	<p>Effondrement total du niveau de vie</p> <p>Épuisement quasi/complet des options d'adaptation.</p> <p>Mécanismes d'adaptation de dernier recours/épuisés.</p> <p>Mortalité généralisée (CDR, U5DR) et/ou préjudice irréversible.</p> <p>Préjudice physique et mental irréversible généralisé conduisant à une surmortalité.</p> <p>Violations graves généralisées des droits de l'homme.</p>	<p>Retour/Prévention des décès généralisés et/ou effondrement total des moyens de subsistance²</p>

4.3

Lacunes et limitations des informations

Malgré la diversité des outils de collecte de données disponibles au sein de la communauté humanitaire, les informations rapportées relativement au financement et à l'assistance humanitaire comportent souvent de nombreuses insuffisances. En effet, au-delà des outils, l'implication des partenaires dans le partage de données pertinentes et l'utilisation adéquate des outils est nécessaire pour prédire l'évolution de la situation humanitaire ou encore assurer une bonne visibilité des besoins des populations, des réalisations des partenaires et des contributions financières reçues.

En 2021, le sous-rapportage de certains partenaires humanitaires ainsi que ont été les principaux éléments à l'origine de la faiblesse de l'analyse et l'inadéquation entre les informations partagées et la réalité sur le terrain. Certains outils ont été révisés ou implémentés au cours de l'année 2021 et continueront de faire l'objet de restructuration en 2022 pour permettre de capturer de façon plus juste des informations à jour et fournir une vision holistique de la situation humanitaire et soutenir la prise de décision pour une coordination de la réponse plus efficace.

Ces outils ont été développés pour améliorer la collecte de données relativement aux thématiques ci-dessous :

Genre et redevabilité

L'absence de données désagrégées dans les différents rapports d'évaluations continue d'être un défi majeur pour mesurer la manière dont les crises affectent les différentes catégories de personnes vulnérables au Niger. Afin d'apporter une assistance adéquate et appropriée à ces populations, il est nécessaire de prendre en compte les besoins spécifiques de chacun à savoir les femmes, les hommes, personnes

âgées, les garçons, les filles et personnes à besoins spécifiques.

Par ailleurs, pour assurer des interventions pertinentes et efficaces, il est indispensable d'impliquer davantage les personnes affectées par les crises dans tous les aspects des réponses humanitaires (y compris dans les étapes de planification et de prise de décision, les interventions de préparation, la mise en œuvre de la réponse, et le processus de suivi et d'évaluation).

En 2021, une première révision des outils communément utilisés lors des évaluations et la collecte des informations sur les réalisations et pour s'assurer que ces outils garantissent la désagrégation des données à travers des questions intégrant les aspects genre et redevabilité. Ainsi la matrice 3W, la matrice MHR ainsi que le formulaire d'évaluation multi sectorielle MSA ont pu faire l'objet de cette révision.

La communauté humanitaire au Niger a également prévu de mettre en place en 2022 des mécanismes pour collecter et analyser de façon régulière les retours d'informations des populations affectées afin d'orienter les prises de décision, adapter les programmes et les activités si nécessaire, et rendre compte des mesures correctives prises.

Le groupe de Travail en Gestion de l'Information facilité par OCHA travaille sur la création d'une plateforme centralisée de gestion des retours et des plaintes des bénéficiaires, qui permettra au Groupe de Travail AAP de faire une analyse intégrée des tendances.

Mouvements de populations

Monitorer de façon effective les déplacements des populations a constitué un autre défi en 2021, compte tenu des nombreux mouvements secondaires et pendulaires enregistrés au cours de l'année, principalement pour les personnes déplacées internes dans les régions de Tillabéri et Diffa.

Les acteurs humanitaires en appui au gouvernement, mettront en place en 2022 des mécanismes et outils afin d'améliorer le suivi des mouvements de populations.

Financement humanitaire

Au courant de l'année 2021, il a été constaté que le niveau de financement du plan de réponse humanitaire du Niger (HRP), tel que rapporté sur la plateforme de suivi du financement humanitaire est relativement faible, surtout comparativement à l'assistance apportée par les partenaires (74% de personnes atteintes au 30/09). L'on constate aussi une grande part de financement hors HRP (30% au 30/09).

Cette situation est principalement liée au faible taux de rapportage des contributions financières reçues par les partenaires et de complétude des données fournies par les bailleurs. En effet, selon ce qui est ressorti des analyses, les bailleurs financent les projets mais les partenaires qui les mettent en œuvre ne rapportent pas tous les financements.

Plusieurs hypothèses pourraient expliquer le manque d'assiduité des partenaires relativement au rapportage :

- Difficulté à utiliser ou manipuler les outils de collecte ;
- Les informations nécessaires pour assurer la triangulation effective des contributions sont incomplètes à leur niveau ;
- Absence de suivi des financements au niveau des partenaires

Pour pallier aux problèmes identifiés, certaines actions correctives ont déjà été entreprises par OCHA en 2021, notamment la traduction et simplification du formulaire de rapportage et l'accompagnement des partenaires dans le remplissage du formulaire. OCHA assure également un suivi rigoureux auprès des bénéficiaires des financements pour les inciter à compléter les informations manquantes nécessaires pour la triangulation et la mise à jour de la plateforme FTS.

Ces actions ont permis entre octobre et novembre 2021 de retracer près de 75 millions USD qui étaient rapportés comme hors HRP et de reverser ces montants dans l'enveloppe appropriée du plan de réponse humanitaire du Niger 2021.

Contraintes d'accès humanitaire

Au Niger, l'accès humanitaire constitue un défi dans la mise en œuvre des activités liées à l'assistance des populations dans le besoin. Il reste limité dans certaines régions du pays du fait de l'insécurité grandissante, des effets relatifs aux intempéries climatiques notamment les inondations et d'autres facteurs qui entravent l'accès des acteurs humanitaires aux personnes vulnérables d'une part et de ces dernières aux services sociaux de base d'autre part. L'inaccessibilité à certaines zones rouges biaise les données sur les personnes dans le besoin, limitant les acteurs humanitaires à se baser sur des chiffres qui peuvent être une sous-estimation des personnes dans le besoin.

Entre septembre et décembre 2021, les acteurs humanitaires, sous le lead du groupe de travail Accès, ont réalisé des évaluations et élaboré un rapport d'analyse sur les contraintes d'accès humanitaire au Niger afin de soutenir le plaidoyer des acteurs humanitaires auprès des parties prenantes pour un accès sûr, approprié et sans entrave aux personnes dans le besoin.

Cet exercice sera renouvelé en 2022, en s'appuyant sur les leçons apprises et à travers des outils de collecte améliorés pour évaluer les axes routiers et monitorer l'évolution de la situation relative aux contraintes d'accès rencontrées par les acteurs humanitaires.

Analyse des besoins humanitaires

Certaines évaluations nécessaires pour approfondir l'analyse des besoins humanitaires interviennent le plus souvent tardivement par rapport au calendrier du déroulement du processus de l'Aperçu des besoins humanitaires (HNO). Ce qui crée souvent des écarts entre les résultats de ces évaluations et l'analyse des besoins, d'où une sous-estimation ou une sur estimation.

Le manque de données récentes sur certaines thématiques clés limite également l'analyse des besoins.

Pour pallier ces insuffisances, il urge de renforcer les outils de suivi des besoins mis en place en 2021 pour monitorer l'évolution des vulnérabilités des populations au cours de l'année 2022.

Des sources d'information complémentaires, notamment les données qualitatives de missions de terrain et des évaluations de besoins, seront utilisées pour suivre l'évolution de la situation en 2022.



AGADECZ/ NIGER

Avion du PAM qui assure le transport des Humanitaires ;
 November 2011
 Crédit : WFP/Phil Behan

4.4

Acronymes

ABNA Abris et Biens Non Alimentaires

AGR Activités génératrices de revenus

ANJE Alimentation du nourrisson et du jeune enfant

APE Association des Parents d'élèves

ARCEP Autorité de Régulation des Communications Electroniques et de la Poste

BNA Biens non alimentaires

CC/SAP Cellule de Coordination du Système d'Alerte Précoce

CEDEAO Communauté Economique des Etats de l'Afrique de l'Ouest

CERF Central Emergency Response Fund (Fonds Central d'intervention d'urgence)

CH Cadre Harmonisé

CNCCAI Commission Nationale de Collecte et de Contrôle des Armes Illicites

CRENAS Centre de réhabilitation nutritionnelle Ambulatoire Sévères

CRENAM Centre de Réhabilitation Nutritionnelle Ambulatoire Modéré

CRENI Centre de Réhabilitation et d'Education Nutritionnelle Intensif

CSI Centre de Santé Intégré

DMU Dispositif Minimum d'Urgence en santé de la reproduction

DREC Direction Régionale de l'Etat Civil

DRHA Direction Régionale de l'Hydraulique et de l'Assainissement

DSMEP Direction des Statistiques du Ministère de l'Enseignement Primaire

DTM Displacement Tracking Matrix (Matrice de Suivi des Déplacements)

EDI Enfants Déplacés Internes

EEI Engins explosifs improvisés

EHA Eau, Hygiène et Assainissement

ERP Evaluation Rapide de Protection

ESU Education en Situation d'Urgence

FDS Force de Sécurité et de Défense

GANÉ Groupe armé non étatique

GBVIMS Gender-Based Violence Information Management System (Système de gestion de l'information sur les violences basées sur le genre)

GT Groupe de Travail

GTABNA Groupe de travail abris et biens non alimentaires

GTLTB Groupe de Travail logements, Terres et Biens

GTPE Groupe de Travail Protection de l'Enfant

HPC Humanitarian programme cycle (Cycle de programmation humanitaire)

HNO Humanitarian Needs Overview (aperçu des besoins humanitaires)

HRP Humanitarian response plan (plan de réponse humanitaire)

IC Informateur Clé

ICCG Coordination Inter-Cluster Group

IMWG Information management working group (Groupe de travail gestion de l'information)

IDH Indice de Développement Humain

IDP Intern Displaced People (Personne Déplacée Interne)

IIAG Indice Mo Ibrahim de la Gouvernance africaine

INS Institut National de la Statistique

IPC Integrated Phase Classification (Cadre intégré de Classification)

IRI International Research Institute for Climate

JIAF Joint Intersectoral Analysis Framework (Cadre d'analyse intersectoriel conjoint)

LTP Droits au logement, à la terre et à la propriété

MAH/GC Ministère de l'action humanitaire et de la gestion des catastrophes

MAG	Malnutrition Aigüe Global	SCPE	Sous cluster protection de l'enfance
MAM	Malnutrition aiguë modérée	SCVBG	Sous Cluster Violences Basées sur le Genre
MAS	Malnutrition aiguë sévère	SECAL	Sécurité alimentaire
MHA	Ministère de l'Hydraulique et de l'Assainissement	SMART	Standardized monitoring and assessment of relief and transitions (suivi et évaluations standardisées des urgences et transitions)
MSNA	Multi-Sector Needs Assessment (Evaluation des besoins multisectoriels)	UN	United nations
MSA	Multi-Sector Assessments (évaluation multisectorielle)	UNFPA	Fonds de nations unies pour la population
OCHA	Bureau de la coordination des affaires humanitaires des Nations Unies	UNHAS	Service aérien humanitaire des Nations Unies
OIM	Organisation internationale des migrations	UNHCR	Haut-commissariat des nations unies pour les réfugiés
OMS	Organisation mondiale de la santé	UNICEF	Fonds des nations unies pour l'enfance
ONG	Organisation non gouvernementale	VAS	Village Assessment (évaluation du village)
PAM	Programme Alimentaire Mondial	VBG	Violences basées sur le genre
PDI	Personne déplacée interne	VIH	Virus de l'Immunodéficience Humaine
PIB	Produit Intérieur Brut	WASH	Water sanitation and hygiene promotion (eau, hygiène & assainissement)
PIN	People in need (Personne dans le besoin)	ZAR	Zone d'accueil des réfugiés
REG	Restes explosifs de guerre		
RPM	Response Planning and Monitoring (Planification et suivi des interventions)		

4.5

Notes finales

- 1 Résultats de la commission électorale nationale et indépendante (CENI)
- 2 Niger Population 2021 : <https://countrymeters.info/fr/Niger>
- 3 Troisième rapport national volontaire sur les objectifs de développement durable Niger 2021, mai 2021
- 4 Niger : la liste du nouveau Gouvernement dévoilée
- 5 Troisième rapport national volontaire sur les objectifs de développement durable Niger 2021, mai 2021
- 6 Niger – Analyse de Protection Janvier à Septembre 2021
- 7 Portail opérationnel, Niger, Data, UNHCR <https://data2.unhcr.org/fr/country/ner>
- 8 Note d'analyse de protection sur la situation des femmes et enfants dans les départements de Torodi, et Téra- frontière-Niger-Burkina Faso, septembre 2020.
- 9 Note d'analyse de protection sur la situation des femmes et enfants dans les départements de Torodi, et Téra-frontière-Niger-Burkina Faso, septembre 2020
- 10 Situation sécuritaire à Maradi, OCHA, Novembre 2019,
- 11 Niger – Analyse de Protection Janvier à Juin 2021
- 12 Base de données OCHA
- 13 Rapport PNUD 2020
- 14 Banque mondiale 2020
- 15 Tableau de bord social Édition 2020
- 16 4^e Recensement général de la population et de l'habitat, 2012
- 17 REACH, Evaluation des besoins multisectoriels (MSNA) 2021
- 18 Programme de coopération UNICEF Niger 2019-2021
- 19 4^e Recensement général de la population et de l'habitat, 2012
- 20 Banque Mondiale 2019
- 21 Niger.Populationdata, 17 mars 2021
- 22 Autonomisation des femmes et dividende démographique au sahel 2018
- 23 INS, Enquête sur les Conditions de vie des ménages et l'agriculture, 2014
- 24 Direction Générale du Trésor : Indicateurs et conjoncture 2021
- 25 IDH Niger 2020
- 26 Situation économique du Niger : le bien-être des populations menacé par les crises sanitaires et sécuritaire. Juillet 2021 Banque Mondiale
- 27 ONU Info 3 mai 2021
- 28 Présentation du Niger France Diplomatie septembre 2021
- 29 Rapport sur la situation économique au Niger : quel impact de la pandémie de COVID-19 et comment l'atténuer. Banque mondiale déc. 2020.
- 30 Niger- Vue d'ensemble Banque Mondiale
- 31 Perspectives économiques au Niger, Banque africaine de développement
- 32 Niger- Vue d'ensemble Banque Mondiale
- 33 Quinzième (15e) Rapport périodique de la République du Niger sur la mise en œuvre de la charte africaine des droits de l'homme et des peuples couvrant la période 2017-2019, présenté en vertu de l'article 62 de ladite charte
- 34 Edition 2020 de l'Indice Mo Ibrahim de la Gouvernance en Afrique (IIAG)
- 35 Annuaire des statistiques sanitaires de 2016
- 36 Annuaire statistique du Ministère des Enseignements secondaires
- 37 Annuaire statistique du Ministère de l'hydraulique
- 38 Rapport annuel 2020 de l'Autorité de Régulation des Communications Électroniques et des Postes « ARCEP
- 39 Rapport annuel 2020 de l'ARCEP
- 40 Rapport annuel 2020 de l'ARCEP
- 41 Indice mondial des risques climatiques pour l'année 2019
- 42 Processus de définition des cibles de neutralité en matière de dégradation des terres, Rapport final du programme de définition des cibles NDT, République du Niger, janvier 2018
- 43 Centre d'échange d'informations sur la biodiversité du Niger.
- 44 Étude sur la matrice de vulnérabilité aux changements climatiques dans la zone d'intervention, PDIPC 2019
- 45 Plan d'urgence du Gouvernement novembre 2021, mars 2022
- 46 Plan de contingence inondations 2021, Ministère de l'Action Humanitaire et de la Gestion des Catastrophes, août 2021.
- 47 Plan de contingence inondations 2021, Ministère de l'Action Humanitaire et de la Gestion des Catastrophes, août 2021.

- 48 Maladies à déclaration obligatoires, ministère de la Santé (Semaine épidémiologique 41)
- 49 Présentation de la situation épidémiologique au forum humanitaire du 28 octobre, Cluster santé
- 50 Situation épidémiologique du COVID-19 dans les pays de l'UCPO à la date du 21 septembre 2021, cluster santé
- 51 Situation de la campagne pastorale 2020-2021, ministère de l'Élevage, octobre 2021
- 52 Perspectives économiques au Niger | Banque africaine de développement - Bâtir aujourd'hui, une meilleure Afrique demain (afdb.org)
- 53 Perspectives économiques au Niger | Banque africaine de développement - Bâtir aujourd'hui, une meilleure Afrique demain (afdb.org)
- 54 Cadre harmonisé mars 2021
- 55 Enquêtes SMART 2020
- 56 Matrice de collecte services sociaux de base fermés au novembre 2021, OCHA-Niger
- 57 Cluster Education
- 58 Etre une fille et handicapée en Afrique de l'Ouest: la situation éducative en question, Direction Géographique Afrique de l'Ouest, Direction Technique Social & Inclusion, 2020
- 59 Rapport sur les indicateurs de l'eau et de l'assainissement pour l'année 2020, Ministère de l'hydraulique et de l'Assainissement (MHA), mai 2021
- 60 Ibid REACH, Evaluation des besoins multisectoriels (MSNA) 2021
- 61 REACH, Evaluation des besoins multisectoriels (MSNA) 2021
- 62 Ibid
- 63 Ibid
- 64 Rapport sur les indicateurs de l'eau et de l'assainissement pour l'année 2020, Ministère de l'hydraulique et de l'Assainissement (MHA), mai 2021
- 65 REACH, Evaluation des besoins multisectoriels (MSNA) 2021
- 66 Ibid
- 67 Rapport sur les indicateurs de l'eau et de l'assainissement pour l'année 2020, Ministère de l'hydraulique et de l'Assainissement (MHA), mai 2021
- 68 REACH, Evaluation des besoins multisectoriels (MSNA) 2021
- 69 xxx
- 70 DREC
- 71 Ibid
- 72 Analyse situationnelle Tillabery 3e trimestre 2021, OCHA-Niger
- 73 Analyse situationnelle Tillabery 3e trimestre 2021, OCHA-Niger
- 74 Situation des sinistrés, Direction des Secours Humanitaires d'Urgences du MAH/CG, 20 septembre 2021
- 75 HCR, rapport de monitoring de protection
- 76 Aperçu des performances sectorielles au 30 septembre 2021, cluster protection, sept. 2021
- 77 GBVIMS, septembre 2021
- 78 CH Novembre 2021
- 79 <https://fews.net/west-africa/niger/food-security-outlook/june-2021>
- 80 https://reca-niger.org/IMG/pdf/albichir_n140.pdf
- 81 <https://www.food-security.net/document/avis-du-pregec-juin-2021/>
- 82 <https://fews.net/west-africa/niger/food-security-outlook/june-2021>
- 83 Enquête d'évaluation multisectorielle des besoins 2021
- 84 Enquête SMART, novembre 2021
- 85 Ibid
- 86 Maladies à déclaration obligatoire, DSRE/MSP
- 87 Ibid
- 88 MSNA 2021
- 89 Ibid
- 90 MSNA 2021
- 91 Ibid
- 92 Ibid
- 93 <https://www.unicef.org/niger/fr/communiquapourcentC3pourcentA9s-de-presse/plus-de-300-pourcentC3pourcentA9coles-forcpourcentC3pourcentA9es-de-fermer-au-niger-en-raison-de-linspourcentC3pourcentA9curitpourcentC3pourcentA9>
- 94 Analyse situationnelle trimestrielle juin 2021 pour la région de Tahoua, OCHA.
- 95 Analyse situationnelle trimestrielle juin 2021 pour la région de Tillabéri, OCHA
- 96 Analyse situationnelle trimestrielle juin 2021 pour la région de Maradi, OCHA
- 97 Humanité & Inclusion (HI)
- 98 Service de la Lutte Antimines des Nations Unies (UNMAS)
- 99 A noter que tous les chiffres utilisés dans cette partie du HNO sont extraits de la base de données UNMAS. La collecte de données liées aux engins explosifs au Niger est un challenge pour l'ensemble des acteurs du secteur. La gestion de ces données est un besoin pressant afin d'avoir une meilleure analyse de cette menace grandissante et de planifier une réponse efficace au bénéfice des populations touchées.
- 100 Enquête menée par HI en 2020
- 101 Du 1er janvier 2016 au 31 octobre 2021 (UNMAS)

- 102 REACH, Evaluation des besoins multisectoriels (MSNA) 2021
- 103 Plan de Réponse Humanitaire Plan (HRP) Niger 2021
- 104 MSNA 2021
- 105 Ibid
- 106 REACH, Evaluation des besoins multisectoriels (MSNA) 2021
- 107 Ibid
- 108 « Disability in Humanitarian Context » parue en 2015, HI <https://handicap-international.ch/sites/ch/files/documents/files/disability-humanitarian-context.pdf>
- 109 « L'Etat et les autres Collectivités publiques sont tenus de prendre toutes les mesures spécifiques pour assurer la protection des Personnes handicapées dans les situations d'urgence et de risque en lien avec leur handicap.
- 110 Etude des barrières d'accès des personnes handicapées à l'aide humanitaire dans les communes de Gabi, Chétémari et Sakoira, HI, juillet 2021
- 111 Ibid
- 112 MSNA 2021
- 113 REACH, Evaluation des besoins multisectoriels (MSNA) 2020
- 114 REACH, Evaluation des besoins multisectoriels (MSNA) 2020
- 115 Ibid
- 116 Ibid
- 117 Ibid
- 118 REACH, Evaluation des besoins multisectoriels (MSNA) 2021
- 119 Ibid
- 120 Ibid
- 121 Ibid
- 122 Ibid
- 123 Ibid
- 124 Ibid
- 125 Ibid
- 126 Ibid
- 127 REACH, Evaluation des besoins multisectoriels (MSNA) 2020
- 128 REACH, Evaluation des besoins multisectoriels (MSNA) 2021
- 129 Ibid
- 130 Ibid
- 131 Ibid
- 132 Ibid
- 133 Ibid
- 134 Ibid
- 135 Ibid
- 136 Ibid
- 137 Ibid
- 138 REACH, Evaluation des besoins multisectoriels (MSNA) 2021
- 139 MSNA
- 140 Ibid
- 141 Ibid
- 142 Ibid
- 143 Ibid
- 144 Ibid
- 145 Cluster nutrition
- 146 MSNA 2021
- 147 Ibid
- 148 REACH, Evaluation des besoins multisectoriels (MSNA) 2021
- 149 Ibid
- 150 MSNA 2021
- 151 MSNA 2021
- 152 Ibid
- 153 MSNA 2021
- 154 Ibid
- 155 Ibid
- 156 <https://drmkc.jrc.ec.europa.eu/inform-index/INFORM-Risk/Map>
- 157 Ozer P., Laminou M.O., Tidjani A.D., Djaby B., De Longueville F., 2016 : Evolution récente des extrêmes pluviométriques au Niger (1950-2014) (<https://orbi.uliege.be/bitstream/2268/204494/1/EVOLUTIONpourcent20RECENTpourcent20DESpourcent20EXTREMESpourcent20PLUVIOMETRIQUESpourcent20AUpourcent20NIGER.pdf>)
- 158 UNDRR, Disaster Information System, DesInventar, 2019
- 159 Étude sur la matrice de vulnérabilité aux changements climatiques dans la zone d'intervention, PDIPC 2019
- 160 [http://www.cnedd.ne/images/documentsPDF/PNA/Rapport_indicateurs_PDIPC_Version_finalepourcent20\(1\).pdf](http://www.cnedd.ne/images/documentsPDF/PNA/Rapport_indicateurs_PDIPC_Version_finalepourcent20(1).pdf)
- 161 <http://iridl.ldeo.columbia.edu/fbfmaproom/fbf/niger>
- 162 Fiorillo E., Maselli F., Tarchiani V., Vignaroli P. (2017), «Analysis of land degradation processes on a tiger bush plateau in SouthWest Niger using MODIS and LANDSAT TM/ETM+ data», Int J Appl Earth Obs Geoinf, 62, 56–68

- 163 Tiepolo M., Bacci M., Braccio S. (2018), «Multihazard Risk assessment for planning with climate in the Dosso Region, Niger», Climate, 6, 67
- 164 www.inondations-niger.org
- 165 *ibid*
- 166 MSNA 2021
- 167 Rapport officiel sur le retour du Gouvernorat de Diffa
- 168 Rapport Inondation MAH 20 septembre 21
- 169 Sites Migrants & Réfugiés, 2019, Country profile
- 170 Etude menée sur les enfants et adolescents(es) ; filles et garçons en dehors de l'école (EADE) au Niger (mars 2018) avec mise à jour sur base du taux d'accroissement
- 171 Tableau de bord national des indicateurs généraux de l'état civil
- 172 Dans la même période les acteurs humanitaires ont assisté 1315 enfants non accompagnés ou séparés suite aux déplacements
- 173 Les autres sous-régions ont un faible rapportage du fait du manque de connaissances sur le mécanisme MRM. Il faut noter le recrutement des enfants par les GANes dans le département de Torodi.
- 174 Le code civil nigérien (art.44) ne suit pas les normes de la Convention Internationale des Droits de l'Enfant et discrimine par le genre. Ainsi, l'âge minimum de mariage pour la jeune fille est fixé à 15 ans, alors que les garçons ne peuvent pas être mariés avant 18 ans.
- 175 Proportions utilisées par la Direction des immunisations du MSP/P/AS
- 176 Résolution WHA74.7 de l'Assemblée mondiale de la santé
- 177 Maladies à déclaration obligatoire-MDO, DSRE/MSP 2020
- 178 Rapport de l'Enquête de couverture vaccinale OMS-UNICEF 2017
- 179 Institut National de Statistiques/Ministère de finances/ République du Niger. EDSN,2012
- 180 Charlson, F., van Ommeren, M., Flaxman, A., Cornett, J., Whiteford, H., & Saxena, S. (2019). New WHO prevalence estimates of mental disorders in conflict settings: a systematic review and meta-analysis. The Lancet.
- 181 Evaluation multisectorielle des besoins (MSNA) humanitaires au Niger, REACH 2021

**APERÇU DES BESOINS
HUMANITAIRES**
NIGER